

ANNÉE ACADÉMIQUE : 2022-2023

SESSION : Septembre

NOM : Maslenko

PRÉNOM : Artyom

TITRE DU MÉMOIRE : L'institutionnalisme et l'étude des inégalités économiques globales.
Commentaire critique de Why Nations Fail

PROMOTEUR : Geneviève Warland

Résumé du mémoire en 12 lignes :

1. Ce travail est focalisé sur Why Nations Fail, un livre rédigé par deux économistes, qui explique
2. les différences globales de développement économique entre Etats grâce à une analyse de
3. l'évolution de leurs institutions au cours de l'histoire. Nos principaux objectifs sont la
4. contextualisation du livre vis-à-vis des domaines de recherche académique dans lesquels il
5. s'inscrit, ainsi que sa critique en tant qu'œuvre d'histoire économique. Nous avons tout d'abord
6. situé WNF par rapport au discours institutionnaliste, tout particulièrement en économie ; malgré
7. certaines influences, WNF n'en a pas intégré les développements théoriques les plus récents.
8. Nous avons ensuite comparé les arguments de WNF aux autres théories du développement
9. global, et nous avons constaté qu'une approche moins mono-causale que celle de WNF est
10. certainement plus proche de la réalité. Enfin, nous avons examiné en détail les arguments
11. historiques de WNF relatifs au développement de quelques régimes particuliers ; nous avons
12. nuancé son analyse et exposé une mobilisation maladroite de certaines sources historiques.

Il est demandé aux étudiants qui déposeront leur mémoire pour la prochaine session d'examens de bien vouloir rédiger un résumé (12 lignes maximum), à insérer en début de mémoire.

Ce résumé doit faire état de la problématique, des sources utilisées et des principaux résultats obtenus.

Faculté de philosophie, arts et lettres

L'institutionnalisme et l'étude des inégalités économiques globales

Commentaire critique de *Why Nations Fail*

Auteur : Artyom Maslenko

Promoteur : Geneviève Warland

Année académique 2022-2023

Master [120] en histoire. Finalité approfondie

Sommaire

Préambule	4
Introduction.....	5
L'importance des institutions inclusives	5
Les inégalités parmi les sociétés : aperçu historiographique	7
Débats contemporains	8
Plan de la rédaction	11
Chapitre 1. Institutions, institutionnalisme : définitions et usage académique.....	13
Qu'entend-on par « institutions » ?	13
« Institutions » dans les sciences économiques	13
Approches critiques des nouvelles définitions	16
« Institutions » dans <i>Why Nations Fail</i>	17
Institutionnalisme en économie : histoire et spécificités.....	21
Qu'est-ce que l' « institutionnalisme » ?	21
Origines de l'étude des institutions dans le cadre de l'économie.....	24
« Institutionnalisme économique » en tant qu'école de pensée académique	26
Institutionnalisme et marxisme : discordes et points communs	28
« New Institutional Economics ».....	29
« New Historical Institutionalism »	33
Chapitre 2. Autres grandes thèses du développement économique : concepts centraux, historiographie et dialogue avec <i>Why Nations Fail</i>	36
Approche géographique	36
Précurseurs : Montesquieu et Smith	37
Guns, Germs, and Steel	38
Ressources naturelles et « resource curse »	41
Transmission intergénérationnelle : l'approche culturelle	42
Une définition variable	42

Max Weber : la culture pour WNF	44
Landes : eurocentrisme et approches multifactorielles.....	45
Transmission intergénérationnelle : l'approche (épi)génétique	48
Liens avec l'institutionnalisme	49
Hypothèses contemporaines	51
Chapitre 3. Régimes inclusifs : l'exemple de la Glorieuse Révolution anglaise	55
William Lee et les brevets de propriété intellectuelle	55
Les bas en laine de William Lee.....	55
Le problème réel des brevets	57
Changements institutionnels anglais après 1688.....	59
Exploitation de la Salwarpe	60
Gestion des terres privées	62
Droits de propriété : avant et après 1688-1689.....	63
Autres changements institutionnels après 1688-1689	66
Changement institutionnel et révolution industrielle	68
Critique de la thèse institutionnaliste.....	68
Alternative culturelle	70
Chapitre 4. Régimes extractifs : défaut d'innovation et instabilité en Union Soviétique et dans l'Empire romain	73
Innovation technologique en Union Soviétique	74
L'innovation technologique était-elle en retard ?.....	74
Quels facteurs ont influé sur l'innovation technologique ?	77
Institutions et déclin économique de l'URSS, 1970-1990	80
Le retard innovatif a-t-il causé un ralentissement économique ?	80
Le retard innovatif a-t-il causé l'effondrement économique ?	82
Le manque innovatif et le déclin économique ont-ils causé l'effondrement politique ?..	84
Inclusivité et stabilité politique dans le monde antique	85

Stabilité de la République romaine et de l'Empire romain	85
Stabilité des sociétés antiques « inclusives ».....	88
Innovation technologique et destruction créatrice dans l'Empire romain.....	90
Une époque de stagnation technologique ?	90
Etude de source 1 : Vespasien et l'innovation pour les travaux publics lourds	94
Etude de source 2 : Tibère et le verre incassable.....	98
La gestion de l'incertitude dans la communication et la vulgarisation scientifique	101
Conclusion	104
Sources.....	109
Antiques	109
Contemporaines.....	109
Bibliographie.....	110
Général	110
Communication scientifique.....	110
Economie	110
Histoire de l'économie.....	110
Synthèses globales du développement	111
Chap. 1. Institutionnalisme (développement théoriques).....	111
Chap. 2. Théories alternatives	114
Théories géographiques	114
Théories culturelles.....	115
Théories (épi)génétiques.....	116
Chap. 3. Angleterre	116
Chap. 4.a. Union Soviétique.....	118
Chap. 4.b. Monde antique	119
Comptes rendus.....	121
Why Nations Fail	121

Autres	122
Annexes.....	124

Préambule

Why Nations Fail (WNF) se trouvant au cœur de ce travail, nous y ferons constamment référence au sein du texte. Afin de ne pas alourdir outre-mesure les notes infrapaginales, nous prenons comme convention d’indiquer directement le numéro des pages auxquelles nous faisons référence au sein du texte. Ainsi, sauf précision contraire, un numéro de page entre parenthèses fera référence à l’édition suivante :

ACEMOGLU Daron et ROBINSON James A., *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Londres, Profile Books, 2012.

Introduction

L'importance des institutions inclusives

Why Nations Fail, publié en 2012, est un livre qui se consacre à une question fréquemment désignée comme à la fois la plus importante et la plus large dans le domaine des sciences socio-économiques : les causes de l'inégalité économique parmi les sociétés. Daron Acemoglu et James Robinson, ses auteurs, sont tous deux des économistes de formation et ils ont écrit de manière prolifique à ce sujet. WNF est loin d'être leur seule œuvre collaborative ; depuis le début du siècle, les deux professeurs ont rédigé de très nombreux articles, chapitres et livres traitant du développement économique des nations.¹ La thèse de WNF n'a d'ailleurs pas germé *ex nihilo*, puisque la question des institutions comme facteur de développement est centrale dans leur travail depuis le début de leur collaboration.²

Malgré les carrières académiques d'économistes de ses auteurs, WNF est loin d'être un traité théorique d'économie. Contrairement aux articles que la paire publie, c'est un livre qui vise assez ouvertement le grand public. Dans la tradition anglo-saxonne, la couverture de l'édition en notre possession met en avant des éloges issus de comptes-rendus, et en l'occurrence, ceux-ci saluent principalement l'accessibilité du livre : « *brilliant in its simplicity and power* », « *compelling and highly readable* ». Cela résulte en grande partie du fait que les auteurs sont parvenus à donner un aspect très concret à leurs analyses, ce qui est notamment passé par une mobilisation permanente d'exemples historiques, aux dépens de considérations théoriques ou modélisations économétriques.

L'idée centrale de WNF est relativement simple à résumer ; de fait, les éloges au sujet de sa clarté et de son accessibilité ne sont pas démentis. Les auteurs considèrent que le facteur le plus important pour le développement économique sur le long terme est la mise en place d'« institutions inclusives » durables. Elles peuvent être distinguées en deux sous-catégories. Les institutions politiques inclusives rapprochent la société de la démocratie et de l'État de droit ; elles permettent un certain niveau de pluralité dans la représentation politique, et donc

¹ Une liste exhaustive de leurs collaborations peut être consultée sur : https://scholar.google.com/scholar?hl=en&as_sdt=0%2C5&as_vis=1&q=author%3AD+Acemoglu+author%3AJA+Robinson&btnG= (consulté le 11 juin 2022).

² Voir notamment : ACEMOGLU Daron, JOHNSON Simon et ROBINSON James A., « The Colonial Origins of Comparative Development : An Empirical Investigation », dans *American Economic Review*, vol. 91, fasc. 5, 2001, p. 1369-1401. Ce n'est pas la première collaboration scientifique des deux chercheurs, mais bien la première à avoir eu un retentissement très important au sein de la communauté scientifique, puisque l'article a été à ce jour cité plus de 16 000 fois.

une influence directe des citoyens sur la manière dont le pays doit fonctionner. Le système judiciaire, nécessairement impartial, doit garantir un certain nombre de droits aux citoyens, dont le respect de leur propriété privée. De l'autre côté, les institutions économiques inclusives garantissent principalement la liberté d'entreprendre, de commercer et d'investir. Les innovations doivent être encouragées, même si elles conduisent à de la « destruction créatrice », c'est-à-dire au remplacement parfois brutal des modes de production préexistants. Souvent, les institutions politiques inclusives favorisent le développement de l'inclusivité économique ; de la même manière, octroyer un certain niveau de liberté économique peut permettre l'émergence d'une classe d'influence qui souhaite libéraliser le pendant politique de la société. Inversement, au sein des institutions politiques exclusives, où un pouvoir sans grandes limites est détenu par une minorité, les dirigeants sont encouragés à mettre en place des institutions économiques exclusives qui permettent l'accaparement des richesses aux dépens de la société et de l'efficacité économique (p. 74-81). Les institutions inclusives comme exclusives ont une certaine inertie qui rend difficile une transition rapide dans un sens comme dans l'autre. Ainsi, la persistance de mécanismes politiques et économiques extractifs est la principale cause de la pauvreté relative des pays non-occidentaux.

Le livre utilise, pour démontrer sa thèse, des exemples qui s'étendent de la période romaine au temps présent. L'incrustation progressive du despotisme à l'époque de la Rome impériale (p. 164-169) est ainsi décrite comme favorisant le même mécanisme que celui observé dans de nombreux pays totalitaires actuels, dont le modèle de développement est voué à l'échec. Toutefois, les principales chaînes causales qui sont mobilisées pour expliquer les inégalités actuelles ne remontent pas jusqu'à l'Antiquité. En ce qui concerne les inégalités au sein de l'Europe, elles prennent racine au XIII^e siècle, avec la *Magna Carta Libertatum* qui mène l'Angleterre à une progressive dérive institutionnelle vis-à-vis de l'outre-Manche (p. 184-190) ; pour l'Amérique, c'est la colonisation asymétrique du continent qui est surtout désignée comme la source de la grande disparité actuelle en matière de prospérité. Suivant l'endroit, les dynamiques vertueuses ou néfastes peuvent donc être issues de différents « moments critiques » (« *critical junctures* ») de l'histoire, liés à des guerres, grandes épidémies, découvertes, révolutions, ... Certains de ces moments sont déterminants dans l'émergence d'une société soit plus extractive, soit plus inclusive.

L'objectif de ce travail sera double. En premier lieu, il s'agira de situer WNF dans une tradition intellectuelle et historiographique qui concerne d'une part la compréhension des institutions et leur étude en lien avec le développement économique, et d'autre part les

approches concurrentes ou complémentaires à celle de l'institutionnalisme économique tel qu'il est présenté par WNF pour appréhender les inégalités globales. Dans un second temps, nous procéderons à une critique spécifique du livre, en analysant ses arguments et mobilisations de sources historiques pour des cas précis. Nous pourrions ainsi comparer les arguments de WNF avec ceux avancés par d'autres travaux, déterminer son apport unique à la question des causes historiques aux déséquilibres de développement, ainsi qu'évaluer sa pertinence comme œuvre de synthèse pour ce sujet.

Les inégalités parmi les sociétés : aperçu historiographique

WNF se place dans une longue tradition d'œuvres qui tentent d'expliquer les destins uniques du développement des nations, et nous aurons l'occasion de détailler l'évolution historique de quelques-unes de ces théories au sein de notre travail. Pour schématiser, nous pourrions distinguer deux grandes catégories de théories. Les théories « essentialistes » donnent une importance particulière à des facteurs « naturels » (climat, géographie, biologie). Les théories « existentialistes » mettent quant à elles en avant le caractère décisif des comportements humains : les institutions, la culture, ou encore le « caractère contingent » de l'histoire (une formulation fréquente dans WNF), qui désigne entre autres les conséquences difficilement prévisibles des actions humaines.

En réalité, avant même que les inégalités économiques ne commencent à être abordées d'une manière scientifique, des théories donnaient déjà une ébauche d'explication essentialiste pour les divergences entre les sociétés, notamment méridionales et septentrionales. Hippocrate fut le premier à écrire à propos de l'influence du climat sur les Hommes, et même si plusieurs auteurs antiques ont combattu le déterminisme climatique, l'idée que les hommes du nord étaient hardis mais peu intellectuels et appliqués, et les hommes du sud intelligents et organisés mais mous et fragiles resta pendant longtemps ancrée dans les conceptions occidentales. Montesquieu défendait le déterminisme climatique (« l'empire du climat est le premier de tous les empires »), et une forme de cette théorie fit même partie des développements intellectuels de Hegel, qui considérait que seules les zones tempérées étaient dotées d'un « rôle historique », et que la consolidation de l'Europe occidentale dans l'histoire était le processus ultime d'affirmation du *Weltgeist*.³

³ PINNA Mario, « Un aperçu historique de "la théorie des climats" », dans *Annales de géographie*, vol. 547, 1989, p. 322-325.

Si avec le développement des sciences climatiques et géographiques, ces conclusions simplificatrices sont définitivement abandonnées au cours du XIX^e siècle, les explications essentialistes ne disparaissent pas, mais prennent surtout des formes plus sophistiquées et en accord avec les progrès scientifiques. L'homme ne dépend alors plus du climat, mais de son « milieu naturel », un engrenage complexe qui regroupe un nombre important de facteurs environnementaux.⁴ Nous verrons au cours du travail la manière dont ces conceptions se répercutent sur les travaux contemporains.

L'approche de WNF est bien entendu très éloignée du déterminisme environnemental ; elle puise davantage ses sources dans la pensée héritière d'Adam Smith. Cet économiste britannique du XVIII^e siècle a notamment théorisé le concept fameux de la « main invisible »,⁵ dont l'efficacité est contrastée dans le livre avec la lourdeur de l'économie planifiée soviétique (p. 130). Smith était un défenseur de l'intervention minimale du gouvernement et des marchés libres, exempts de régulations en tout genre. Son œuvre la plus influente, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, est encore une référence incontournable pour comprendre le développement de l'économie politique au cours de l'ère contemporaine. A l'instar de WNF, le livre d'Adam Smith mobilise fréquemment des exemples historiques, et préfère les démonstrations basées sur des cas concrets aux abstractions.⁶

Débats contemporains

WNF a fait l'objet de très nombreux comptes-rendus ; le nombre, par la force des choses, favorise la diversité, et les avis émis à son sujet sont par conséquent fortement hétérogènes, allant de l'éloge au rejet total. Des chercheurs issus de nombreuses disciplines ont commenté l'ouvrage, parfois de manière particulièrement détaillée.⁷ La lecture des comptes-rendus est intéressante par le fait qu'Acemoglu et Robinson tiennent un blog sur lequel ils ont

⁴ *Ibid.*

⁵ La main invisible représente l'ensemble des dynamiques à l'effet globalement positif qui émergent des actions individuelles « égoïstes » des acteurs sur un marché libre. Voir : « Invisible hand », dans *Encyclopedia Britannica*, <https://www.britannica.com/topic/invisible-hand> (consulté le 16 juin 2022).

⁶ HUTCHINSON Terrence, « Adam Smith and The Wealth of Nations », dans *The Journal of Law & Economics*, vol. 19, fasc. 3, 1976, p. 507-515. Nous nuancerons la compréhension complexe qui peut être faite des écrits de Smith, qui ne se borne certainement pas à la promotion du laissez-faire, et intègre même des réflexions géographiques.

⁷ Mentionnons notamment la critique de MacLeod, qui compare longuement *Why Nations Fail* avec un ouvrage aux aspirations similaires mais dédié à un public plus aguerri, *Pillars of Prosperity*. Voir : MACLEOD Bentley, « On Economics: A Review of Why Nations Fail by D. Acemoglu and J. Robinson and Pillars of Prosperity by T. Besley and T. Persson », dans *Journal of Economic Literature*, vol. 51, fasc. 1, 2013, p. 116-143.

fréquemment publié des réponses aux avis critiques, et ont ainsi participé à enrichir le débat même après la publication de WNF.⁸

Comme le démontre la diversité des accueils réservés au livre, il ne semble pas aujourd'hui y avoir de consensus clair sur les causes principales de la disparité de prospérité entre les nations du monde ; cela n'est pas étonnant tant la portée de la question est vaste. De plus, elle peut être formulée de différentes manières, et donc également favoriser des développements d'idées diversifiés. Dans certaines œuvres, les auteurs choisissent directement de se demander pourquoi l'Europe a pendant plusieurs siècles dominé le monde – tant au niveau commercial que militaire – et pourquoi le vieux continent et les anciennes colonies anglaises jouissent du meilleur niveau de vie aujourd'hui (à quelques exceptions asiatiques près). Selon Pommeranz, lui-même auteur d'un livre à ce sujet, *The European Miracle* d'Eric Jones représente le mieux ce qui peut s'apparenter à la réponse majoritaire à cette problématique. Dans son ouvrage, Jones explique que les signes d'une domination européenne prédataient la révolution industrielle, en cela que la population du continent n'atteignait pas de maximum démographique et permettait donc une plus grande accumulation individuelle de denrées et de capital, qui n'étaient à leur tour soumis qu'à une faible menace de catastrophes naturelles.⁹ Mais le livre de Jones date de 1981, et Pommeranz écrit son survol historiographique en 2000. A titre indicatif, nous avons tenté de constituer une liste des ouvrages principaux qui ont proposé des explications pour les causes historiques des inégalités économiques globales, en précisant le nombre de fois dont ils ont fait l'objet d'une citation au sein d'autres travaux (consultable dans les annexes : tableau 1).¹⁰

Il est bien entendu difficile de constituer une liste exhaustive, tant la question est large et fréquemment abordée sous des angles différents. Les travaux de Kennedy et Parker, par exemple, se focalisent sur l'ascendant militaire pris par le monde occidental, plutôt que sur le développement de sa prospérité ; néanmoins, les deux sont bien entendu fortement liés,

⁸ Le blog pouvait être consulté sur : <http://whynationsfail.com/> (consulté le 16 juin 2022), mais semble à ce jour indisponible.

⁹ POMERANZ Kenneth, *The Great Divergence. China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000 p. 31-32.

¹⁰ Nous pouvons estimer la popularité scientifique d'un ouvrage par son nombre de citations dans d'autres travaux. Nous utilisons pour cela Google Scholar, qui analyse une sélection large de travaux à caractère scientifique (articles scientifiques, livres, travaux non-publiés, rapports, notes de conférences, ...). Cette méthode peut manquer de sélectivité, mais elle donne généralement des résultats relatifs semblables à ceux de moteurs de recherche sélectifs (ne prenant en compte que les citations dans les articles scientifiques). Voir : MARTIN-MARTIN Alberto (e. a.), « Does Google Scholar contain all highly cited documents (1950-2013) ? », https://www.researchgate.net/publication/267627332_Does_Google_Scholar_contain_all_highly_cited_documents_1950-2013 (consulté le 11 juin 2022).

puisque la stabilité économique et la disponibilité des ressources demeure primordiale pour la domination militaire.¹¹ De plus, nous nous limitons dans cette liste à la sphère historiographique anglo-saxonne, qui est déjà en elle-même extrêmement vaste. Malgré tout, *Guns, Germs, and Steel* se démarque tout particulièrement parmi ces livres. Publié pour la première fois en 1997, il jouit depuis un quart de siècle d'une grande popularité, n'étant approché en nombre de citations que par WNF. Son auteur, Jared Diamond,¹² est aujourd'hui le défenseur le plus connu de l'explication « géographique » qui met notamment en avant l'importance des voies naturelles de communication, ainsi que de la faune et de la flore dont sont dotés les continents et leurs régions. Malgré sa popularité, ses thèses sont très loin de faire l'unanimité. Pour certains, son aspiration positiviste en appelle même à l'injure.¹³ WNF le mentionne d'ailleurs à plusieurs reprises, notamment dans le second chapitre intitulé « *Theories that don't work* ». Bien entendu, le cœur de l'argumentaire des deux livres est fortement différent. Le premier chapitre de WNF, intitulé « *So Close and Yet so Different* », prend pour exemple la ville de Nogales, scindée en deux par la frontière entre les États-Unis et le Mexique, dans laquelle le revenu moyen passe du simple au triple entre le nord et le sud. Les auteurs utilisent ce cas de figure pour ouvertement mettre de côté l'importance de l'environnement, du climat et des autres paramètres géographiques. Diamond a complimenté WNF (un éloge repris sur la quatrième de couverture de notre édition), mais il a également répondu sur le fond à ses auteurs ; nous aurons l'occasion, au sein de ce travail, de revenir sur ces échanges, et d'approfondir les différences d'analyses et de points de vue entre leurs travaux.

Une autre œuvre récente qui a profité d'un retentissement important est *The Wealth and Poverty of Nations* de l'historien américain David Landes, au titre clairement inspiré de l'œuvre d'Adam Smith. Même s'il partage globalement les analyses de WNF sur l'importance d'institutions économiques inclusives qui encouragent l'entreprise (individuelle ou collective), il met également en avant certaines théories qui le démarquent d'Acemoglu et Robinson, surtout en ce qui concerne l'importance de la culture – en l'occurrence judéo-chrétienne – en tant qu'instigateur primordial de l'esprit d'innovation européen. Le livre ne se focalise toutefois pas sur une théorie unique, et pioche des éléments d'explication dans

¹¹ KENNEDY Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Londres, Unwin Hyman, 1988, p. 349-340.

¹² Initialement formé comme biologiste, il devient au cours de sa carrière académique professeur de géographie à UCLA. Voir : <https://geog.ucla.edu/person/jared-diamond/> (consulté le 15 juin 2022).

¹³ Voir : CORREIA David, « F**k Jared Diamond », dans *Capitalism Nature Socialism*, vol. 24, fasc. 4, 2013, p. 1-6.

différentes approches (géographique, politique, sociologique). Le livre de Landes est également intéressant en cela qu'il s'attaque à de nombreuses théories répandues (théorie de la dépendance, orientalisme, ...), et permet donc d'entrer en dialogue avec un large champ historiographique récent.¹⁴

Plan de la rédaction

Nous débuterons notre rédaction en contextualisant le livre par une discussion des institutions et de l'institutionnalisme. Nous pourrions constater que la relative diversité conceptuelle de ce sujet de recherche, ainsi que l'évolution historique des courants académiques affiliés, permettent de percevoir WNF d'un regard neuf. Puisqu'il est possible de considérer l'ouvrage comme relativement transdisciplinaire, touchant à l'économie, à l'histoire, mais également à la science politique et à la sociologie, nous ne nous limiterons pas exclusivement à l'institutionnalisme économique, mais il sera tout de même notre objet d'attention principal puisqu'il est la source d'inspiration majeure pour les théories de WNF.

Comme nous l'avons fait remarquer, l'entreprise de Robinson et Acemoglu n'est pas dépourvue de précédents historiographiques. Par conséquent, nous présenterons ensuite un bref aperçu des principales théories explicatives des inégalités globales qui ont eu un impact historique important. Nous compléterons également cet exposé en situant *Why Nations Fail* dans les débats contemporains. Nous présenterons ainsi quelques-unes des œuvres récentes les plus influentes dans le domaine de l'histoire des inégalités globales. Pour les sélectionner, nous avons choisi deux des livres de vulgarisation d'histoire économique les plus populaires, et qui permettent d'explorer une certaine variété d'explications qui vont au-delà du simple plan institutionnel sur lequel se situe *Why Nations Fail*. Nous aborderons ainsi *Guns, Germs, and Steel* et *The Wealth and Poverty of Nations* ; nous essaierons de comparer la manière de procéder des auteurs de ces livres pour parvenir à leurs conclusions par rapport aux méthodes prisées par Acemoglu et Robinson, ainsi que de voir en quoi leurs théories sont contradictoires avec celles de *Why Nations Fail*, et en quoi elles peuvent être complémentaires.

Enfin, la dernière partie du travail est consacrée à un commentaire critique de quelques cas historiques détaillés dans WNF. Vu l'abondance des cas d'étude présentés par l'ouvrage, qui

¹⁴ LANDES David, *The Wealth and Poverty of Nations. Why some are so rich and some so poor*, New York/Londres, W. W. Norton & Company, 1998, p. 58-59 ; ROSEN George, « The Wealth and Poverty of Nations by David S. Landes », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 33, fasc. 1, 1999, p. 189-191 ; BACEVITCH Andrew, « The Wealth and Poverty of Nations by David S. Landes », dans *The Wilson Quarterly*, vol. 22, fasc. 2, 1998, p. 96-98.

s'étendent à de nombreux pays sur tous les continents, il n'aurait pas été envisageable d'en critiquer l'entièreté. Afin de pouvoir offrir une certaine profondeur d'analyse dans le cadre de notre rédaction, nous avons choisi de nous focaliser sur les dynamiques de développement de l'Empire romain, de l'Angleterre, ainsi que de l'Union Soviétique, et la manière dont celles-ci sont décrites dans *Why Nations Fail*.

L'Angleterre, tout d'abord, est fréquemment érigée en parangon européen du développement politique et économique inclusif. Dès le Moyen Âge, son Etat aurait progressivement pris une direction institutionnelle favorable à l'établissement d'une société prospère ; plusieurs « moments critiques » y ont eu des conséquences qui l'ont fait diverger du reste de l'Europe. La mise en place d'un système politique qui représentait un ensemble relativement diversifié d'intérêts économiques a, *in fine*, permis aux îles Britanniques d'être à l'origine de la révolution industrielle.

L'Empire romain et l'URSS, en revanche, servent tout particulièrement aux auteurs à illustrer leurs théories au sujet de la dysfonction inhérente aux systèmes économiques des régimes extractifs. Le livre décrit le modèle de développement de l'Union soviétique, qu'il juge exemplatif de la croissance limitée qui peut avoir lieu sous un régime économique extractif, nécessairement vouée à l'échec au-delà d'une courte transition initiale. Il en est de même pour Rome, bien que pour des raisons quelque peu différentes, que nous détaillerons dans le dernier chapitre.

Nous étudierons donc la compréhension par WNF de l'impact des institutions de ces trois régimes sur leur développement économique, en mobilisant certaines théories alternatives et critiques émises à l'égard du livre. Quand cela sera possible, nous critiquerons en détail l'utilisation des sources historiques par WNF ; les théories présentées dans le livre reposant essentiellement sur l'abondance des justifications historiques, une mobilisation adéquate et méticuleuse des sources est bien entendu essentielle à l'intégrité des arguments avancés par Acemoglu et Robinson.

Nous espérons ainsi, au terme de ce travail, mieux situer WNF dans l'étude de l'institutionnalisme en économie, dans l'histoire des inégalités globales, ainsi que parvenir à juger de la qualité intrinsèque de l'analyse proposée par ses auteurs.

Chapitre 1. Institutions, institutionnalisme : définitions et usage académique

Le débat autour de la signification du terme « institutions » lorsqu'il est question d'économie et d'histoire économique n'est pas une simple querelle sémantique. En effet, lorsqu'un auteur défend l'utilisation de l'une ou l'autre définition, il s'agit d'une tentative de caractérisation précise de ce qui, *in fine*, régit et maintient le fonctionnement économique en société. Nous souhaitons dans cette partie éclaircir les différences d'emploi de ce terme au sein de la recherche en science politique et économique, de sorte à pouvoir correctement interpréter la littérature qui y fait référence, et positionner WNF parmi les différents courants institutionnalistes.

Qu'entend-on par « institutions » ?

Etant donné l'importance du concept dans le livre, cette partie a pour but de clarifier l'usage qu'est fait du terme « institution(s) » au sein des sciences sociales, ainsi que de le contraster avec celui qui en est fait dans WNF. Nous aurons l'occasion de considérer les différents avantages et inconvénients de certaines définitions et de la manière de les présenter au lecteur.

« Institutions » dans les sciences économiques

Dans leur sens vernaculaire, les institutions désignent en général soit des ensembles de régulations, soit des organisations.¹⁵ Avant tout, lorsqu'il est question de politique économique, ce terme désignerait donc d'une part les lois et autres textes légaux qui concernent de près ou de loin le fonctionnement économique, et d'autre part les instances législatives, exécutives et judiciaires. Comme nous le verrons ultérieurement, ce sens est relativement proche de celui qui leur est attribué dans WNF.

Cependant, plusieurs chercheurs ont proposé d'élargir, voire de modifier la définition des « institutions », notamment à partir des développements au sein des sciences sociales et philosophiques, qui ont généralement été à l'avant-garde de ces recherches. Le sociologue Durkheim avait émis déjà en 1938 une caractérisation très similaire à celle que le prix Nobel

¹⁵ GUALA Francesco, *Understanding Institutions. The Science and Philosophy of Living Together*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2016, p. xiv ; RABINOWICZ Wlodek, « Are Institutions Rules in Equilibrium? Comments on Guala's *Understanding Institutions* », dans *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 48, fasc. 6, 2018, p. 569-575.

d'économie Douglas North propose en 1981,¹⁶ et la définition de North reste aujourd'hui encore dominante en économie dans l'étude des institutions¹⁷ :

Institutions are a set of rules, compliance procedures, and moral and ethical behavioral norms designed to constrain the behavior of individuals in the interests of maximizing the wealth or utility of principals.

Notons que les institutions désignent alors déjà non seulement les règles formelles, mais également les conventions informelles, ou « culturelles », qui orientent le comportement en collectivité. Ces dernières ne peuvent être modifiées de manière aussi directe que les règles formelles, et sont donc surtout une toile de fond à laquelle les acteurs politiques doivent s'accommoder lors de l'établissement des règles formelles, règles qui sont ainsi considérées comme le levier d'action politique qui peut être mobilisé pour influencer l'économie.¹⁸ North est loin d'être le premier à lier culture et institutions, comme nous le verrons dans la sous-partie dédiée aux *institutional economics*.

Si l'on en croit un autre travail de North, datant cette fois-ci de 1991, il considère que les contraintes institutionnelles, y compris celles qui sont informelles, sont « *devised* », ce qui implique un élément volontaire dans leur mise en place. Mais si North sert souvent de référence en matière d'institutionnalisme, décrypter le sens des mots qu'il emploie n'est pas toujours tâche aisée. En l'occurrence, dans ce dernier article, il cite pêle-mêle des exemples de types de contraintes informelles (*sanctions, taboos, customs, traditions, and codes of conduct*) qu'il considère comme des institutions ; cependant, nombre de celles-ci ne sont en général pas élaborées volontairement, comme les tabous ou les coutumes, mais sont plutôt le résultat d'un développement culturel organique.¹⁹

WNF fait référence à plusieurs travaux de North pour soutenir leur thèse, et ce malgré une compréhension a priori divergente des institutions que le chercheur exprime. Toutefois, même si cela a fréquemment été interprété différemment par les chercheurs inspirés par

¹⁶ L'influence de Durkheim n'a à notre connaissance pas été revendiquée par North, mais la grande similitude entre leurs définitions mérite néanmoins d'être relevée ; la filiation avec un auteur aussi influent que Durkheim est fort probable. Voir : CALVERT Randall L., « Rational Actors, Equilibrium, and Social Institutions », dans KNIGHT Jack et SENED Itai, *Explaining Social Institutions*, Ann Harbor, University of Michigan Press, 1995, p. 57.

¹⁷ NORTH Douglas C., *Structure and Change in Economic History*, New York/Londres, W. W. Norton & Company, 1981, p. 201-202.

¹⁸ GREIF Avner et KINGSTON Christopher, « Institutions : Rules or Equilibria ? », dans SCHOFIELD Norman et CABALLERO Gonzalo (éds.), *Political Economy of Institutions, Democracy and Voting*, Berlin, Springer, 2011, p. 15-16.

¹⁹ NORTH Douglass C., « Institutions », dans *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, fasc. 1, 1991, p. 97.

North, lorsque ce dernier fait référence aux institutions, il désigne en général à la fois les règles et les organisations (politiques, économiques, juridiques), en dehors de certaines abstractions où les organisations sont considérées comme des acteurs soumis à des règles supérieures.²⁰ Nous nous intéresserons plus en détail aux arguments de North et à la manière dont ils ont influencé WNF dans la partie dédiée à la Glorieuse Révolution.

Une autre conception de ce qui devrait être désigné par le terme « institutions », initialement proposée par le philosophe David Lewis²¹ et récemment adaptée pour le cadre économique par Greif, met l'accent sur l'équilibre social basé sur la prédiction du comportement des autres individus. En somme, dans cette approche, les règles formelles et informelles sont perçues comme étant seulement une méthode de coordination, mais leur respect ne peut devenir durable et stable que s'il conduit les membres de la société à atteindre un équilibre comportemental reposant sur la confiance mutuelle. Greif et Kingston le résument ainsi²² :

A social situation is 'institutionalized' when this structure motivates each individual to follow a regularity of behavior in that social situation and to act in a manner contributing to the perpetuation of that structure.

Le but de cette approche, par rapport à celle des « institutions-règles », est principalement d'expliquer pourquoi certains comportements s'écartent des règles en vigueur et des normes sociales, et de prendre en compte ces observations dans la compréhension de la formation des « institutions » (en l'occurrence, des « équilibres » sociaux).

Cette conception des « institutions-équilibre » inclut elle-même des sous-courants proclamés. Calvert suggère ainsi de considérer les institutions comme la somme des interactions humaines régies par la théorie des jeux, tandis que Greif préfère mettre de côté cette simplification, considérant qu'elle a peu d'intérêt pratique car elle peine à donner un cadre propice à l'identification et à l'étude des « institutions ». Il propose donc d'ajouter aux règles et normes les « attentes » (*expectations*) des acteurs.²³ L'établissement de cette distinction demeure selon nous assez superficiel, présentant peu d'utilité et ce même au niveau conceptuel, d'autant plus que la théorie des jeux prend précisément en compte le

²⁰ HODGSON Geoffrey M., « On defining institutions : rules versus equilibria », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 11, fasc. 3, 2015, p. 501-502.

²¹ GUALA Francesco, *op. cit.*, p. xxiii.

²² GREIF Avner et KINGSTON Christopher, *op. cit.*, p. 13-14, 25.

²³ GREIF Avner et KINGSTON Christopher, *op. cit.*, p. 26.

comportement attendu des autres acteurs (c'est même une de ses caractéristiques fondamentales).²⁴

Approches critiques des nouvelles définitions

Les suggestions successives en faveur d'une modification de la définition des institutions n'ont pas manqué de susciter des critiques au sein de la communauté scientifique. Les contradictions et le manque de clarté qui se dégagent des travaux de North quant à ce qu'il désigne par « institutions » posent un vrai problème pour s'intéresser à ses recherches, mais aussi à celles de l'ensemble de son milieu institutionnaliste, qui ne fait pas toujours bien mieux. Par exemple, Guala a récemment cherché à réconcilier les deux approches que sont les institutions-règles et les institutions-équilibre, à travers un cadre théorique permettant d'en percevoir la complémentarité et les unifier dans un unique modèle cohérent. Il propose essentiellement de concevoir les institutions comme des « règles en équilibre », l'équilibre représentant le niveau de volonté de la population concernée à les respecter. Toutefois, Rabowicz considère notamment que sous couvert d'une approche totalisante, Guala dévoilerait lui-même les failles de son propre système puisqu'il prend en exemple d'institution sa propre université, que Rabowicz expose comme étant bien plus que des règles en équilibre. La définition de Guala s'applique mieux aux « institutions » qui sont des ensembles de régulations, et non à celles qui sont des organisations, mais tout ceci n'est pas explicite, et rend par conséquent difficile l'application de son schéma de pensée à des cas d'étude concrets en histoire économique.²⁵

Il a été suggéré que les définitions qui s'écartent de l'« institution-règle » dans son sens élémentaire, c'est-à-dire dépourvue de son aspect social et informel, doivent susciter une certaine méfiance. McCloskey y voit une divagation qui enlève son sens à l'étude des institutions²⁶ :

'Informal constraints' are not informal if they are constraints, and if they are informal the theory has been reduced to a tautology, because any human action is now by definition brought under the label 'institutions'.

²⁴ « For game theorists, a strategic decision always constitutes a conditional decision, based not only on the intrinsic characteristics and preferences of the decision maker, but also on his beliefs and expectations about the decisions of other decision makers with whom he interacts ». Voir : PÉNARD Thierry (éd.), *New Institutional Economics. A Handbook*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 158-179.

²⁵ GUALA Francesco, *op. cit.*, p. 54-55 ; RABINOWICZ Wlodek, *op. cit.*, p. 569-571.

²⁶ MCCLOSKEY Deirdre, « Max U versus Humanomics: a critique of neo-institutionalism », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 12, fasc. 1, 2015, p. 2.

Cette critique nous semble pertinente, en cela que la démarche de Greif, ou même les développements de North, apparaissent avant tout comme des moyens de plier la définition d'un terme en fonction de l'évolution des recherches dans ce domaine. Cette tendance ne leur est pas unique. Pour illustrer ce commentaire, prenons à nouveau l'étude de Guala, censée unifier les principales conceptions des institutions. Guala résume ainsi, en des termes simples, la portée de son travail²⁷ :

Institutions are as mysterious as they are ubiquitous. We can mention some examples: the church, democracy, the army, the public school system. But as soon as we try to theorize, we face many difficult questions. What are these things? What do they have in common? What are they made of, and how do they work? In the chapters that follow I will try to answer these questions.

Cependant, voici le type de réflexion qui apparaît lorsqu'il justifie un rejet de l'approche des institutions-règles seule²⁸ :

But if institutions are rules, how do they influence behavior? Stating a rule is clearly insufficient to bring about an institution.

L'auteur n'est ici plus simplement préoccupé par les points communs entre tout ce qu'on désigne généralement comme « institutions » et leur fonctionnement. Il considère que si une définition n'explique pas de manière globale et exhaustive le comportement humain en société, alors elle est incomplète. Mais pour quelle raison le terme devrait-il nécessairement avoir cette vocation ? Si WNF ne rend pas immédiatement claire sa définition des institutions, le livre évite au moins ce type de développement théorique, quelque peu confus, qui peut rendre difficile d'accès une compréhension profonde de la thèse défendue par les auteurs, et une éventuelle application pratique des concepts développés.

« Institutions » dans *Why Nations Fail*

Les définitions présentes dans WNF des institutions inclusives et exclusives (p. 429-430) mettent clairement en évidence l'aspect « institutions-règles », sans mention d'influences culturelles ou d'équilibres comportementaux. En cela, le livre se distingue des principales approches institutionnalistes contemporaines. La principale segmentation dans son

²⁷ GUALA Francesco, *op. cit.*, 2016, p. xvii.

²⁸ *Ibid.*, p. xxiv.

développement se situe dans la dualité des institutions politiques et économiques, qui restent toutefois profondément imbriquées et co-dépendantes.

WNF critique des arguments très proches de la théorie des « institutions-équilibre », sans toutefois la nommer en tant que telle :

Other aspects, such as the extent to which people trust each other or are able to cooperate, are important but they are mostly an outcome of institutions, not an independent cause. [...] For example, [...] it is not a surprise that Mexicans lack trust when their government cannot eliminate drug cartels or provide a functioning unbiased legal system. (p. 57)

WNF tient donc l'« équilibre » auquel font référence Greif et Kingston comme une conséquence plus ou moins proximale de la configuration des institutions politiques (au sens large) et économiques du pays, tandis que les auteurs précités le concevaient comme une émergence bien plus complexe, issue d'un « *strategic interplay between agents (individuals or organizations)* ». ²⁹ L'élément important à retenir de cette distinction est que l'approche « institutions-équilibre » ne réduit pas les motivations des agents économiques à l'influence proximale ou lointaine des institutions politiques et économiques, aux règles concrètes qui en découlent, et à l'impact qu'elles laissent sur la société après leur adoption, alors que c'est précisément la thèse défendue au sein de WNF.

La compréhension des institutions au sein de WNF est cohérente avec les travaux antérieurs d'Acemoglu et Robinson. Dans leur article de 2001, la qualité des institutions était essentiellement jugée par rapport à la protection des droits de propriété, et les moyens d'exercer un contrôle sur le pouvoir du gouvernement. ³⁰ Cependant, WNF en lecture seule ne rend pas cette compréhension aisée. Les premiers exemples d'institutions semblent faire références aux pratiques coloniales espagnoles, la *mita* et la *encomienda* (p. 16). Une première définition approximative est proposée au chapitre 3 :

[...] the rules influencing how the economy works, and the incentives that motivate people. (p. 73)

D'autres exemples permettent d'approfondir cette caractérisation, et de comprendre que les auteurs font effectivement référence aux institutions comme à des règles : pour des

²⁹ GREIF Avner et KINGSTON Christopher, *op. cit.*, p. 40.

³⁰ ACEMOGLU Daron, JOHNSON Simon et ROBINSON James A., *op. cit.*, p. 1370.

institutions inclusives, il s'agit principalement d'un accès légal aux marchés et à l'entrepreneuriat, d'une protection des droits de propriété privée, et d'un libre choix de carrière (p. 73-75). Par ce jeu de langage, au fur et à mesure de son avancée dans le livre, le lecteur acquiert une meilleure compréhension de la thèse des auteurs, même si le flou aurait pu être quelque peu abrégé.

Ce sentiment est partagé par plusieurs auteurs de comptes-rendus, qui considèrent non seulement que les « institutions » sont mal définies pendant la majeure partie de la lecture, mais également que leur caractère « extractif » ou « inclusif » l'est tout autant. Dans le livre, l'inclusivité repose sur le pluralisme et la centralisation, ainsi que sur les règles citées dans le paragraphe précédent ; une société extractive est quant à elle marquée par la concentration du pouvoir et l'accaparement des bénéfices économiques par une minorité. Les institutions inclusives et exclusives sont bien entendu également caractérisées par un élément négatif : l'absence de leur contrepartie (p. 429-431). Cependant, ces critères manquent d'indicateurs objectifs ; il n'y souvent pas de limite claire entre centralisation et concentration du pouvoir, ni entre respect des droits de propriété ou d'entreprise et tolérance des monopoles. Par ce biais, WNF pourrait parfois, *a posteriori*, associer l'étiquette extractive ou inclusive à certaines institutions, suivant la réussite économique que présentait en fin de compte le régime.³¹

Vries relève l'importance de ce problème lorsqu'il s'agit de juger des conséquences de la Glorieuse Révolution. A titre d'exemple, est-ce réellement pertinent de parler d'établissement des fondations d'une société pluraliste, lorsqu'environ 2% de la population disposait du droit de vote, et les grands propriétaires terriens dominaient le pouvoir politique, loin devant les intérêts commerciaux ?³² Cette complication n'est pas unique au cas anglais ; prenons le traitement par WNF des institutions de la Corée du Sud. Grinberg, chercheur en Argentine et particulièrement intéressé par l'économie sud-coréenne, considère également que qualifier les institutions économiques sud-coréennes avant 1987 d'inclusives, tout en jugeant celles de l'Argentine comme extractives (comme le fait WNF), est plus que critiquable, et les justifications des auteurs en faveur de leur catégorisation seraient selon lui insuffisantes. Par exemple, les droits syndicaux des travailleurs sud-coréens étaient grandement limités, et par

³¹ Voir notamment : BOLDWIN Michele, LEVINE David K. et MODICA Salvatore, compte-rendu de WNF, <http://www.dklevine.com/general/aandreview.pdf> (consulté le 17 mai 2023) ; MURADOVA Lala, compte-rendu de WNF, dans *Revista Española de Ciencia Política*, vol. 39, 2015, p. 317.

³² VRIES Peer, « Does wealth entirely depend on inclusive institutions and pluralist politics? », dans *Tijdschrift voor Sociale en Economische Geschiedenis*, vol. 9, fasc. 3, 2012, p. 82-83.

conséquent l'étaient aussi les « droits de propriété » sur leur propre labeur. Les institutions politiques extractives ne laissaient pas la possibilité de changer cette situation. Grinberg juge également que la destruction créatrice ne commença à réellement devenir importante qu'à partir des années 1990, et non durant les quatre décennies de régime autocratique.³³ Pour être tout à fait juste, il faut souligner que WNF ne prétend pas que les institutions sud-coréennes étaient les plus inclusives du monde, et insiste avant tout sur le fait qu'elles l'étaient plus que celles de leurs pairs au nord du 38^e parallèle (p.70-73). Elles sont, plus loin, qualifiées directement d'inclusives, et mises au même niveau que les institutions américaines, mais le contexte suggère que ce qualificatif désigne surtout la Corée du Sud contemporaine, et non son passé dictatorial (p. 74-75), qui a d'ailleurs en grande partie profité des aides américaines et japonaises, au point qu'elles ont représenté 45% des imports dans le pays entre 1953 et 1971.³⁴

Toutefois, même la situation actuelle en Corée du Sud demeure complexe, et génère des débats au sujet de l'inclusivité de son système. Il est notamment important de prendre en compte l'effet de la pression sociale sur la société sud-coréenne ; tandis que WNF dépeint la liberté économique dont jouissent les Coréens comme clé de leur succès, en favorisant la maximisation des opportunités économiques de chacun dans sa vocation (p. 74), la réalité est que la société coréenne semble, encore plus que d'autres, déterminer la valeur de l'individu en fonction de sa réussite économique. Les élèves coréens ne multiplient pas les heures d'étude uniquement pour leur satisfaction personnelle, mais également (et peut-être surtout) pour éviter le jugement qui s'abat sur les retardataires, une force redoutable depuis des décennies.³⁵ Les inégalités économiques semblent avoir des effets mitigés sur le bien-être subjectif de la population, et génèrent peut-être encore plus de frustration que dans d'autres pays.³⁶ L'effet bénéfique de l'appât du gain, que sont censés favoriser les institutions inclusives, peut au moins en partie être expliqué par l'ostracisme que provoque l'absence du dit gain. A travers l'influence de l'héritage confucien, l'éducation justifie l'existence de ces inégalités, mais décourage par conséquent aussi la prise d'un chemin qui s'écarterait des

³³ GRINBERG Nicolas, « Institutions and Capitalist Development: A Critique of the New Institutional Economics », dans *Science & Society*, vol. 82, fasc. 2, 2018, p. 206-209.

³⁴ KIM Jiyoung, « Foreign Aid and Economic Development: The Success Story of South Korea », dans *Pacific Focus*, vol. 26, fasc. 2, 2011, p.264-265.

³⁵ SORENSEN Clark, « Success and Education in South Korea », dans *Comparative Education Review*, vol. 38, fasc. 1, 1994, p. 29, 34.

³⁶ Par exemple, les effets des inégalités sont globalement positifs aux Etats-Unis, en représentant un espoir de mobilité sociale pour les tranches moins aisées de la population. Voir : KANG Woo Chang, LEE Jae Seung et SONG B. K., « Envy and Pride: How Economic Inequality Deepens Happiness Inequality in South Korea », dans *Social Indicators Research*, vol. 150, 2020, p. 632-633.

prestigieux et fiables sentiers battus académiques ; cela peut non seulement, dans un certain sens, contraindre l'activité économique de la population, mais également gêner la destruction créatrice.³⁷ Certes, comme nous l'avons indiqué, WNF a initialement cherché à comparer la Corée du Sud à celle du Nord, mais les descriptions fournies des institutions actuelles de ce pays paraissent en effet trop irréprochables, malgré une réalité bien plus contrastée.

WNF introduit donc une compréhension relativement simple des institutions, cantonnée principalement à une compréhension « institutions-règles » dans laquelle les règles formelles priment sur les règles informelles, même si une lecture attentive est nécessaire pour en cerner les principales propriétés et nuances avec certitude ; le livre ne trouve donc pas beaucoup d'inspiration dans les développements théoriques des dernières décennies. La distinction entre institutions inclusives et exclusives semble quant à elle quelque peu trop binaire, et permet de plus des catégorisations parfois arbitraires des différents régimes historiques.

Institutionnalisme en économie : histoire et spécificités

Après avoir abordé la manière dont les institutions sont comprises par les économistes, nous allons dans ce chapitre détailler la manière dont elles sont étudiées. Après un rapide survol des principales approches institutionnelles en sciences sociales, nous nous focaliserons sur l'institutionnalisme économique, son évolution au fil du temps, et ses interactions avec les autres sciences, notamment historiques.

Qu'est-ce que l' « institutionnalisme » ?

WNF se positionne avec plus ou moins de proximité à la fois par rapport à des courants en économie, et en histoire économique, qui ont tous la particularité de remettre en avant la place des institutions dans le développement et les performances économiques.

Pour bien situer WNF dans un mouvement académique particulier, il nous faut en premier lieu comprendre ce que peut en général désigner l'institutionnalisme, car une importante pluralité d'approches, parfois non seulement divergentes mais également contradictoires, sont associées à ce terme. Peters résume brièvement les quatre approches principales qui sont d'usage qualifiées d'institutionnelles, non seulement en économie mais dans l'ensemble de la recherche en sciences sociales³⁸ :

³⁷ SORENSEN Clark, *op. cit.*, p. 34-35.

³⁸ D'autres classifications plus exhaustives ont également été proposées, mais par soucis de concision nous préférons présenter celle choisie par Peters, plus claire et synthétique. Voir : PETERS Guy B., *Institutional Theory. Problems and Prospects*, Vienne, Institut für Höhere Studien, 2000, p. 2-4 ; BODNIEKS Valerijs, « The

- L'approche normative,³⁹ selon laquelle la meilleure manière d'appréhender le comportement des membres d'une institution est à travers l'étude des normes de comportement en son sein, que les acteurs membres acquièrent à travers leur appartenance (en tant qu'individus et en tant que groupes).
- L'approche du « choix rationnel », qui se distingue de la précédente en ce qu'elle ne considère pas que les préférences des acteurs changent en fonction de leur appartenance à l'une ou l'autre institution, mais plutôt que les individus s'adaptent de manière opportuniste aux normes de diverses institutions, en les respectant plus ou moins, de sorte à maximiser l'accomplissement de leurs préférences individuelles propres.
- L'approche historique (institutionnalisme historique), pour laquelle le point d'étude focal doit être la persistance des traces que laissent les choix tant politiques que structurels au sein des institutions au cours du temps. Cette caractéristique des institutions est fréquemment appelée « *path dependency* ».
- L'approche empirique, qui se préoccupe surtout de l'influence des institutions (dans leur sens formel, comme pour l'organisation du pouvoir exécutif et législatif), notamment sur les choix politiques ou sur la stabilité du régime.

Ces approches ne sont pas toujours mutuellement exclusives et se rejoignent d'ailleurs en plusieurs points. Elles considèrent toutes, d'une manière ou d'une autre, que les structures institutionnelles exercent une influence réelle sur divers aspects de la société. Par ailleurs, elles s'accordent pour dire que ces structures survivent aux acteurs qui les constituent, et sont donc dotées d'une certaine résilience ; c'est la caractéristique essentielle de l'institutionnalisme historique, au regard duquel les institutions peuvent même sembler particulièrement inertes, mais les autres approches intègrent aussi cette conception (à un degré certes moindre), ce qui leur permet de considérer que l'étude des institutions est un bon outil scientifique pour améliorer les capacités de prédiction des sciences sociales.⁴⁰

New Institutionalism: A tool for analysing defence and security institutions », dans *Security and Defense Quarterly*, vol. 32, fasc. 5, 2020, p. 83-94.

³⁹ Approche également qualifiée de « sociologique », même si elle n'est pas nécessairement la seule à être adoptée en sociologie. Voir : MIDDENDORF Stephanie, SCHULZ Ulrike et UNGER Corinna R., « Institutional History Rediscovered: Observing Organizations' Behavior in Times of Change », dans *Zeitschrift für Globalgeschichte und vergleichende Gesellschaftsforschung*, vol. 24, fasc. 1, 2014, p. 10.

⁴⁰ PETERS Guy B., *op. cit.*, p. 4-5.

A d'autres égards, les différences et recoupements sont plus complexes. Par exemple, au niveau de la source des motivations des acteurs au sein d'une institution, l'approche normative et celle du choix rationnel sont contradictoires, mais individuellement elles ne sont pas nécessairement incompatibles avec l'approche historique ou empirique. Il y a par ailleurs certaines tendances générales qui éloignent notamment l'institutionnalisme historique de l'approche du choix rationnel ; en général, les chercheurs affiliés à l'approche historique considèrent que les individus ne calculent pas constamment les meilleures opportunités de maximiser leur propre intérêt, mais suivent plutôt les règles et pratiques sociales admises et répandues.⁴¹

En ce qui concerne la malléabilité des institutions, les deux extrêmes sont d'un côté l'approche historique, selon laquelle les traces des changements institutionnels sont quasi indélébiles, et de l'autre l'approche du choix rationnel, pour laquelle modifier les motivations immédiates qui affectent les membres est globalement suffisant pour réorienter la configuration institutionnelle.⁴²

WNF est bien sûr solidement ancré du côté de l'institutionnalisme historique. Le terme « *path dependency* » est certes absent du livre, mais le concept sous-jacent n'en demeure pas moins omniprésent. L'approche empirique est également proche des thèses défendues au sein de WNF, et influence sa compréhension relativement traditionnelle de ce que sont les institutions. En revanche, ce n'est pas vraiment le cas pour l'approche normative, vu que pour Acemoglu et Robinson, l'étude des normes informelles est en quelque sorte l'étude des symptômes, et non des causes, et même si elle peut compléter l'approche du choix rationnel pour décrypter les motivations immédiates qui influencent les décisions des acteurs, elle n'est pas à privilégier pour comprendre en profondeur les dynamiques économiques au long terme – celui du développement de l'économie nationale.

Fondamentalement, les quatre approches développées dans ce chapitre peuvent être utiles à l'analyse économique à des niveaux divers. Toutefois, en pratique, des différences d'importance sont observables au sein de la littérature ; nous pourrions le constater dans les parties suivantes, qui traiteront des différentes formes d'institutionnalisme économique.

⁴¹ THELEN Kathleen et STEINMO Sven, « Historical institutionalism in comparative politics », dans STEINMO Sven, THELEN Kathleen et LONGSTRETH Frank (éds.), *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 8.

⁴² PETERS Guy B., *op. cit.*, p. 5-6.

Origines de l'étude des institutions dans le cadre de l'économie

Compte tenu de l'imbrication profonde entre économie et institutions, les origines de l'étude de ce lien remontent, dans le monde occidental, au moins jusqu'à l'époque classique de la Grèce antique. Même s'il disposait d'un vocabulaire et d'un bagage conceptuel distinct des économistes contemporains, Aristote a abordé plusieurs questions économiques au sein de ses travaux, à la fois en tant qu'abstractions et pour des applications tout à fait concrètes. L'influence des institutions n'a bien entendu pas échappé à son attention, notamment en ce qui concerne le rôle des institutions formelles dans la formation des institutions informelles (en l'occurrence, le rôle des lois sur la formation d'habitudes économiques).⁴³ Cette influence est un élément fondamental dans l'argumentaire de WNF, et permet par exemple au livre d'expliquer la persistance des dégâts causés par une configuration institutionnelle transitoire mais extractive.

Aristote abordait toutefois ces questions dans un cadre philosophique dans lequel il est surtout question de « bien » et non de « gain ».⁴⁴ Au cours du XVIII^e siècle, une pensée spécifique à la deuxième de ces préoccupations s'est développée de manière inédite, notamment à travers les écrits d'Adam Smith. Ainsi, s'il est généralement surtout considéré comme le précurseur de l'économie néoclassique, Smith est également parfois cité comme l'un des premiers économistes préoccupés par les institutions, lorsque que les auteurs font remonter leur contextualisation historique au-delà du XX^e siècle.⁴⁵ En effet, dans *Theory of Moral Sentiments* (1759), Smith développe l'idée que les motivations égoïstes des individus doivent, pour prendre la forme d'actions collectivement bénéfiques, être balisées par un ensemble de normes formelles, représentées par les lois, et informelles, regroupant les habitudes, la morale, et le respect de l'autorité.⁴⁶ Il conceptualise ainsi déjà une distinction qui, comme nous l'avons constaté auparavant, a impacté la recherche institutionnelle pendant plusieurs siècles, même s'il n'emploie pas exactement les mêmes termes que les auteurs

⁴³ CRESPO Ricardo F., « Aristotle on the Economy », dans *Philosophia*, s. v., 2010, p. 49-59, <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/4970318.pdf> (consulté le 27 juillet 2023).

⁴⁴ Voir notamment : ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, livre X, sec. 9.

⁴⁵ SOBEL Irvin, « Adam Smith: What Kind of Institutional Was He? », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 13, fasc. 2, 1979, p. 347-368.

⁴⁶ Le respect de l'autorité serait, selon l'analyse du texte de Smith par Tajima (voir infra), alimenté par un sentiment positif, comme la fascination pour le bonheur et la réussite des riches et puissants. Il est par ailleurs intéressant de noter que l'avis de Smith concernant l'utilité sociale de l'égoïsme est un sujet de débat, tout particulièrement car les concepts développés dans *The Wealth of Nations* (1776) suggèreraient, selon les interprétations qui ont historiquement été dominantes, qu'aucun cadre institutionnel n'est nécessaire pour encadrer les aspirations égoïstes des acteurs dans une société capitaliste, mais cette lecture de Smith est toutefois remise en cause avec des arguments intéressants. Voir notamment : BISHOP John K., « Adam Smith's Invisible Hand Argument », dans *Journal of Business Ethics*, vol. 14, 1995, p. 165-180.

contemporains. Il en est de même pour le concept de « rationalité limitée » qui trouvera, comme nous le verrons ultérieurement, une place importante chez les nouveaux institutionnalistes. Le raisonnement développé dans ce livre a par conséquent été jugé comme étant « étonnamment moderne » du point de vue de l'institutionnalisme économique par Elsner, et Tajima considère qu'avec cette œuvre, Smith a effectivement introduit l'étude des institutions en économie.⁴⁷

Si Smith est rarement mentionné, la majeure partie du XIX^e siècle est quant à elle pour ainsi dire ignorée par les articles qui concernent l'histoire de l'institutionnalisme économique. Quelques rares études font figure d'exception en discutant de Gustav von Schmoller, autrefois le porte-étendard de la *Nationalökonomie* allemande dans sa confrontation intellectuelle contre l'école autrichienne libérale et individualiste. Veblen, important économiste institutionnaliste du début du XX^e siècle, avait longuement réagi (et plutôt positivement) lors de la publication du premier volume de l'œuvre la plus complète de Schmoller en 1900 ; intitulé *Grundriss der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, il s'agit essentiellement d'une synthèse de ses cours donnés pendant les 36 années précédentes, donc en fin du XIX^e siècle. Plus récemment, Richter a cherché à mettre en évidence les points communs qui rapprochent Schmoller des institutionnalistes, comme la critique de l'abstraction exagérée au sein de l'économie néoclassique et la tendance de cette dernière à considérer comme négligeables les motivations qui s'écartent de la maximisation du profit, mais également un certain nombre d'autres points d'accroche au niveau des différentes définitions et conceptualisations. D'autres éléments ont toutefois distingué Schmoller par rapport aux autres économistes de son temps, notamment son intérêt particulier pour la mobilisation des sciences historiques dans son travail ; cette tendance lui a d'ailleurs valu des critiques, dont celle de Below qui questionnait la nécessité de fonder sa science économique sur l'histoire si cette base n'était pas solide.⁴⁸ Ironiquement, WNF a aussi subi quelques critiques similaires, et nous aurons l'occasion de constater (notamment dans les chapitres consacrés à l'Angleterre et à Rome) que c'est potentiellement une tare que le livre partage avec le travail de Schmoller.

⁴⁷ TAJIMA Keigo, « The theory of institutions and collective action in Adam Smith's Theory of Moral Sentiments », dans *The Journal of Socio-Economics*, vol. 36, 2007, p. 585-592 ; ELSNER Wolfram, « Adam Smith's Model of the Origins and Emergence of Institutions: The Modern Findings of the Classical Approach », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 23, fasc. 1, 1989, p. 191.

⁴⁸ RICHTER Rudolf, « Bridging Old and New Institutional Economics: Gustav Schmoller, the Leader of the Younger German Historical School, Seen With Neoinstitutionalists' Eyes », dans *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, vol. 152, fasc. 4, 1996, p. 567-592.

Outre ces rares digressions au sujet de Schmoller, lorsque le XIX^e siècle est abordé, c'est généralement pour décrire le contexte économique dans lequel ont grandi ceux qui allaient devenir plus tard les premiers « institutionnalistes » américains, c'est-à-dire une ère de rapide industrialisation et un paradis pour les grands magnats peu scrupuleux, autrefois surnommés sans langue de bois « *robber barons* ». Mais les premiers développements intellectuels en tant que tels sont décrits comme prenant racine dans les milieux académiques des Etats-Unis seulement au tournant du XX^e siècle. Selon Anne Mayhew, ces économistes institutionnalistes ne se sont que très peu basés sur des travaux économiques antécédents, mais bien davantage sur les développements en sciences sociales qui leur étaient contemporains, ce qui pourrait expliquer le manque d'intérêt à établir un chaînon de filiation entre eux et Smith, ou d'autres économistes intermédiaires ; il y a toutefois eu certaines tentatives de le faire, mais il serait certainement plus aisé de les aborder après avoir brièvement présenté les origines de l'institutionnalisme économique en tant que courant intellectuel.⁴⁹

« Institutionnalisme économique » en tant qu'école de pensée académique

Les classifications des courants de pensée économique ne font jamais parfaitement consensus.⁵⁰ Les *institutional economics* sont donc sans surprise étiquetées avec une relative diversité. Certaines classifications les considèrent comme l'une des trois principales écoles économiques, aux côtés des approches économiques orthodoxe et marxiste, d'autres comme un courant hétérodoxe parmi d'autres. Il nous semble surtout utile de définir l'institutionnalisme économique par rapport à ses différences avec l'économie orthodoxe (en général assimilée à l'approche néoclassique). En l'occurrence, la frontière entre *institutional* et *neoclassical economics* n'est pas toujours considérée comme étant clairement tranchée, mais il y a tout de même une différence de tendance entre les deux approches, que nous pensons utile de simplifier : l'école orthodoxe/néoclassique préfère généralement le réductionnisme et la modélisation mécanique de l'économie, ce qui laisse peu de place à l'interdisciplinarité, tandis que l'institutionnalisme considère d'usage l'économie de manière plutôt holistique, non seulement en ce qui concerne les facteurs qui exercent une influence sur l'économie, mais également pour la prise en compte des autres sciences sociales qui

⁴⁹ MAYHEW Anne, « The Beginnings of Institutionalism », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 21, fasc. 3, 1987, p. 971-974.

⁵⁰ L'idée même de classer les courants de pensée économique pose problème au sein de la profession, certains (comme McCloskey ou Garnett) y voyant une incitation au dogmatisme qui ferait obstacle au dialogue de bonne foi et au pluralisme. Voir : NEGRU Ioana, « Revisiting the Concept of Schools of Thought in Economics: The Example of the Austrian School », dans *The American Journal of Economics and Sociology*, vol. 72, fasc. 4, 2013, p. 989-1008.

permettent de les étudier. Ce n'est pas tant que les économistes néoclassiques ne reconnaissent pas la complexité de notre monde et de son fonctionnement économique ; ils considèrent toutefois que la simplification réductionniste est nécessaire pour le comprendre, et que les nombreux facteurs pris en compte par l'institutionnalisme ne peuvent pas efficacement être intégrés dans des études avec une utilité pratique.⁵¹ Nous aurons l'occasion de constater, dans les chapitres relatifs aux cas d'étude concrets pour les quelques pays sur lesquels nous nous focaliserons, que WNF peut très probablement être concerné par une telle critique, car éviter les biais de confirmation est particulièrement difficile lorsqu'il s'agit de faire le tri entre les facteurs à prendre en compte et ceux à laisser de côté dans des approches institutionnalistes de problèmes complexes comme la Révolution industrielle ou l'innovation au sein de l'Empire romain.

Ainsi, ce qui est généralement qualifié simplement de « *(old) institutional economics* » (OIE, par opposition aux *new institutional economics*, NIE, que nous aborderons ensuite) est un courant relativement diversifié, émergeant en grande partie des travaux de l'économiste et sociologue Thorstein Veblen, connu pour son scepticisme du capitalisme. Les « *old institutionalists* » sont le plus souvent méfiants vis-à-vis de l'approche économique néoclassique, et considèrent que plutôt que l'action et la prise de décision individuelle, c'est avant tout l'influence des structures institutionnelles sur le comportement des membres de la société qui mérite l'attention des chercheurs. Ces structures sont à la fois formelles et culturelles ; Hodgson, considéré comme un héritier des OIE, formule ainsi sa compréhension des institutions⁵² :

[a] social organization which, through the operation of tradition, custom or legal restraints, tends to create durable and routine patterns of behavior.

Par ailleurs, ce courant privilégie globalement l'observation empirique et étendue dans le temps, plutôt que la modélisation théorique et mécanique d'un équilibre statique comme ce fut fréquemment le cas dans le champ de l'économie orthodoxe.⁵³ Cette tendance anti-

⁵¹ SÖDERBAUM Peter, « Neoclassical and institutional approaches to development and the environment », dans *Ecological Economics*, vol. 5, 1992, p. 128-130.

⁵² COASE Ronald H., « The New Institutional Economics », dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, vol. 140, fasc. 1, 1984, p. 330 ; LUZ Manuel Ramon Souza, « Are We Forgetting Something? Remarks on the Connections Between Douglass North's Contributions and Original Institutional Economics », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 52, fasc. 2, 2018, p. 590-593.

⁵³ KLEIN Peter G., « New Institutional Economics », dans BOUCKAERT Boudewijn et DE GEEST Gerrit, *Encyclopedia of Law & Economics*, Cheltenham, Edward Elgar, 2000, p. 456-457 ; VROMEN Jack J., *Economic Evolution. An Enquiry into the Foundations of New Institutional Economics*, Londres/New York, Routledge, 1995, p. 3.

théorique a d'ailleurs été une des approches utilisées pour critiquer ce courant ; Coase va même jusqu'à considérer qu'un lien de filiation entre « *old* » et « *new* » *institutional economics* n'est pour cette raison pas à envisager⁵⁴ :

Without a theory they had nothing to pass on except a mass of descriptive material waiting for a theory, or a fire. So if the modern institutional economists have antecedents, it is not what went immediately before.

Les OIE ont également été caractérisées par une volonté particulièrement marquée d'influencer positivement l'organisation économique, et ne pas rester cantonnées à une recherche académique ésotérique ; les économistes qui s'en réclament vantent les bienfaits d'une intervention intelligente dans la configuration des institutions économiques, et considèrent que leurs recherches doivent par conséquent viser l'utilité pratique.⁵⁵

Institutionnalisme et marxisme : discordes et points communs

Si ce n'est que superficiellement, l'approche critique du capitalisme, avec un penchant pour l'action pragmatique, n'est pas sans rappeler le marxisme, autre courant économique qui a divisé le monde académique, y compris occidental, au cours du XX^e siècle. Le marxisme et l'institutionnalisme ont en commun, qui plus est, une approche radicale de l'économie, en cela qu'ils cherchent tous deux à repartir de ce qu'ils perçoivent être les racines des interactions économiques humaines pour repenser nos cadres de réflexion à ce sujet.⁵⁶

Pourtant, le dialogue entre marxistes et institutionnalistes n'a pas toujours été évident ; lorsque l'Union Soviétique était le porte-étendard proclamé du marxisme sur un plan international, de nombreux institutionnalistes américains ont viré à droite en suivant la vague de répression du communisme qui a marqué les Etats-Unis durant les années 1950, tandis que les marxistes « officiels » (stalinistes) avaient pour habitude de discréditer l'institutionnalisme comme des « *petty bourgeois apologetics* ». L'approche holistique promue par les OIE est *a priori* difficile à concilier avec le marxisme, ou du moins la forme dominante que celui-ci a pris au cours du XX^e siècle, dans laquelle l'économie et la technologie sont perçues comme les responsables uniques et mécaniques de l'évolution sociale. Récemment toutefois, surtout après la chute de l'URSS, beaucoup de réflexions marxistes ont radicalement changé d'orientation, prenant non seulement une direction

⁵⁴ COASE Ronald H., *op. cit.*, p. 330.

⁵⁵ LUZ Manuel Ramon Souza, *op. cit.*, p. 589-591.

⁵⁶ STANDFIELD James Ronald, *Economics, Power and Culture. Essays in the Development of Radical Institutionalism*, New York, Palgrave Macmillan, 1995, p. 179-182.

intellectuelle autrement plus multifactorielle (et donc holistique), mais adoptant aussi des postures idéologiques qui les ont rendues plus compatibles à l'articulation avec l'institutionnalisme, comme la remise en avant des valeurs démocratiques (dans leur compréhension occidentale). Par ailleurs, une approche *sola scriptura* du marxisme a permis de mettre en évidence des similitudes intéressantes entre Marx et les institutionnalistes américains ; par exemple, la dichotomie « *industry* » – « *business* » de Veblen, dans laquelle le *business* représente l'ensemble des institutions capitalistes qui tantôt encouragent, tantôt freinent l'activité industrielle, est selon O'Hara conceptuellement très similaire à la distinction entre forces et rapports de production chez Marx. Finalement, si les évolutions sociales sont expliquées différemment au sein des deux courants, ils conçoivent tous deux le cours de l'histoire comme un processus dynamique cohérent, et non comme une série d'équilibres statistiques indépendants.⁵⁷

« *New Institutional Economics* »

L'idée que les institutions exercent un rôle important dans le développement économique n'est donc pas particulièrement nouvelle. Toutefois, avec la consolidation de la modélisation économique abstraite en tant que moyen standard de recherche, l'impact des institutions a de manière progressive été négligé durant une grande partie du XX^e siècle. La majorité des modèles d'inspiration néoclassique qui dominaient le monde académique ignoraient notamment l'influence des moyens d'échange ou des contraintes institutionnelles, qui n'étaient pas pris en compte dans la modélisation de l'équilibre du marché.⁵⁸ Cependant, durant les années 1970-1980, la succession de crises économiques ont conduit à une remise en question du statu quo technocratique, avec notamment un retour de l'intérêt pour l'étude des institutions.⁵⁹

Williamson, en 1975, introduit le terme *New Institutional Economics* (NIE) pour décrire (au départ de manière relativement vague) sa tentative de remettre au goût du jour une approche plus institutionnelle de l'économie, qui serait plus sceptique vis-à-vis des modélisations de son époque, centrées autour de quelques aspects microéconomiques des échanges, qu'il jugeait trop réducteurs. Il s'agit donc, avant toute chose, d'une renaissance de l'intérêt prêté à la place des institutions dans la performance économique, avec toutefois des nouveaux

⁵⁷ SHERMAN Howard J., compte-rendu de *Marx, Veblen and Contemporary Institutional Political Economy. Principles and Unstable Dynamics of Capitalism* par O'HARA Phillip Anthony, dans *Review of Social Economy*, vol. 60, fasc. 4, 2002, p. 603-608 ; DUGGER William M. et SHERMAN Howard T., « Comparison of Marxism and Institutionalism », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 28, fasc. 1, 1994, p. 125-126.

⁵⁸ RICHTER Rudolf, *op. cit.*, p. 162-163.

⁵⁹ MIDDENDORF Stephanie, SCHULZ Ulrike et UNGER Corinna R., *op. cit.*, p. 9.

apports et nouvelles spécificités, comme un intérêt particulier pour les transactions en soi ainsi que pour la place de l'opportunisme et de la « rationalité limitée » (*bounded rationality*) lors des choix économiques des agents.⁶⁰ Par la suite, le terme est réapproprié par un large éventail de chercheurs, dont 5 prix Nobels d'économie qui y sont fréquemment affiliés : Williamson (à l'origine de son appellation), Coase, Simon, North et Buchanan.⁶¹ North est fréquemment considéré comme le porte-étendard le plus important des NIE, ce qui implique que ses analyses et définitions exercent une influence conséquente auprès des autres chercheurs.⁶²

Si le terme date de 1975, c'est avant tout un article que Coase a écrit en 1937 (« *The Nature of the Firm* ») qui est depuis devenu considéré comme étant à l'origine des NIE. En effet, il a introduit la prise en compte des coûts de transaction,⁶³ initialement pour comprendre le choix entre embaucher une main d'œuvre salariée ou avoir recours à des sous-traitants ; Coase introduit cette idée en faisant remarquer que le seul équilibre du marché ne pouvait expliquer l'omniprésence du salariat, alors que des sous-traitants en compétition constante pourraient assurer les tâches nécessaires au fonctionnement d'une entreprise. Son article parle spécifiquement des choix au sein d'une entreprise, mais ses réflexions ont par la suite été élargies à d'autres entités, et les coûts de transaction sont devenus, quelques décennies plus tard, une caractéristique fondamentale de la recherche en NIE.⁶⁴ Les définitions de ces coûts sont toutefois variables, et manquent fréquemment de clarté, ce qui semble être un problème récurrent avec plusieurs concepts d'économie institutionnelle.⁶⁵

La relative ampleur et diversité de ce courant ne rend pas évidente la tâche de le définir de manière parfaitement concise ; une façon de le caractériser peut passer par l'établissement d'un contraste avec les *old institutional economics*, qui ne sont pas exactement le courant parent du NIE. L'un des grands désaccords des NIE avec les OIE se situerait au niveau du lien d'interaction entre individus et institutions ; les OIE valorisent une approche collective, tandis que les NIE donnent une place bien plus importante aux motivations et actions individuelles, principalement dépendantes des valeurs et objectifs uniques de chaque

⁶⁰ RICHTER Rudolf, *op. cit.*, p. 163-164.

⁶¹ OBIŃSKA-WAJDA Emilia, « The new institutional economics - main theories », dans *Financial Internet Quarterly*, vol. 12, fasc. 1, 2016, p. 78.

⁶² LUZ Manuel Ramon Souza, *op. cit.*, p. 589.

⁶³ Qui désignent tous les coûts, pécuniers ou non, nécessaires pour parvenir à un échange de biens ou services.

⁶⁴ MERAMVELIOTAKIS Giorgos, « New Institutional Economics: A Critique of Fundamentals & Broad Strokes Towards an Alternative Theoretical Framework for the Analysis of Institutions », dans *Asian Journal of Social Science Studies*, vol. 3, fasc. 2, 2018, p. 51.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 53.

individu.⁶⁶ Cela permet aux détracteurs de la nouvelle approche d'affirmer que contrairement aux OIE, elle néglige les influences culturelles sur le comportement humain, et tente par-dessus tout de le comprendre à travers des concepts d'économie néoclassique comme la maximisation pragmatique du profit (et de l'utilité apportée à la personne au sens large), quitte à ignorer des aspects primordiaux de la prise de décision en société.⁶⁷ De fait, les NIE n'ont globalement pas pour vocation à remplacer l'approche néoclassique, mais plutôt à construire par-dessus elle pour former une analyse complémentaire. Williamson souhaitait compléter des modèles néoclassiques qui étaient selon lui trop réducteurs, et non pas repartir de zéro avec un nouveau paradigme. Des concepts comme l'utilité marginale, l'équilibre du marché, la rationalité individuelle (bien qu'elle soit considérée comme limitée) restent toujours au centre de l'analyse des NIE.⁶⁸

Cette critique est moins pertinente à l'encontre des NIE qui ont suivi l'évolution de North, surtout depuis les années 90, vu qu'il a redonné une place importante aux facteurs culturels dans la caractérisation des institutions au sein des NIE. North n'a toutefois pas réconcilié une autre divergence entre OIE et NIE : l'attitude face au marché. Tandis que les OIE ont une conception des marchés comme globalement prédateurs, North considère que les échanges impersonnels qu'ils permettent sont justement à la clé du développement économique.⁶⁹ Cette hostilité vis-à-vis du marché n'est pas perceptible dans WNF, et le livre se rapproche en cela bien plus de North que des OIE. En tant qu'œuvre de vulgarisation, elle n'utilise ni la terminologie, ni les modélisations caractéristiques des études néoclassiques, mais la toile de fond semble toutefois être proche du point de vue de ces dernières. En substance, WNF considère que les institutions politiques inclusives sont avant tout primordiales pour former des institutions économiques inclusives, qui sont essentiellement importantes pour que les marchés puissent fonctionner de manière optimale, en étant compétitifs, sûrs, et relativement équitables ; en cela, le livre s'inscrit dans la tradition des NIE.⁷⁰

Par ailleurs, l'établissement d'un tel schisme, entre OIE et NIE, est clairement critiqué par certains chercheurs. Selznick, communément associé à l'héritage des *old institutional economics*, considère qu'une distinction aussi tranchée dessert l'étude pratique des

⁶⁶ VROMEN Jack J., *op. cit.*, p. 3 ; KLEIN Peter G., *op. cit.*, p. 457.

⁶⁷ AFZAL Aqdas, « Revisiting the Glorious Revolution : property rights, economic institutions and the developing world », dans *International Journal of Pluralism and Economics Education*, vol. 8, fasc. 4, 2017, p. 383.

⁶⁸ MERAMVELIOTAKIS Giorgos, *op. cit.*, p. 52-54.

⁶⁹ LUZ Manuel Ramon Souza *op. cit.*, p. 592-595.

⁷⁰ GRINBERG Nicolas, *op. cit.*, p. 205-206.

institutions, en créant plus de polémique (cf. par exemple la déclaration de Coase précédemment citée) que de coopération entre les chercheurs affiliés à l'un ou l'autre courant, alors que de nombreuses conclusions intéressantes peuvent être tirées de l'intégration de la « vieille » approche avec la « nouvelle ». ⁷¹ Plusieurs économistes classiquement décrits comme étant des représentants des NIE ont d'ailleurs progressivement emprunté des idées centrales des OIE pour les inclure dans leurs développements. C'est parfois fait de manière implicite ou quelque peu confuse, à l'image de North et de ses caractérisations variables des institutions, ⁷² mais aussi de manière beaucoup plus directe, comme le rejet de l'approche « atomiste » de Jack Knight, qui a préféré l'approche holistique des procédés de prise décisionnelle, si chère aux OIE. Des discussions ont alors émergé pour déterminer s'il fallait dire que les NIE se transforment de sorte à se rapprocher des OIE, ou si les auteurs précités devraient être considérés comme s'étant éloignés du NIE, mais s'interroger au sujet de ces caractérisations semble finalement avoir peu de résultats en ce qui concerne la résolution des questions de fond en économie institutionnelle. Au contraire, inciter les auteurs à se débarrasser des carcans supposés de leur paroisse doit avoir, comme le souligne Selznick, des effets bénéfiques non-négligeables sur l'approfondissement de leur réflexion, même si c'est au prix d'une classification moins schématique des courants de pensée économique. ⁷³

WNF participe en quelque sorte à cet effort, puisque le livre puise de l'inspiration dans les idées et approches classiquement associées autant aux OIE qu'aux NIE. La multiplication d'exemples historiques concrets est similaire à l'attrait des OIE pour l'observation empirique ; les motivations individuelles et l'importance du marché sont quant à elles souvent mises au premier plan, comme c'est fréquemment le cas dans le cadre des NIE.

Les principales théories qui occupent la recherche au sein des NIE ont une importance variable pour situer et comprendre WNF. L'étude des coûts de transaction et l'importance de les prendre en compte pour comprendre le fonctionnement économique, qui a été un sujet de recherche important notamment pour Coase et Williamson, ne trouve pas seulement une utilité pour appréhender les décisions microéconomiques ; les coûts de transaction dans le

⁷¹ SELZNICK Philip, « Institutionalism "Old" and "New" », dans *Administrative Science Quarterly*, vol. 41, fasc. 2, 1996, p. 270-277.

⁷² North suggère notamment, dans un même article de 1994 co-écrit avec Denzau, que les institutions peuvent être comprises comme une des « *classes of shared mental models* », tout en disant qu'elles structurent l'environnement en étant externes à l'esprit ; cette apparente ambivalence est un exemple supplémentaire de la manière dont North rend ses écrits difficiles d'accès et de compréhension pour ses collègues. Voir : DEQUECH David, « The Demarcation between the "Old" and the "New" Institutional Economics: Recent Complications », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 36, fasc. 2, 2002, p. 568-569.

⁷³ *Ibid.*, p. 567-568, 570-571.

cadre du NIE désignent en effet les coûts nécessaires à l'élaboration et à l'application des lois, et sont donc une addition intéressante à l'étude des facteurs de développement macroéconomiques au sujet desquels dissertent Acemoglu et Robinson. L'étude des droits de propriété, qui a particulièrement intéressé Douglas North, a un lien encore plus important avec WNF, puisque le livre considère ces droits comme un pilier primordial des institutions inclusives. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus en détail en discutant notamment de la Glorieuse Révolution anglaise. La *agency theory*, qui investigate les relations de supérieur à subordonné dans les interactions professionnelles, a quant à elle surtout sa place dans l'étude du fonctionnement des entreprises.⁷⁴

« *New Historical Institutionalism* »

Le *New Historical Institutionalism* (NHI) est un courant parfois conceptualisé pour caractériser une partie spécifique des avancées réalisées dans le cadre des NIE. À l'origine, il servait à désigner l'étude des droits de propriété en tant que tels, et de leur influence sur la formation des marchés économiques. Ces développements initiaux ont été, en bonne partie, marqués par une méfiance à l'égard des systèmes qui ne permettent pas de répartir la possession des biens à des individus et entités bien distinctes. La « tragédie des biens communs » (*tragedy of the commons*, tragédie devant être compris dans le sens de fatalité) était devenue une pierre angulaire de la discussion au sujet des droits de propriété ; elle décrit la situation jugée inévitable où un bien commun épuisable est exploité de manière trop hâtive et inefficace par des acteurs en concurrence, dans un jeu à somme non-nulle. Cette expression fut inventée par l'écologiste Garrett Hardin en 1968, et commença à être reprise par les économistes institutionnalistes quelques années plus tard, bien qu'avec un éloignement vis-à-vis du message central véhiculé par Hardin. En effet, l'article de Hardin insistait avant tout sur la nécessité de contrôler la population mondiale par une restriction au droit considéré inaliénable de procréer, car la population d'une société civilisée ne s'autorégule pas, ce qui finit par gravement nuire à notre bien commun, la planète⁷⁵ :

Each man is locked into a system that compels him to increase his herd without limit—in a world that is limited. [...] The most important aspect of necessity that we must now recognize, is the necessity of abandoning the

⁷⁴ OBIŃSKA-WAJDA Emilia, *op. cit.*, p. 78-85 ; BARBOT Michela, « When the History of Property Rights Encounters the Economics of Convention. Some Open Questions Starting from European History », dans *Historische Sozialforschung*, vol. 40, fasc. 1, 2015, p. 84.

⁷⁵ BARBOT Michela, *op. cit.*, p. 83 ; HARDIN Garrett, « The Tragedy of the Commons », dans *Science*, vol. 162, fasc. 3859, 1968, p. 1243-1248.

commons in breeding. [...] The only way we can preserve and nurture other and more precious freedoms is by relinquishing the freedom to breed, and that very soon.

L'approche du NHI est quant à elle surtout préoccupée par l'effet que les différents modèles de propriété privée ont sur l'exploitation optimale des ressources et sur l'innovation technologique. North reprend ainsi en 1981 un schéma très similaire à celui de Hardin, mais censé mettre en évidence que le progrès technologique participe à faire évoluer une société de la chasse vers l'agriculture, car le progrès cause graduellement une tragédie des biens communs dans la pratique de la chasse ; l'agriculture est décrite comme un domaine où cette tragédie a sensiblement moins de chances de se réaliser (tout du moins dans une société du paléolithique).⁷⁶ Des études ultérieures, avec notamment des expériences pratiques, ont montré que la tragédie est loin d'être inévitable lorsque la communication est possible à échelle humaine,⁷⁷ mais ces observations ne peuvent pas nécessairement être extrapolées telles quelles lorsque les acteurs ne sont pas des individus mais des groupes, ou même des Etats.

Progressivement, et principalement à partir des années 1990, le NHI a prêté une attention croissante à l'efficacité de l'application pratique des droits de propriété (en liant donc concrètement leur étude avec celles des coûts de transaction), puis aux motivations qui agissent sur le respect ou non des règles formelles et informelles par les individus. Les travaux de Douglass North sont là encore naturellement considérés comme se trouvant à la base de ce nouvel embranchement.⁷⁸

Le terme a été, par la suite, fréquemment utilisé de manière vague, et différentes caractérisations de ce qui devrait être perçu comme les qualités principales qui se cachent derrière le mot « *new* » ont été proposées. Par exemple, une autre caractéristique notable de ce mouvement est qu'il était, en quelque sorte, réactionnaire, tout du moins dans un premier temps, car il s'est consolidé en formulant une critique des approches « comportementalistes » qui ont en grande partie émergé après la Seconde Guerre mondiale. Mais selon Thelen et Steinmo, l'innovation majeure réside dans l'apparition d'une approche réellement comparative qui dépasse la simple juxtaposition contrastée. Ils relèvent ainsi que le NHI a été

⁷⁶ NORTH Douglas C., *Structure and Change in Economic History*, op. cit., p. 91-82.

⁷⁷ Une synthèse intéressante des expériences au sujet des biens communs et de leur exploitation est présentée par : OSTROM Elinor, *Understanding Institutional Diversity*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2005, p. 78-98.

⁷⁸ BARBOT Michela, op. cit., p. 84-85.

accompagné du développement de concepts qui peuvent être généralisés à de nombreux pays, permettant donc d'augmenter la pertinence et la profondeur d'une approche comparée, comme celle à laquelle se prête WNF.⁷⁹

Malgré son nom, le NHI a été relativement cantonné à la sphère des économistes. Contrairement à d'autres sciences sociales, comme la sociologie ou les sciences politiques, il y a eu relativement peu de développements théoriques quant aux manières d'appréhender et d'étudier les institutions en histoire. Ce manque fut d'autant plus marqué entre les années 1960 et 1980 ; en plus d'une domination de l'économie néoclassique, cette période a été caractérisée en histoire par une perte d'intérêt pour l'approche classique de l'histoire politique, et par conséquent pour l'étude des institutions qui y était directement associée. La renaissance de l'intérêt pour les institutions qui a été observée à partir des années 1980 en économie ou en sciences politiques n'a pas non plus eu d'équivalent majeur en histoire.⁸⁰ Par conséquent, ce sont principalement des économistes tels que North, Robinson et Acemoglu qui ont apporté les développements les plus importants au sujet du lien entre institutions, développement économique, et autres indicateurs de la bonne santé d'un Etat ; ainsi, porter un regard d'historien sur leurs travaux peut permettre de consolider le lien entre recherche en économie et en histoire.

⁷⁹ THELEN Kathleen et STEINMO Sven, *op. cit.*, p. 3-5.

⁸⁰ MIDDENDORF Stephanie, SCHULZ Ulrike et UNGER Corinna R., *op. cit.*, p. 8-9.

Chapitre 2. Autres grandes thèses du développement économique : concepts centraux, historiographie et dialogue avec *Why Nations Fail*

Lorsqu'il est question d'inégalités globales, comme dans le cas de WNF, les facteurs institutionnels n'ont pas été les seuls à être suggérés au sein des théories explicatives. Dans ce chapitre, nous mettrons en évidence quelques théories alternatives ou complémentaires à l'institutionnalisme de WNF, en donnant des détails quant au développement historique de ces courants de pensée, à leur forme contemporaine la plus influente, ainsi qu'à la manière dont leurs raisonnements et observations peuvent être articulés à l'institutionnalisme.

Approche géographique

Lorsqu'il est question de l'étude du développement comparatif en sciences économiques, les facteurs géographiques ont depuis plusieurs siècles été considérés comme fondamentaux par les chercheurs de diverses disciplines. Dans leur synthèse sur l'étude des causes géographiques du développement économique, Gallup et Sachs ont remarqué que cinq critères permettent de faire une classification *a posteriori* plutôt efficace des pays en fonction de leur développement économique à la fin du XX^e siècle⁸¹ : climat tempéré, localisation dans l'hémisphère nord, pas d'enclavement, pas de passé socialiste (sous-entendu marxiste) durant le XX^e siècle – ce critère singulier semble être plus important que les trois précédents, puisqu'il a plus du double de leur poids autres sur le PIB/hab., et finalement pas de guerre récente et destructrice sur son sol.

Les éléments culturels sont généralement difficiles à quantifier au-delà de quelques caractéristiques très générales, comme l'appartenance religieuse, puisque les mœurs, habitudes, coutumes, et principes moraux peuvent rarement être présentés sous une forme binaire. Les éléments géographiques sont quant à eux davantage propices à une exploitation statistique comme celle de Gallup et Sachs. Bien entendu, la corrélation n'implique pas nécessairement la causalité, mais elle appelle à s'interroger sur ce qui la provoque.

⁸¹ GALLUP John et SACHS Jeffrey David, « Geography and Economic Development », dans *International Regional Science Review*, vol. 2, fasc. 2, 1999, p. 184-186.

Précurseurs : Montesquieu et Smith

De telles corrélations, réelles ou supposées, ont déjà été relevées depuis des siècles. La théorie la plus fréquemment citée comme ancêtre des explications géographiques est la « théorie des climats » développée par Montesquieu. Initialement, Montesquieu s'interrogeait sur les effets de l'air à Rome sur ses habitants, supposément affectés par les sécheresses estivales qui exposaient les rivages à l'air libre, ainsi que par les exploitations minières adjacentes à la ville. Couplé à une familiarisation avec les théories du médecin écossais John Arbuthnot, Montesquieu a étendu la portée de sa théorie aux influences climatiques sur le corps humain, et par conséquent sur les motivations et actions des hommes soumis à différents degrés de chaleur et humidité. L'essentiel de ses explications au sujet de la théorie des climats est exposé dans le livre XIV (ainsi qu'accessoirement dans les livres XV à XVII) de *l'Esprit des Lois*.⁸²

Les explications proposées par Montesquieu se distinguent des théories géographiques actuelles en cela qu'elles supposent une influence climatique directe sur la configuration mentale de l'homme. Montesquieu écrit ainsi⁸³ :

L'air chaud au contraire relâche les extrémités des fibres, & les alonge ; il diminue donc leur force & leur ressort. On a donc plus de vigueur dans les climats froids. [...] Mettez un homme dans un lieu chaud & enfermé ; il souffrira, par les raisons que je viens de dire, une défaillance de cœur très-grande. [...] Les peuples des pays chauds sont timides, comme les vieillards le sont ; ceux des pays froids sont courageux, comme le sont les jeunes gens.

Nécessairement, la productivité économique, si elle n'est pas mentionnée en tant que telle par Montesquieu, souffrirait clairement de l'influence des climats chauds⁸⁴ :

La chaleur du climat peut être si excessive, que le corps y sera absolument sans force. Pour lors, l'abattement passera à l'esprit même ; aucune curiosité, aucune noble entreprise, aucun sentiment généreux ; les inclinations y seront toutes passives ; la paresse y sera le bonheur ; [...]

⁸² SHACKLETON Robert, « The Evolution of Montesquieu's Theory of Climate », dans *Revue Internationale de Philosophie*, vol. 9, fasc. 3/4, 1955, p. 317-320.

⁸³ MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois*, t. II, s. l., Garnier, 1777, p. 31-34.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 38.

Ces explications sont accompagnées de descriptions d'observations histologiques que Montesquieu mobilise pour donner du crédit à sa théorie. Cette démarche s'inscrit dans un XVIII^e siècle caractérisé par le développement de l'hippocratisme et de l'attention envers l'influence du climat sur la santé de l'homme, mais Montesquieu se démarque en intégrant l'aspect sanitaire à la question politique.⁸⁵

Adam Smith est lui aussi affilié aux explications géographiques ; comme le soulignent Gallup et Sachs, les réflexions de Smith concernant la spécialisation prenaient aussi en compte les coûts de transport des marchandises, qui sont bien entendu dépendants de la configuration géographique du pays et de ses voies de transport avec le reste du monde. Plus de deux siècles avant Diamond, il soulevait déjà le problème de l'absence de voies d'eau facilement navigables pour pénétrer le continent africain comme cause probable des retards de son développement.⁸⁶

Guns, Germs, and Steel

L'intérêt qui a été porté au sein des études comparatives à l'égard des facteurs géographiques du développement a toutefois varié au cours du temps ; durant les dernières décennies du XX^e siècle, il y avait eu une relative accalmie à ce niveau.⁸⁷ Toutefois, en 1997, Jared Diamond publie le renommé *Guns, Germs, and Steel*, dont le titre français permet rapidement de saisir l'enjeu de son étude : *De l'inégalité parmi les sociétés*. Le livre de Jared Diamond n'a pas seulement eu un grand succès auprès du grand public ; il a également suscité l'intérêt des scientifiques au sein de nombreuses disciplines, et a permis aux explications géographiques de reprendre une place de premier plan dans les discussions au sujet des causes du développement.⁸⁸

Guns, Germs, and Steel a pris, à l'image de WNF, l'ambitieux pari de proposer une synthèse globale et relativement accessible. Même s'il ancre ses explications dans la géographie, elles se situent dans le fond à l'exact opposé de celles de Montesquieu ; Diamond ne suggère en aucun cas que l'environnement change intrinsèquement l'homme et ses capacités, mais plutôt que l'environnement lui permet ou non de développer son plein potentiel, qui reste invariable

⁸⁵ FOURNIER Patrick, « Les médecins et la médiatisation de la "théorie des climats" dans la France des Lumières », dans *Le Temps des Médias*, vol. 25, fasc. 2, 2015, p. 18-19.

⁸⁶ GALLUP John et SACHS Jeffrey David, *op. cit.*, p. 189-190.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 186-192.

⁸⁸ Sans bien entendu être exhaustifs, nous pouvons citer quelques études parmi celles qui lui attribuent à lui et son livre un rôle important dans le développement scientifique de cette question. En économie : GALLUP John et SACHS Jeffrey David, *op. cit.*, p. 190-192 ; en science politique : UMAI Kunihiko et KHAWAR Mariam, « Geography, culture, institutions, and economy : effects on democracy », dans *International Journal on World Peace*, vol. 36, fasc. 2, 2019, p. 73.

indépendamment du climat. Tout comme WNF, le livre est rempli d'exemples en tout genre que nous ne pourrions développer dans leur entièreté, mais il nous semble utile de mentionner ses arguments principaux, car WNF s'y intéresse aussi.

Le potentiel agricole d'une zone d'habitat est le premier facteur fondamental qui influe sur le développement, et il dépend de plusieurs éléments comme la disponibilité d'une relative variété de plantes nutritives, mais également d'animaux domestiqués. Ce dernier point a notamment été explicité avec l'exemple de l'Afrique et du zèbre, le cousin équidé des chevaux : dû à son tempérament, apprivoiser cet animal est jusqu'à aujourd'hui demeuré impossible, tandis que les chevaux donnaient des avantages conséquents aux habitants d'Eurasie (transport de marchandises et de personnes, communication, guerre, ...). La proximité accrue avec un certain éventail d'animaux domestiqués a également donné aux Européens l'avantage relatif d'être mieux immunisés à une série de maladies d'origine animale, qui se sont avérées dévastatrices pour les autres peuples avec lesquels ils sont entrés en contact lors de l'essor de la colonisation.⁸⁹ Le constat de Diamond était globalement le même pour la plupart des animaux et plantes dont a été dotée l'Eurasie, qu'il juge dans l'ensemble plus avantageux au niveau tantôt productif, tantôt nutritif, ou encore en ce qui concerne leur potentiel naturel d'adaptation à l'homme.

Un autre facteur important est la facilité de transport et communication à l'intérieur d'un continent, qui permet le transfert de savoir théorique (tel qu'un système d'écriture, ou même le concept d'écriture), technologique (comme la métallurgie), et même d'espèces animales et végétales. L'Amérique est par exemple séparée par une bande de terre centrale au climat radicalement différent de celui qui règne au nord et au sud, de sorte que les pommes de terre et les lamas n'ont pu passer des Andes au Mexique, et inversement les dindes et tournesols ne pouvaient être progressivement transférés vers le sud, à cause du fait que l'Amérique centrale n'est propice au développement d'aucun de ces animaux ou végétaux. A contrario, les céréales du croissant fertile ont pu rapidement se répandre vers l'Europe, car la relative uniformité du climat entre ces zones était propice à ce type de diffusion.⁹⁰ Progressivement, ces avantages basiques ont donné par un effet boule de neige une avance considérable aux populations eurasiatiques lorsqu'elles sont entrées en contact avec d'autres continents.

⁸⁹ DIAMOND Jared, *Guns, Germs, and Steel. The Fate of Human Societies*, New York/Londres, W. W. Norton & Company, 1999, p. 171-172, 210-213.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 180-181, 187-188.

Comme nous l'avons précédemment mentionné, le retentissement du livre de Diamond a poussé WNF à utiliser ses thèses comme les principales ambassadrices des arguments géographiques contemporains (p. 51-56). Acemoglu et Robinson ne le formulent pas exactement ainsi, et superficiellement il paraît qu'ils cherchent avant tout à discréditer l'utilité des raisonnements de Diamond, mais il semble qu'ils pourraient malgré tout concevoir ses théories comme étant complémentaires aux leurs. Leurs commentaires sont essentiellement des critiques de *Guns, Germs, and Steel*, et le point commun principal de ces critiques est que même si le livre présente des pistes intéressantes pour comprendre les inégalités au début de l'ère de la colonisation, il ne peut expliquer les inégalités observables aujourd'hui ; malgré la diffusion des plantes, animaux, savoirs et technologies qui a accompagné la mondialisation, les écarts de richesse sont dans de nombreux cas bien plus importants au XXI^e siècle qu'en 1500.⁹¹

Diamond a lui aussi réagi à WNF, avec un long compte-rendu dans une revue non-scientifique. Son point de vue rejoint notre perception de deux théories complémentaires⁹² :

My overall assessment of the authors' argument is that inclusive institutions, while not the overwhelming determinant of prosperity that they claim, are an important factor. Perhaps they provide 50 percent of the explanation for national differences in prosperity. That's enough to establish such institutions as one of the major forces in the modern world.

Outre les 50 pour cent qu'il mentionne, Diamond trouve bien des choses à redire par rapport à WNF, et consacre une bonne partie du compte-rendu à remettre en question des jugements qu'il considère parfois trop hâtifs, parfois sans fondement. Essentiellement, l'émergence des institutions inclusives ne peut selon lui pas être exclusivement provoquée par les *critical junctures* dont parle WNF, puisque ceux-ci réduisent les origines des facteurs de développement à des causes exclusivement contingentes, imprévisibles. Diamond considère que certaines régularités ne peuvent être attribuées au hasard, comme l'ascendant systématique des institutions européennes par rapport à celles des pays d'Afrique ; les variations au niveau continental ne peuvent effacer cette tendance évidente.

⁹¹ Nous regrettons la fermeture récente du blog qu'Acemoglu et Robinson tenaient pour répondre aux différentes critiques que les scientifiques adressaient à leur livre. Il contenait, entre de nombreux autres articles, des discussions supplémentaires au sujet des arguments de Diamond, mais le domaine est aujourd'hui en vente : <https://www.whynationsfail.com/>.

⁹² DIAMOND Jared, « What Makes Countries Rich or Poor? 'Why Nations Fail' by Daron Acemoglu and James A. Robinson », dans *The New York Review*, <https://www.nybooks.com/articles/2012/06/07/what-makes-countries-rich-or-poor/> (consulté le 26 juin 2023).

Ressources naturelles et « resource curse »

Selon Acemoglu et Robinson, un aspect important de la bonne santé des institutions politiques et économiques d'un pays réside dans la gestion de l'exploitation de ses ressources naturelles. WNF expose plusieurs exemples de la manière dont celle-ci peut radicalement orienter le futur développement d'un pays. Le plus détaillé est certainement le contraste entre les mines de diamant au Botswana et au Sierra Leone (p. 403-413). Le premier Etat a découvert ces réserves après son indépendance, et aurait donc réussi à éviter une dérive d'office vers une exploitation extractive typiquement coloniale. Dans de nombreux cas, toutefois, les ressources naturelles se révéleraient être plus un fardeau qu'un avantage pour un développement économique durable.

L'idée que la présence abondante de ressources naturelles (surtout de celles qui sont particulièrement lucratives) dessert plutôt qu'aide le développement économique d'un pays est généralement appelée « *resource curse* », et sans la citer, WNF développe donc des idées similaires à celles théorisées derrière cette appellation. La majeure partie des études en économie et science politique qui ont abordé la question du *resource curse* l'ont fait en se focalisant sur les ressources pétrolières, et une certaine prudence est donc nécessaire lorsque leurs analyses sont extrapolées à l'exploitation d'autres ressources naturelles. Cependant, vu la nature des principaux mécanismes d'influence négative qui ont été observés, notamment dans l'émergence de la corruption, il est raisonnable de supposer une similarité de fonctionnement avec d'autres cas de figure historiques, y compris préindustriels.⁹³

Le principe de *resource curse* n'est donc pas fondamentalement incompatible avec les développements au sein de WNF. Il y a cependant deux manières quelque peu distinctes d'approcher le problème. La description des ressources naturelles par Acemoglu et Robinson se rapproche de celle d'une lame à double tranchant, dont la bonne ou mauvaise gestion dépend de la capacité des institutions à résister aux tentations de corruption et d'autocratie, et bien entendu de divers facteurs contingents dans les régimes sans institutions solidement établies (p. 413-414).

L'autre manière déplace en quelque sorte le viseur non vers les institutions, mais vers le déterminisme géographique. Sachs et Warner ont par exemple tenté d'établir un lien de corrélation chiffré entre disponibilité des ressources et lenteur relative de la croissance économique, et proposent également plusieurs liens de causalité possibles, dont certains

⁹³ ROSS Michael L., « What Have We Learned about the Resource Curse ? », dans *Annual Review of Political Science*, vol. 18, 2015, p. 240-242.

seraient indépendants de la qualité des institutions du pays. C'est par exemple le cas de l'équilibre entre l'export de produits bruts et manufacturés, qui peut provoquer ce qui est communément désigné comme la « *Dutch disease* » lorsqu'il est rompu en faveur des premiers ; il est supposé que l'augmentation de l'export de produits bruts provoque une surévaluation de la devise nationale, qui rend les autres secteurs (et surtout ceux des produits manufacturés) moins compétitifs sur les marchés internationaux. Les solutions à ce type de problèmes sont souvent très difficiles à adopter, comme la taxation à l'export de la denrée brute, qui cause bien entendu une baisse de revenus au sein du secteur lié à la ressource, alors même que les revenus et emplois d'une grande partie de la population peuvent dépendre du secteur, résultant donc en une forte opposition politique à la taxe.⁹⁴ Même avec cette approche, les auteurs ne nient généralement pas l'influence des institutions, mais modèrent le poids qu'elles peuvent exercer par rapport à une approche strictement institutionnaliste.

Transmission intergénérationnelle : l'approche culturelle

Si le développement économique peut être influencé par les facteurs géographiques, c'est-à-dire par ce qui constitue le milieu physique de l'Homme, certains auteurs ont depuis longtemps suggéré que ce qui fait l'Homme lui-même n'a certainement pas manqué de tout aussi bien exercer un rôle, et peut-être même un rôle autrement plus décisif. D'un pays à l'autre, certaines caractéristiques culturelles distinguent les individus, et leur transmission intergénérationnelle leur donne, selon certains, des propriétés résilientes sur la manière dont ils mènent leur travail et régissent leurs échanges.

Une définition variable

Afin de souligner dès l'entrée l'incertitude qui entoure ce domaine de recherche, voici ce qu'une synthèse de la littérature datant de 2013 écrivait à propos des explications culturelles fournies par la recherche au sujet du développement économique⁹⁵ :

However, so far there have been no systematic attempt to quantify the respective power of each of the major explanations, nor has there been

⁹⁴ SACHS Jeffrey D. et WARNER Andrew M., *Natural Resource Abundance and Economic Growth*, Cambridge, Nation Bureau of Economic Research, 1995, https://www.nber.org/system/files/working_papers/w5398/w5398.pdf (consulté le 30 juillet 2023) ; BRESSER-PEREIRA Luiz Carlos, « The Dutch disease and its neutralization: a Ricardian approach », dans *Brazilian Journal of Political Economy*, vol. 28, fasc. 1, 2008, <https://www.scielo.br/j/rep/a/XB87TMrKyHHSrR4RhJdd5Bt/> (consulté le 30 juillet 2023).

⁹⁵ SPOLAORE Enrico et WACZIARG Romain, « How Deep are the Roots of Economic Development? », dans *Journal of Economic Literature*, vol. 51, fasc. 2, 2013, p. 353.

*enough work on the precise traits that can account for either direct or
barrier effects on development.*

Un facteur potentiel dans la formation de cette indétermination réside peut-être dans la difficulté de caractériser de manière consensuelle les phénomènes culturels. Kroeber et Klukhohn, dans une étude bien connue, ont cité 164 définitions différentes de la culture qu'ils ont pu recenser dans la littérature scientifique.⁹⁶ Il est donc possible de désigner énormément de faits sociaux par ce terme souvent abstrait ; en généralisant, nous pourrions dire que la culture représente fréquemment une transmission intergénérationnelle d'informations qui influence le comportement des individus. Lorsqu'il est question de la culture dans une approche comparative entre pays, elle désigne donc les informations qui ne sont pas universellement et uniformément transmises à travers le monde.

Dissserter au sujet des influences culturelles sur les performances économiques peut être délicat ; la culture peut être perçue comme une caractéristique intrinsèque à une population, et juger de ses conséquences ne manque pas d'éveiller des soupçons quant aux a priori des auteurs. David Landes, dont nous parlerons plus en détail au sein du chapitre sur l'Angleterre, le formula ainsi après s'être dévoué à la tâche⁹⁷ :

*[...] culture, in the sense of the inner values and attitudes that guide a
population, frightens scholars. It has a sulfuric odor of race and
inheritance, an air of immutability.*

Comme nous avons pu le constater en nous intéressant aux définitions des institutions, un nombre important d'auteurs considèrent aujourd'hui la culture (les tabous, principes, etc.) comme des éléments institutionnels à part entière ; bien que nous ne puissions en avoir la certitude, il nous semble probable que cela puisse servir comme moyen d'éviter de recevoir ce type de réception pour son travail. Les institutions n'ont pas cette résonance immuable et intrinsèque ; par conséquent, élargir sa définition des institutions peut avant toute chose permettre de parler plus librement de certains facteurs de développement fréquemment perçus comme tabous.

WNF n'a toutefois clairement pas eu besoin de recourir à ce type de manipulation sémantique, vu la simplicité de la thèse qui y est défendue. Les contraintes informelles, que North

⁹⁶ KROEBER A. L. et KLUCKHOHN Clyde, *Culture. A critical review of concepts and definitions*, New York, Vintage Books, 1967, p. 77-154.

⁹⁷ LANDES David S., *op. cit.*, p. 516.

considère comme des institutions, sont vraisemblablement catégorisées comme facteurs culturels. En cela, le livre permet une clarification de la posture des auteurs vis-à-vis des influences culturelles qui sont souvent plus complexes à déterminer dans le domaine des NIE. Cette posture peut être résumée ainsi : les « contraintes informelles » dont parle North, comme les normes sociales et tabous, impactent pour un certain nombre d'entre elles l'économie, mais elles découlent généralement des institutions (p. 57-58). La culture n'est donc rien de plus que l'un des vecteurs à travers lesquels les institutions influent sur l'économie.

Max Weber : la culture pour WNF

A l'image de Diamond pour les explications géographiques, WNF choisit cette fois-ci Max Weber et son « éthique protestante » comme illustration de l'approche culturelle du développement (p. 57). L'idée centrale que Weber développe dans *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus* (1905) est que contrairement à la majorité des autres orientations religieuses, qui prônent à des degrés divers un détachement des affaires séculaires, le protestantisme a au contraire promu les valeurs de travail et de productivité, et a progressivement instillé une mentalité entrepreneuriale auprès de ses dévots. Calvin, en particulier, jugeait que la meilleure manière de servir Dieu est à travers un travail qui sert la communauté. L'ascétisme caractéristique de certains ordres chrétiens, comme notamment celui de Saint Benoît, qui était axé autour de la pauvreté, de la privation, et même de la douleur, a été réimaginé comme une profonde dévotion au travail. Les gains accumulés ne doivent cependant pas pour autant servir à la luxure ; ainsi, le bon protestant réinvestit ce qui ne lui est pas nécessaire pour pourvoir aux besoins de sa famille, et fait croître son entreprise.⁹⁸ Combinée à la conception particulière de la prédestination chez les calvinistes, selon laquelle le succès matériel peut être un signe de faveur divine, cette « éthique protestante » aurait permis aux Européens du nord de devenir les peuples les plus prospères au monde.

Acemoglu et Robinson rejettent le raisonnement de Weber sans même s'attaquer au lien de causalité, mais en remettant en cause la corrélation supposée entre protestantisme et développement économique. Ils expliquent que si la révolution marchande et industrielle du XVIII^e siècle a effectivement en premier lieu pris racine dans les pays protestants, elle s'est rapidement propagée à la France catholique ; par ailleurs, les succès économiques

⁹⁸ JONES Harold B. Jr., « The Protestant Ethic: Weber's Model and the Empirical Literature », dans *Human Relations*, vol. 50, fasc. 7, 1997, p. 760-763.

contemporains de plusieurs pays asiatiques ne semblent pas, selon WNF, avoir un quelconque lien avec le protestantisme (p. 60). Le fait que Weber soit le seul auteur cité comme représentant les facteurs culturels aurait peut-être dû lui valoir une critique plus précise et approfondie. En l'occurrence, Weber n'affirmait pas que d'autres cultures sont incapables d'intégrer l'éthique protestante ; son idée principale est que le protestantisme a été à l'origine de certaines valeurs qui encouragent le développement économique capitaliste, pas qu'il soit l'unique toile de fond capable de le porter. Weber ne niait pas non plus l'influence de facteurs classifiés comme institutionnels par WNF, à l'image d'un système légal juste et robuste, et n'aspirait donc pas à offrir un modèle complet du développement.⁹⁹

Landes : eurocentrisme et approches multifactorielles

Les approches qui fondent leurs explications au sujet des inégalités économiques sur les particularités culturelles européennes sont, naturellement, encore plus fréquemment que d'autres qualifiées d'eurocentristes. Un auteur ayant récemment considérablement contribué à ce type de perspective est David Landes. Son parti pris eurocentriste est en l'occurrence assez ouvertement assumé, comme en atteste la préface de son livre *The Wealth and Poverty of Nations*, l'une des grandes synthèses de développement global les plus populaires de ces dernières décennies¹⁰⁰ :

My aim in writing this book is to do world history. Not, however, in the multicultural, anthropological sense of intrinsic parity: all peoples are equal and the historian tries to attend to them all.

Landes précise toutefois que les sociétés qui ne sont pas optimisées pour la croissance économique n'en sont pas forcément plus « mauvaises », quoi que cela pourrait signifier,¹⁰¹ à l'image de ce que disait Clark au sujet des différences entre des sociétés d'agriculteurs et celles constituées de chasseurs-cueilleurs. Ce type de précisions est visiblement courant, car la volonté de lier développement économique avec le succès d'une société est souvent puissante et intuitive. WNF illustre cette tendance, rien que par le nom du livre. Il aurait possiblement été plus adéquat de le nommer autrement ; « *Why national economies struggle* », par exemple, décrit bien plus justement le message qu'il véhicule. En effet, comme le souligne Peer Vries, l'Etat est bien plus que la production de richesses sur son territoire, et

⁹⁹ *Ibid.*, p. 759-760.

¹⁰⁰ En date du 11 juin 2022, seuls WNF et *Guns, Germs, and Steel* devançaient le livre de Landes en matière de citations (Google Scholar). LANDES David S., *op. cit.*, p. xi.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 217.

juger de son échec seulement sur base de sa performance économique est particulièrement réducteur. C'est d'autant plus vrai que les auteurs le relèvent eux-mêmes lors de leur définition des institutions extractives, qui sont caractérisées par leur emploi au service du pouvoir politique en place, et peuvent efficacement servir cette fonction. Les Etats extractifs ne sont pas nécessairement des échecs, dans le sens où ils peuvent très bien remplir le rôle pour lequel ils ont été bâtis.¹⁰² Parallèlement, le développement économique n'est sans doute pas le seul indicateur qui puisse témoigner du succès d'un Etat ou d'une société. Certes, les difficultés économiques peuvent inquiéter la stabilité de certains régimes, et WNF n'hésite pas à le rappeler à plusieurs reprises, mais les auteurs ne pourraient certainement pas affirmer en toute bonne foi, et sans nuance aucune, que les difficultés économiques et politiques sont les deux seules et uniques faces d'une même pièce. Ainsi, les réflexions de Landes et de Clark semblent paradoxalement être moins autocentrées par le biais de leur eurocentrisme assumé ; en admettant les limites bien définies de leurs jugements, ils évitent, comme peut le faire WNF, d'amalgamer productivité économique et autres indicateurs sociaux. Nous aurons l'occasion de constater, dans le chapitre qui traitera de l'Union soviétique, que les idées préconçues de WNF peuvent conduire le lecteur à intuitivement suivre le paradigme des auteurs, potentiellement sans justification suffisante.

Landes détaille plusieurs caractéristiques culturelles qui ont, selon lui, permis à l'Europe de prendre les devants en matière de développement économique. Tout d'abord, l'autonomie dans l'exploration théorique et empirique, qui a été stimulée par l'atmosphère particulièrement compétitive en Europe, ne laisse que peu de place au dogmatisme borné ; bien entendu, Landes n'oublie pas l'influence de l'Eglise, mais il considère qu'elle était globalement moins importante par rapport aux pouvoirs séculaires, avant tout préoccupés par l'obtentions d'avantages pragmatiques, et cultivant ainsi un optimisme du progrès et de la découverte. Par la suite, cette philosophie a permis l'émergence de l'expérience, venue compléter la simple observation, et de l'affinement des instruments et techniques de mesure, nécessaires au bon enregistrement de l'expérience. En raison de plusieurs facteurs facilitant l'échange intellectuel au sein du continent, comme la présence d'une langue commune (le latin), la relative proximité géographique, et les voies de transport de personnes et lettres au préalable fréquemment utilisées, ces progrès ont rapidement pu se généraliser à une grande partie de l'Europe, ainsi que favoriser un climat d'interaction et d'échange entre

¹⁰² VRIES Peer, *op. cit.*, p. 77-78.

proto-scientifiques.¹⁰³ Tous ces facteurs ont stimulé l'innovation technologique, un prérequis fondamental pour l'émergence d'un développement économique durable et important. Ainsi, même si Landes mentionne des facteurs géographiques ou politiques qui ont pu influencer ces spécificités européennes, elles demeurent avant tout principalement culturelles, et mettent en avant la présence d'un « esprit » européen sensiblement distinct de celui des autres continents.

Malgré la popularité du livre de Landes, il n'a pas fait l'unanimité face à la critique. Une remarque commune semble se dégager parmi les comptes-rendus : l'approche multifactorielle de Landes laisse le lecteur dans un brouillard d'incertitude, et ce après la lecture complète des 500 pages qui mènent à sa conclusion. Le prix Nobel d'économie Paul Krugman le formule ainsi sur son blog¹⁰⁴ :

Yet in the end I felt [cheated by Landes]. Surely readers of a book that promises in its very title to explain why some nations are rich while others are poor deserve more than Landes's concluding paragraph: "The one lesson that emerges is the need to keep trying. No miracles. No perfection. No millenium. No apocalypse. We must cultivate a skeptical faith, avoid dogma, listen and watch well, try to clarify and define ends, the better to choose means." For this we needed to read 500 pages?

En revanche, même si Rose-Ackerman relève au fond la même incertitude qui peut persister après la lecture du livre de Landes, elle n'y voit pas nécessairement une caractéristique négative du travail. En tant que spécialiste du développement politique, elle loue la perception nuancée que Landes a de l'Etat, ainsi que la pertinence globale de ses analyses.¹⁰⁵ Le contraste de ces deux critiques illustre les différences de point de vue en ce qui concerne les qualités essentielles d'un grand livre de synthèse. WNF a une thèse simple et directe, et même si nous avons précédemment relevé que comprendre ce qui se cache derrière le mot « institutions » n'est au départ pas évident, le lecteur attentif devrait pouvoir poser le livre avec une idée claire du message que ses auteurs veulent véhiculer. Le livre de Landes, quant à lui, n'évite pas la complexité, mais peut pour cette raison perdre une partie non négligeable des lecteurs.

¹⁰³ LANDES David S., *op. cit.*, p. 200-206.

¹⁰⁴ KRUGMAN Paul, « The Trouble with History », <http://web.mit.edu/krugman/www/yergin.html> (consulté le 13 juillet 2023).

¹⁰⁵ ROSE-ACKERMAN Susan, compte-rendu de *The Wealth and Poverty of Nations. Why some are rich and some are poor* par LANDES David S., dans *Political Science Quarterly*, vol. 114, fasc. 1, 1999, p. 167-168.

D'autres réponses à Landes sont encore plus radicales. Dans son compte-rendu de *The Wealth and Poverty of Nations*, Goldstone critique amèrement le livre, l'accusant de complètement se dispenser de toute nuance dans son eurocentrisme, quitte à verser dans des simplifications (et même des erreurs) historiques grossières. Parmi les liens qu'il juge fallacieux, il relève l'absurdité de rendre le climat tropical (et la propension à l'oisiveté qu'il est censé provoquer) responsable d'une diffusion démesurée de l'esclavage en Afrique, et par conséquent de régimes extractifs (Landes aborde donc ici un problème fréquemment relevé par WNF, mais ne lui attribuant pas du tout les mêmes causes) ; il dénonce également des clichés tels que la culture de la natalité chinoise qui aurait enfermé le pays dans un piège malthusien perpétuel depuis des millénaires, ou encore leur manque de curiosité qui les aurait empêché de développer une flotte marchande à portée mondiale.¹⁰⁶

La culture n'est fréquemment pas étudiée en isolation des autres facteurs de développement, à l'image de son traitement au sein du travail de Landes. Certaines études ont prêté attention à la manière dont la culture peut influencer l'évolution des institutions, et ainsi affecter d'autres aspects politiques, notamment l'économie, par cette voie. Si certaines de ces influences peuvent parfois paraître difficiles à établir, elles sont plus évidentes lorsque des sociétés aux cultures profondément différentes sont contrastées. Vatikiotis considère par exemple que l'influence de l'islam rend inorganique et instable le développement d'institutions sur le modèle occidental dans les pays où la culture musulmane a une place importante. L'auteur s'est intéressé à la compatibilité de la culture musulmane avec le système-même de l'Etat-nation, et également d'autres aspects importants des institutions comme le sécularisme et le pluralisme politique.¹⁰⁷ Toutefois, puisque WNF juge que l'influence culturelle sur l'économie ne peut avoir d'influence fondamentale, mais seulement servir d'intermédiaire à des facteurs institutionnels, le livre justifie les difficultés économiques du Moyen-Orient non-pétrolier par leur passage de l'Empire Ottoman, extractif à de nombreux égards, à la colonisation ou tutelle des puissances occidentales, et l'établissement d'un lien entre islam et retard de développement est qualifié de fallacieux sans explication supplémentaire (p. 61).

Transmission intergénérationnelle : l'approche (épi)génétique

Une piste de recherche peu explorée est celle des facteurs de transmission héréditaire biologique. Il serait trop imposant pour ce travail d'analyser adéquatement la littérature qui

¹⁰⁶ GOLDSTONE Jack, compte-rendu de *The Wealth and Poverty of Nations*. Why some are rich and some are poor, dans *Journal of World History*, vol. 11, fasc. 1, 2000, p. 105-111.

¹⁰⁷ VATIKIOTIS Panayiotis Jerasimof, *Islam and the State*, Londres (e. a.), Croom Helm, 1987, p. 7-8, 98-99.

traite de ces questions, mais il nous semblait intéressant de mentionner cette dimension des recherches en sciences sociales qui pourrait être prise en compte dans les synthèses au sujet des disparités économiques mondiales, et qui ne l'est pour ainsi dire jamais. WNF ignore complètement la question, et probablement à raison, tandis que Diamond considère utile dès le premier paragraphe de *Guns, Germs, and Steel* de rassurer le lecteur qui craindrait ouvrir un livre raciste, et répudie quelque peu plus loin les explications basées sur les propriétés biologiques intrinsèques des populations, les qualifiant non seulement d'insensées mais aussi d'amorales.¹⁰⁸ Les livres de vulgarisation ne sont toutefois pas les seuls à ignorer cette approche ; les articles spécialisés ne leur consacrent également que très rarement ne serait-ce que quelques lignes.¹⁰⁹

Liens avec l'institutionnalisme

Sans passer par l'établissement d'une histoire générale du racisme, qui justifierait à elle seule la méfiance de Diamond et bien d'autres, nous pouvons tout de même préciser que le développement de la science économique a été profondément marquée par la pensée raciale. Au tournant du XX^e siècle, les approches racistes étaient globalement banalisées dans le milieu académique. Nous avons précédemment mentionné von Schmoller comme un potentiel précurseur de l'institutionnalisme contemporain, et un représentant de premier plan de la *Nationalökonomie*. Dans sa principale synthèse économique, il détaille la manière dont les caractéristiques de certains « *Raffen und Völker* » affectent leurs capacités d'adaptation et leurs prétentions professionnelles ; il va même jusqu'à présenter une hiérarchie de celles-ci, et à parler en des termes très crus des « *niedrigsten Raffen* » dont font notamment partie les aborigènes d'Australie, décrits comme congénitalement incapables de s'adonner à une grande partie d'activités qui dépassent le stade primitif du comportement.¹¹⁰ Seligman avait surtout été vexé par ses remarques raciales au sujet des Américains, tandis que Veblen, même s'il avait alors rédigé une critique quelque peu mitigée de son travail, avait malgré tout salué sa « *careful study of ethnographic parallels* ». ¹¹¹

¹⁰⁸ DIAMOND Jared, *Guns, Germs, and Steel. The Fate of Human Societies*, op. cit., p. 9, 19.

¹⁰⁹ Nous avons pris connaissance de ce pan de la recherche en sciences sociales grâce à l'analyse de la littérature scientifique suivante, qui passe en revue un bon nombre de thèses et hypothèses généralement peu abordées : SPOLAORE Enrico et WACZIARG Romain op. cit., p. 325-369.

¹¹⁰ SCHMOLLER Gustav von, *Grundriß der Allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1900, p. 148.

¹¹¹ SELIGMAN Edwin R. A., compte-rendu de *Grundriss der Allgemeinen Volkswirtschaftslehre* par SCHMOLLER Gustav von, dans *Political Science Quarterly*, vol. 15, fasc. 4, 1900, p. 728-732 ; VEBLEN Thorstein, « Gustav Schmoller's Economics », dans *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 16, fasc. 1, 1901, p. 80.

En effet, Outre-Atlantique, les propensions racistes étaient potentiellement encore plus normalisées. Pour l'illustrer, prenons un exemple parmi d'autres grands noms, celui de John R. Commons. Considéré comme l'un des fondateurs majeurs de l'institutionnalisme économique aux côtés de Veblen, et un aïeul intellectuel de North, voici la manière dont il choisit de débiter son livre nommé *Races and Immigrants in America*¹¹² :

“All men are created equal.” So wrote Thomas Jefferson, and so agreed with him the delegates of the American colonies. But we must not press them too closely nor insist on the literal interpretation of their words. They were not publishing a scientific treatise on human nature nor describing the physical, intellectual, and moral qualities of different races [...]

Ce paragraphe introduit de manière pertinente le texte qui suit. Commons reprend plus loin des idées proches de celles de Montesquieu lorsqu'il s'agit de décrire l'influence du climat du Golfe de Guinée sur ses populations¹¹³ :

The torrid heat and the excessive humidity weaken the will and exterminate those who are too strenuous; but this same heat and humidity, with the fertile soil, produce unparalleled crops of bananas, yams, and grains. Thus nature conspires to produce a race indolent, improvident, and contented.

Mais contrairement à Montesquieu, il considère quant à lui que ces influences environnementales sont gravées dans la nature de ces populations, même après plusieurs générations passées en Amérique. Il applique des remarques similaires à tous les peuples qui ne sont pas issus de zones tempérées, y compris les Européens du Sud.

La réception du livre est mitigée, mais les comptes-rendus ne montrent aucune forme d'indignation de la part de la communauté scientifique, et semblent même pointer vers une logique banalisée, même si elle essuie quelques critiques de fond issus principalement du domaine de la sociologie.¹¹⁴

¹¹² RICHTER Rudolf, *op. cit.*, p. 165 ; COMMONS John R., *Races and Immigrants in America*, Londres, MacMillan, 1907, p. 1.

¹¹³ COMMONS John R., *Races and Immigrants in America*, *op. cit.*, p. 39.

¹¹⁴ Marshall et Mangold sont élogieux, tandis que Claghorn, clairement engagée en faveur de la cause des minorités américaines, critique le livre. Cependant, même le compte-rendu critique du sociologue Ellwood admet que le livre peut avoir une bonne utilité en matière de semi-vulgarisation, car son message central est juste. Pour les quatre comptes-rendus, voir : CLAGHORN Kate Holladay, dans *Political Science quarterly*, vol. 24, fasc. 1, 1909, p. 135-137 ; ELLWOOD Charles, dans *American Journal of Sociology*, vol. 13, fasc. 4, 1908, p. 561-562 ; MANGOLD George B., dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol.

Déterminer si ce point de vue, exposé dans un livre de 1907, a impacté son analyse en économie institutionnelle, ou même influencé son héritage laissé à cette branche d'études, est une question plus complexe. La race n'est pour ainsi dire pas mentionnée dans son œuvre synthétique de 1934,¹¹⁵ mais elle a pourtant façonné plusieurs de ses travaux jusqu'au début des années 1920. Commons considère que les immigrés de première génération, souvent issus de régimes despotiques, sont perdus pour en faire de bons citoyens aptes à participer à une communauté démocratique ; leurs enfants sont « sauvables » avec une influence adéquate des services de la communauté publique tels que les écoles et les églises.¹¹⁶ Une analyse plus approfondie des modèles théoriques de Commons pourrait potentiellement laisser apparaître les traces de ces considérations sur ses travaux en économie institutionnelle, même si nous n'avons pas pu en déceler.

Hypothèses contemporaines

Les deux éléments principaux que nous avons désignés par « transmission héréditaire biologique » sont d'une part les informations génétiques (le code génétique en lui-même), et d'autre part les caractéristiques épigénétiques, qui sont représentées par divers facteurs biologiques (principalement les méthylations du code génétique, les modifications d'histones, ou l'interférence par ARN) parfois transmissibles de manière intergénérationnelle, qui affectent l'expression des gènes et peuvent permettre une adaptation évolutive plus rapide que par la mutation du génome.¹¹⁷ Si certaines différences (épi)génétiques entre populations ont indéniablement une incidence sur divers aspects de leur économie,¹¹⁸ l'effet sur leur développement économique au sens large est autrement plus difficile à déterminer. Galor et

31, fasc. 2, 1908, p. 516-517 ; MARSHALL L. C., dans *Journal of Political Economy*, vol. 16, fasc. 1, 1908, p. 46-47.

¹¹⁵ Si ce n'est pour la citer comme l'un des nombreux facteurs de discordance qui peuvent gêner une bonne entente dans une coopérative agricole. Voir : COMMONS John R., *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, vol. II, New York, MacMillan, 1934, p. 901.

¹¹⁶ CHERRY Robert, « Racial thought and the early economics profession », dans *Review of Social Economy*, vol. 34, fasc. 2, 1976, p. 148-156.

¹¹⁷ Plusieurs ressources peuvent permettre de saisir plus en détail les caractéristiques de l'épigénétique ainsi que la compréhension actuelle de son influence sur le comportement humain. Nos explications sont notamment basées sur le manuel suivant : PROVENZI Livio et MONTIROSSO Rosario, *Developmental Human Behavioral Epigenetics. Principles, Methods, Evidence, and Future Directions*, Londres (e. a.), Elsevier, 2021, p. 3-10, 59-60.

¹¹⁸ Un exemple évident est l'intolérance au lactose chez l'adulte, principalement dépendante de facteurs génétiques, qui varie grandement entre les populations du globe (de 28% en Europe à 70% au Moyen-Orient), et affecte ainsi la configuration de leurs économies agroalimentaires. Voir : STORHAUG Christian Løvold, FOSSE Svein Kjetil et FADNES Lars T., « Country, regional, and global estimates for lactose malabsorption in adults: a systematic review and meta-analysis », dans *The Lancet. Gastroenterology and Hepatology*, vol. 2, fasc. 10, 2017, p. 738-746.

Moav ont publié un des articles les plus cités en ce qui concerne cette question ; ils développent une « théorie » (selon leurs propres termes) selon laquelle la sélection naturelle aurait permis de faire sortir de nombreuses sociétés du piège malthusien en favorisant non seulement la sélection des caractéristiques qui favorisent une meilleure productivité (et donc une meilleure fertilité, comme l'implique le modèle malthusien), mais également celles qui favorisent la volonté d'élever une descendance de « qualité » plutôt que de « quantité ». La spécificité du piège malthusien étant qu'à chaque nouvelle innovation qui augmente la production économique, la génération humaine suivante peut être plus nombreuse, mais la production par tête reste la même qu'auparavant, et la fertilité des ménages dépendra ainsi des mêmes facteurs qu'à la génération précédente ; ici, il est supposé que les ménages de « qualité », résultats de parents ayant privilégié la « qualité » à la « quantité » pour leur descendance, auront un avantage de productivité et donc de fertilité par rapport aux autres ménages. Si sur une génération, privilégier la « quantité » est préférable, ce serait la préférence pour la « qualité » de sa descendance qui se répandrait le plus sur le long terme, favorisant donc la généralisation de traits économiquement « productifs ». Quand la proportion de ces traits dans la population atteint un niveau suffisant, la sortie du piège malthusien devient possible, et avec elle une augmentation exponentielle du niveau de vie.¹¹⁹

Dans un autre article, que Galor a co-écrit avec Ashraf (un auteur globalement critique de l'institutionnalisme), la thèse est centrée autour de la diversité génétique des populations. Les différentes populations du globe n'ont en effet pas des niveaux équivalents de diversité générique intérieure ; pour simplifier, les populations africaines sont les plus diversifiées, et les populations américaines natives sont celles qui le sont le moins, avec les populations eurasiatiques dans l'entre-deux. Se basant sur des corrélations entre les niveaux de développement national et la diversité des populations, les auteurs suggèrent qu'il existe un certain optimum de diversité génétique qui maximise les bénéfices à la fois de la spécialisation de ses membres (qui serait plus aisée dans une population diversifiée) et d'une bonne coopération entre eux (supposément favorisée par une population davantage homogène). Ne prétendant pas donner une explication totalisante, leur approche peut donc être interprétée comme une annexe à l'institutionnalisme, par exemple dans ses réflexions sur le respect des lois et conventions sociales.¹²⁰

¹¹⁹ GALOR Oded et MOAV Omer, « Natural Selection and the Origin of Economic Growth », dans *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 117, fasc. 4, 2002, p. 1137-1141.

¹²⁰ ASHRAF Quamrul et GALOR Oded, « The 'Out of Africa' Hypothesis, Human Genetic Diversity, and Comparative Economic Development », dans *American Economic Review*, vol. 103, fasc. 1, 2013, p. 1-46.

Il est utile de noter que ces théories (telles qu'elles sont parfois nommées par les auteurs) liées à la transmission génétique devraient peut-être plutôt être qualifiées d'hypothèses, puisque les caractéristiques (épi)génétiques déterminantes ne sont que supposées exister (comme celle de la propension à favoriser la qualité plutôt que la quantité de la descendance), ou dans certains cas ne sont que supposées avoir l'effet sur le développement que les auteurs leur attribuent (comme la diversité génétique au sein d'une population). Si les mécanismes biologiques sous-jacents ne sont pas insensés, leur existence n'est réellement qu'hypothétique, et aucun lien de causalité entre (épi)génétique et développement économique des populations n'a à ce jour rigoureusement été prouvé. En sciences naturelles, le niveau de preuve serait donc généralement considéré comme assez mince, mais il est vrai qu'en ce qui concerne les caractéristiques (épi)génétiques dont l'effet économique n'est pas clair, il est comparable à celui présent dans de nombreux articles de sciences sociales et économiques ; de fait, le lien de causalité entre facteurs géographiques, institutionnels et culturels et le développement repose lui aussi généralement sur un niveau de preuve qui ne peut être assimilé à celui attendu d'une recherche en sciences exactes.

Ainsi, vu le caractère très hypothétique de ces considérations, les auteurs qui étudient cette question n'affirment généralement pas avec certitude que le vecteur de transmission des qualités qui promeuvent le développement économique est génétique. Clark, dans un développement théorique partiellement inspiré par Galor et Moav, considère par exemple qu'en ce qui concerne la transformation inégale des attitudes face au travail, la transmission génétique est probablement secondaire par rapport à la transmission culturelle, même s'il ne s'agit selon toute vraisemblance que d'une supposition.¹²¹ Les hypothèses (épi)génétiques ne sont donc pas fondamentalement irréconciliables avec les autres pistes explicatives, car elles ne prétendent pas offrir la seule explication, ni même l'explication principale, aux différences de développement. En pratique, toutefois, la prudence invite la plupart des auteurs à rejeter d'emblée ces modèles, ou même ne pas les mentionner du tout.

Finalement, il nous paraît important de relever qu'un tel développement différencié entre populations n'implique pas nécessairement, pour les auteurs qui le théorisent, une supériorité inhérente au développement occidental. Clark illustre adroitement la manière dont on peut appréhender la différence entre une société agraire et une tribu de chasseurs-cueilleurs¹²² :

¹²¹ CLARK Gregory, *A Farewell to Alms. A Brief Economic History of the World*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2007, p. 167.

¹²² *Ibid.*, p. 188.

Clearly hunting, unlike agricultural labor, was a complex activity that took years to master. The argument is not that agrarian society was making people smarter. For the average person the division of labor that agrarian society entailed made work simpler and more repetitive. The argument is instead that it rewarded with economic and hence reproductive success a certain repertoire of skills and dispositions that were very different from those of the pre-agrarian world, such as the ability to perform simple repetitive tasks hour after hour, day after day. There is nothing natural or harmonic, for example, in having a disposition to work even when all the basic needs of survival have been achieved.

Chapitre 3. Régimes inclusifs : l'exemple de la Glorieuse Révolution anglaise

Dans WNF, l'Angleterre est érigée en tant que modèle absolu de développement économique grâce à ses institutions inclusives. Le livre mentionne plusieurs sources profondes de cette inclusivité, notamment la *Magna Carta Libertatum* arrachée en 1215 (p. 185), mais le tournant majeur dans la configuration institutionnelle du pays est sans nul doute la Glorieuse Révolution de 1688-1689 et ses conséquences directes sur l'équilibre des pouvoirs politiques, qui sont considérées comme la cause première du bond technologique anglais au cours du XVIII^e siècle.

Dans ce chapitre, nous allons examiner de plus près le traitement de ces transformations institutionnelles par WNF. Nous essaierons de déterminer si le régime monarchique d'avant 1689 était vraiment extractif, et si le régime de pouvoir parlementaire accru qui a suivi était vraiment sensiblement plus inclusif. Cette analyse passera nécessairement par une discussion au sujet des droits de propriété des moyens de contrôle du pouvoir, tous deux essentiels dans la compréhension de l'inclusivité par WNF. Nous finirons par examiner la déduction selon laquelle ce gain supposé en inclusivité aurait lancé la Révolution industrielle.

WNF initie sa discussion au sujet de l'Angleterre avec un cas d'étude historique, qui préface d'un siècle la Glorieuse Révolution et offre une illustration du caractère relativement extractif du régime élisabéthain ; nous allons également introduire le sujet avec cet épisode, qui nous permettra par ailleurs d'observer la manière dont WNF mobilise les sources en lien avec la question.

William Lee et les brevets de propriété intellectuelle

Les bas en laine de William Lee

Le chapitre 7, dédié aux transformations institutionnelles anglaises, débute en contant l'histoire de William Lee, auquel est attribuée l'invention du cadre de tricotage en 1589, utilisé notamment pour la fabrication des bas en laine. La seule référence bibliographique à ce récit est un lien internet, qui n'est aujourd'hui plus disponible, mais qui a possiblement été hébergé sur un autre serveur vu la similitude du nom de domaine et la proximité de contenu

avec la version présentée au sein de WNF.¹²³ Le livre reprend en effet des citations présentes sur ce site, dont une est attribuée à Elizabeth I^{re}, dénonçant le danger posé par l'invention de Lee :

“Thou aimest high, Master Lee. Consider thou what the invention could do to my poor subjects. It would assuredly bring to them ruin by depriving them of employment, thus making them beggars.” (p. 182-183)

Cette anecdote prend une place importante dans le chapitre 7 ; elle est la principale illustration de l'opposition à l'innovation sous le régime des Tudors, et les auteurs considèrent que « *the reaction to Lee's brilliant invention illustrates a key idea of this book* » (p. 183), cette idée étant évidemment l'effet néfaste de l'opposition des régimes extractifs à la destruction créatrice, et les auteurs font référence au sort de l'invention de Lee à plusieurs autres reprises (p. 187, 206).

La place donnée au sein de WNF à cette histoire rend le manque de rigueur des auteurs quant à sa vérification d'autant plus problématique. Le site internet, affilié au village où Lee est possiblement né, présente lui-même cette histoire sans rendre compte de ses sources, sous forme d'un récit fictif conté par Lee aux lecteurs du XXI^e siècle ; la citation attribuée à Elizabeth I^{re} y est donc présentée comme issue de la mémoire d'un Lee fictif. Elle peut être retrouvée telle quelle au sein de nombreux livres et ressources numériques, mais bien entendu toujours sans source. Après sa publication, WNF a même commencé à être cité par certains chercheurs comme source de cette information,¹²⁴ ce qui illustre de manière évidente l'impact délétère et résilient que peut avoir le manque de rigueur d'auteurs aussi influents.

L'économiste Timothy Taylor a publié sur son blog une enquête au sujet de l'origine de cette histoire, qu'il est parvenu à faire remonter à un livre publié pour la première fois en 1831 par le syndicaliste anglais Gravenor Henson. Dans un article au sujet de l'invention, l'historien Richard Hills ne trouve pas non plus d'autre source que Henson pour cette interaction avec Elizabeth I^{re}. Ce dernier est de fait très certainement à l'origine de cette histoire ; en effet, Henson détaille ses propres sources, qui sont des récits oraux d'artisans familiers avec le récit (qui leur serait toutefois antérieur de près de deux siècles), et les faits ainsi compilés ont très

¹²³ Le lien cité est www.calverton.homestead.com/willlee.html, dont le contenu a possiblement depuis été hébergé sur : <https://www.calvertonvillage.com/william-lee>.

¹²⁴ Voir notamment ces ouvrages de professeurs du King's College et de l'Université d'Oxford, tous deux économistes : SUSSKIND Daniel, *A World Without Work. Technology, Automation, and How We Should Respond*, New York, Metropolitan Books, 2020, ch. 1, §9 ; FREY Carl Benedikt, *The Technology Trap. Capital, Labor, and Power in the Age of Automation*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2019, p. 54-55, 379.

certainement été utilisés et paraphrasés sur le site du village de Calverton (peut-être indirectement, comme à partir de l'article de Hills), qui aurait à son tour servi de source à WNF.¹²⁵

Au-delà du fait qu'il est bien entendu difficile de faire confiance au récit oral de ces apprentis au sujet d'une rencontre royale,¹²⁶ qui a de plus précédé d'assez loin leur naissance, l'engagement syndical de Henson et les partis pris économiques qui en découlent devraient eux aussi susciter la méfiance vis-à-vis de son exposé historique. Ironiquement, WNF décrit le régime monarchique des Stuart comme étant extractif en grande partie par la présence étouffante de monopoles garantis par l'Etat (p. 187-188), et Henson relève également que le souci de ne pas multiplier les monopoles par la délivrance à Lee d'un brevet pour une machine produisant des produits aussi communs que des bas en laine a probablement joué en sa défaveur lors de son interaction avec la reine, au vu du mécontentement que les brevets existants avaient déjà généré au sein du Royaume.¹²⁷

La mobilisation de ce récit par WNF ressemble donc fortement à un biais de confirmation ; une citation directe de la reine d'Angleterre qui assume son opposition à la destruction créatrice était trop parfaite pour la remettre en question. Lorsqu'un livre se base sur les exemples historiques autant que le fait WNF, cette manière de procéder le prive d'une grande partie de sa crédibilité.

Le problème réel des brevets

Si l'exemple mobilisé par WNF n'est pas des mieux choisis, la question des brevets mérite toutefois d'être considérée avec sérieux, en tant qu'ingérence extractive du monarque dans l'économie. Il n'y a pas beaucoup de débat au sein de la communauté scientifique quant à la nature fondamentale de l'usage originel qui en était fait par les monarques : essentiellement une source de revenus, un vecteur de gratitude envers ses serviteurs, ainsi qu'un moyen de déléguer la gestion de certains secteurs économiques à des proches de la Couronne. En effet, à l'origine, le brevet était un terme général pour désigner un large éventail de privilèges conférés à un tiers par le souverain : octrois de terres, de monopoles sur le commerce de

¹²⁵ HENSON Gravenor, *The Civil, Political, and Mechanical History of the Framework-Knitters, in Europe and America*, vol. I, Nottingham, Richard Sutton, 1831, p. 39-46 ; HILLS Richard L., « William Lee and his knitting machine », dans *Journal of the Textile Institute*, vol. 80, fasc. 2, 1989, p. 177-178.

¹²⁶ Catherine MacLeod, auteure d'un livre sur l'histoire des brevets en Angleterre, va dans le sens de notre suspicion et considère que l'interaction de Lee avec la reine est une invention du XIX^e siècle. Voir : MACLEOD Christine, *Inventing the Industrial Revolution. The English Patent System, 1660-1800*, Cambridge (e. a.), University of Cambridge Press, 1988, p. 226.

¹²⁷ HENSON Gravenor, *op. cit.*, p. 44.

certaines denrées, ou encore de certains postes lucratifs. En somme, des usages bien éloignés de ceux visant à garantir les droits de propriété intellectuelle, et la mise en place ultérieure de cette dernière forme de brevet a vraisemblablement joué un rôle déterminant dans la révolution industrielle. A l'ère élisabéthaine, un précurseur du brevets modernes fit son apparition : il accordait à un artisan étranger (en général innovateur dans son domaine) un monopole temporaire de production, en échange de son installation en Angleterre. Même après le *Statute of Monopolies* de 1624, qui limitait la possibilité de la Couronne à établir des monopoles par le biais de brevets, des failles juridiques étaient fréquemment exploitées et lui permettaient de continuer à tirer un profit pécunier de ce pouvoir.¹²⁸

Outre le cas spécifique de William Lee, le danger qu'un brevet pouvait représenter pour l'emploi au sein du pays était visiblement un argument qui a fréquemment été mobilisé lorsque la question d'en accorder un était soulevée en justice, mais ce fut encore le cas bien après 1688. Selon MacLeod, ce n'est qu'à la suite de *Morris v. Branson*, en 1776, que ce critère a cessé d'être pris en compte pour les améliorations d'outils préexistants.¹²⁹ Dans son discours au sujet des brevets, qui n'auraient longtemps pas protégé la propriété intellectuelle car leur distribution était influencée par la peur de la destruction créatrice, WNF ne semble donc pas faire fausse route. Toutefois, la transformation du régime politique en 1688 n'a pas débarrassé les débats autour des brevets de la préoccupation pour l'emploi ; visiblement, les membres du Parlement avaient aussi beaucoup de souci pour la conservation du statu quo. Qui plus est, nous savons que le régime anglais de l'époque était peu représentatif par rapport aux normes actuelles, et surtout par rapport à l'ensemble de la population, puisque comme le rappelle WNF, environ 2% de la population disposait du droit de vote au cours du XVIII^e siècle au Royaume-Uni. Est-ce que rendre la scène politique encore plus pluraliste aurait réellement agi en faveur de la destruction créatrice, comme le suggère WNF, au moins dans le cas des brevets ? Tout comme le gouvernement pouvait s'en préoccuper, de nombreux ouvriers et artisans avaient eux aussi conscience des dangers que l'automatisation posait à leur emploi.¹³⁰ Dans le domaine des sciences sociopolitiques, une critique du système néolibéral a d'ailleurs été formulée principalement autour de l'idée que la destruction créatrice que ce système engendre dessert une grande majorité de la population, et affecte

¹²⁸ HODGSON Geoffrey M., « 1688 and all that: property rights, the Glorious Revolution and the rise of British capitalism », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 13, fasc. 1, 2016, p. 89-91 ; MACLEOD Christine, *op. cit.*, p. 10-14, 17-20.

¹²⁹ MACLEOD Christine, *op. cit.*, p. 13.

¹³⁰ MacLeod cite au moins un exemple où les tisserands et lainiers avaient exprimé leur protestation contre l'émission d'un brevet pour des machines qui réduiraient la main d'œuvre nécessaire à la réalisation de leur travail. Voir : *Ibid.*, p. 161.

d'autant plus les pans les plus fragiles de la société. Or, le cycle d'innovation et de redistribution n'a pas pour vocation à s'arrêter.¹³¹

Plus que l'exactitude de ce discours, c'est le fait qu'il existe qui nous intéresse, puisqu'il nous fait prendre conscience du fait qu'une grande partie de la population ne verrait pas nécessairement d'un bon œil une politique qui favorise la destruction créatrice pour stimuler l'innovation à long terme, alors que cette destruction impacterait négativement son niveau de vie immédiat. Cette observation devrait nous inciter à nous interroger au sujet du lien entre inclusivité, démocratie, et destruction créatrice, qui est peut-être plus complexe que WNF ne le laisse entendre.

Changements institutionnels anglais après 1688

Comme nous pouvons nous y attendre, Acemoglu et Robinson ne sont pas les seuls chercheurs à avoir tenté d'expliquer l'origine du moment critique qu'a été la Révolution industrielle anglaise. Par conséquent, en plus d'analyser leurs arguments, nous sommes en mesure de replacer leur approche dans son contexte historiographique, et développer les apports des autres scientifiques qui permettraient de nuancer les conclusions tirées par WNF.

Selon WNF, plus encore que l'abolition des monopoles ou la réforme fiscale, un autre facteur a été déterminant dans l'émergence de la révolution industrielle en Angleterre à la suite de la Glorieuse Révolution : « [...] *a fundamental reorganization of economic institutions in favor of innovators and entrepreneurs, based on the emergence of more secure and efficient property rights* » (p. 197). Cette perception n'est bien sûr pas unique à WNF ; elle est fréquemment retrouvée chez les chercheurs associés au NIE, y compris North, dont nous reparlerons en aval du chapitre.¹³²

Tout comme pour les « institutions », Robinson et Acemoglu n'ont pas cherché à définir précisément ce que « droits de propriété » peut signifier ; peut-être ont-ils considéré que ce concept est relativement évident. Hoppit, dans son survol de la littérature au sujet de ces droits, a dégagé deux définitions principales : « droit à l'usage exclusif de ressources de valeur » (définition économique), ou bien « ce que l'Etat attribue à une personne » (définition légale).¹³³ Malheureusement, WNF ne décrit pas non plus en détail la manière dont les droits

¹³¹ HARVEY David, « Neoliberalism as Creative Destruction », dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 610, 2007, p. 34-39.

¹³² HOPPIT Julian, « Compulsion, Compensation and Property Rights in Britain, 1688-1833 », dans *Past & Present*, fasc. 210, 2011, p. 97.

¹³³ *Ibid.*, p. 96.

de propriété auraient ainsi été transformés. Il livre toutefois deux exemples du fonctionnement institutionnel anglais après 1688 censés illustrer cette transformation, et nous allons par conséquent les analyser en détail. Nous chercherons par ce biais d'une part à comprendre ce que WNF entend lorsqu'il est question de transformation des droits de propriété, juger de la pertinence d'une telle caractérisation, ainsi qu'évaluer l'exactitude des deux exemples choisis pour appuyer la thèse du livre.

Exploitation de la Salwarpe

Le premier exemple (p.198) est une affaire qui a été présentée au Parlement anglais en 1693. Selon WNF, à partir d'un acte parlementaire datant de 1662,¹³⁴ des membres de la famille Baldwyn auraient obtenu du Parlement le privilège d'exiger des droits de passage sur la rivière Salwarpe, un cours d'eau d'une trentaine de kilomètres de long dans l'ouest anglais, en échange de quoi ils investirent six mille livres afin de la rendre navigable. En 1693, un projet de loi aurait été introduit auprès du Parlement pour transférer ce privilège aux comtes de Shrewsbury et Coventry, mais à la suite des protestations des Baldwyn, qui mettaient en avant l'injustice qu'il y aurait à les déposséder de leur monopole suite à leur investissement de six mille livres dans sa navigabilité, le projet de loi aurait été rejeté. Cette affaire est censée illustrer la fin d'une ère extractive, au sein de laquelle « *the Stuarts had frequently infringed on property rights* » (p. 192), et donc la fin des expropriations arbitraires qui auraient été un frein important à tout projet d'investissement à long terme avant la Glorieuse Révolution.

WNF n'a toutefois pas fourni certaines informations pourtant cruciales présentes au sein de l'article qui sert de source à ces informations. En effet, le projet de loi a d'abord été accepté par la Chambre des Communes, qui avait pourtant pris connaissance des protestations émises par les Baldwyn ; ce n'est que les délibérations de la Chambre des Lords qui ont rejeté le transfert des privilèges d'exploitation de la Salwarpe.¹³⁵ Afin de nuancer notre critique, nous tenons à préciser que WNF parle systématiquement du Parlement anglais comme d'une seule entité, sans faire de distinction entre ses chambres basse et haute, et ne dépeint donc pas la Chambre des Lords comme l'incarnation de ce pouvoir extractif que le livre dénonce tant ; ces accusations sont réservées à la monarchie d'avant 1688. Pour autant, la chambre qui

¹³⁴ Les droits conférés par cet acte ont été rachetés par les Baldwyn à son propriétaire originel de 1662, et ils ont effectivement été à l'origine des aménagements visant à rendre le cours d'eau navigable. Voir : WILLIAN Thomas S., « The River Navigation and Trade of the Severn Valley, 1600-1750 », dans *The Economic History Review*, vol. 8, fasc. 1, 1937, p. 71.

¹³⁵ BOGART Dan, « Did the Glorious Revolution contribute to the transport revolution? Evidence from investment in roads and rivers », dans *The Economic History Review*, vol. 64, fasc. 4, 2011, p. 1086.

représentait la petite noblesse (dont faisaient partie les Baldwyn), ainsi que les intérêts bourgeois (de plus en plus urbains) et commerciaux rejeta la plaidoirie en faveur des droits de propriété, ce qui n'est pas tout à fait en accord avec le message véhiculé par WNF.¹³⁶

En l'occurrence, une compréhension quelque peu différente de l'affaire peut être proposée. L'article sourcé par WNF suggère qu'il n'allait pas de soi que les privilèges accordés avant 1688 eurent été respectés ; en effet, ce n'est pas typique d'un changement radical de régime, d'autant plus que des factions parlementaires opposées auraient pu saisir les opportunités politiques de nuire financièrement à leurs ennemis et au corps électoral de ceux-ci. Il s'est avéré qu'à la suite de la Glorieuse Révolution, les privilèges en ce qui concerne le cas spécifique de l'usure des voies d'eau ont globalement été respectés. Les exceptions concernaient principalement les entrepreneurs qui n'avaient pas tenu leurs engagements d'aménagement en vue de rendre les rivières navigables, et il semblerait qu'une certaine confusion ait en effet marqué les discussions au sujet de la Salwarpe ; les recherches de Willan au sein des archives du Parlement révèlent que des suspicions avaient été relevées quant au travail effectué par les Baldwyn, dont les aménagements avaient été supposés sous-financés et précocement abandonnés. En sachant que la Salwarpe est restée sans aménagement durant toute la première moitié du XVIII^e siècle, nous pouvons supposer que ces suspicions avaient au moins des raisons de surgir (même si les Baldwyn avaient apparemment déjà investi une somme non-négligeable dans le cours d'eau en 1693). Les informations limitées disponibles aujourd'hui au sujet de l'affaire de la Salwarpe rendent difficile un jugement définitif sur les raisons qui ont d'abord poussé la chambre basse à retirer le privilège d'usure aux Baldwyn, avant que la chambre haute n'annule cette décision ; toutefois, il semblerait que le projet de loi en faveur du transfert de privilège n'ait pas été basé sur une volonté d'expropriation arbitraire, mais plutôt sur la suspicion d'inefficacité dans la gestion du projet, et que le consensus autour des droits de propriété ait été moins marqué au sein du Parlement que le sous-entend WNF. De plus, si la Chambre des Lords a effectivement choisi de ne pas créer un précédent de dépossession pour cette cause, n'est-ce pas justement une forme d'opposition à l'innovation et une promotion du statu quo inefficace mais extractif ?¹³⁷ Cette hypothèse mise à part, comme pour le cas de William Lee, WNF se base ici aussi sur un exemple trop peu sourcé pour en extraire avec autant de certitude que le

¹³⁶ POLLARD Albert F., *The Evolution of Parliament*, 2^e éd., Londres/New York, Longmans Green & Co, 1926, p. 160-164 ; NORTH Douglass C. et THOMAS Robert P., *The Rise of the Western World. A New Economic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973, p. 147.

¹³⁷ BOGART Dan, *op. cit.*, 2011, p. 1084 ; WILLIAN Thomas S., *op. cit.*, p. 71-72.

font les auteurs les intentions des acteurs qui prennent part dans le récit, d'autant plus que la protection du droit de propriété n'a dans ce cas-ci pas été respectée par la Chambre des Communes.

Gestion des terres privées

Le second exemple proposé par WNF fait référence à la gestion étatique des propriétés terrestres privées. WNF explique ainsi que nombre de ces propriétés étaient soumises à de strictes réglementations qui restreignaient tant leur vente ou leur location, mais aussi la nature des activités pour lesquelles elles pouvaient être utilisées. Des centaines d'actes du Parlement, résultant de pétitions de particuliers qui souhaitaient une simplification et une libéralisation des droits de propriété, auraient transformé ces restrictions après 1688 (p. 198-199).

Cette affirmation mérite d'être nuancée, car le lien de causalité entre 1688 et ces réformes n'est pas démontré pour tous les historiens. En considérant la quantité d'actes parlementaires visant à réformer les droits de propriété entre 1700 et 1830, nous constatons qu'une augmentation drastique a lieu aux alentours de 1760, donc aux débuts communément admis de la Révolution industrielle, et elle surpasse largement en nombre les législations adoptées à ce sujet dans les quelques années à la suite de 1688. Cette augmentation concerne tout particulièrement la privatisation des *enclosures* et des infrastructures publiques. Les « *Estate Acts* », qui ont dérégulé la question des « *settled estates* » (propriétés transmises avec des conditions parfois fort strictes de vente, transformation et utilisation), ont été émis de manière relativement stable sur l'entièreté de cette période de 130 ans, mais en 1826, 674 volumes de législation et jurisprudence au sujet des « *settled estates* » devaient toujours être pris en compte dans le cadre de la gestion de telles propriétés. Il est également intéressant de noter que ces réformes touchaient une large portion de la population anglaise, et non les seules élites. Face à ces données, les interprétations divergent. Tandis que Hodgson doute du fait que la Glorieuse Révolution ait été à l'origine de ces transformations, Bogart et Richardson (à l'origine de la compilation de ces données sur les actes parlementaires) y voient bien une cause proximale ; le développement des capacités législatives et des moyens administratifs d'un Parlement influencé, à la fois, par les conceptions utilitaristes des Lumières, et par la pluralité des intérêts économiques qui étaient représentés en son sein, auraient grandement facilité la tâche aux individus soucieux de libéraliser les droits de propriété. Ils sont également d'avis que l'Angleterre, par le biais de ces réformes, a gagné un avantage comparatif considérable face au reste de l'Europe avec ses régimes de propriété inflexibles, en augmentant grandement la productivité des propriétés foncières, mais que cette

transformation a été une procédure de très long terme qui s'est étendue jusqu'au XIX^e siècle. Hodgson relève que le démantèlement de ces réglementations avait d'abord rencontré une opposition autant dans les sphères affluentes que populaires de la société, avant que la dynamique ne s'inverse, et donc qu'il faudrait avant tout comprendre les raisons qui ont poussé les législateurs à exploiter extensivement le Parlement à cet effet (près de la moitié de la législation du Parlement entre 1700 et 1830 concernait au sens large les droits de propriété) ; il ne donne malheureusement pas de source pour soutenir ce propos, et nous n'avons pas trouvé d'information allant dans son sens en parcourant les travaux à ce sujet.¹³⁸

Droits de propriété : avant et après 1688-1689

Au-delà de la nature des droits de propriété, WNF semble tenir pour acquis que ces droits étaient régulièrement bafoués avant 1688 (p. 192), sans chercher à justifier cette assertion au sein du texte. En revanche, les notes du livre renvoient (sans grande précision) à quelques travaux qui servent de base aux idées des auteurs au sujet de ces droits.

L'un d'entre eux (et le plus influent) est un livre de Douglass North et Robert Thomas.¹³⁹ North et Thomas y défendent une idée très chère à WNF : un système légal qui combat efficacement les activités réduisant la motivation à innover et produire (par exemple le vol, les confiscations étatiques arbitraires ou une taxation élevée) est la clé de la croissance économique. Comme dans WNF, ils considèrent que c'est l'ascendant pris par le Parlement sur la monarchie qui en aurait été à l'origine en Angleterre, tandis que le pays n'avait fondamentalement rien de prometteur en matière économique avant le XVII^e siècle. Cependant, en ce qui concerne la gestion arbitraire des droits de propriété dans le cas anglais, les auteurs ne dénoncent principalement que les brevets achetés auprès de la Couronne, que nous avons déjà abordés.¹⁴⁰

Un autre travail intéressant mobilisé par WNF est un article de Douglas North et Barry Weingast,¹⁴¹ qui a également eu un retentissement important ; le fond de l'argumentaire y reste très similaire au livre que North a coécrit avec Thomas, mais cette fois-ci le cas de

¹³⁸ BOGART Dan et RICHARDSON Gary, « Property Rights and Parliament in Industrializing Britain », dans *The Journal of Law & Economics*, vol. 54, fasc. 2, 2011, p. 245-250, 270-271 ; BOGART Dan et RICHARDSON Gary, « Making property productive : reorganizing rights to real and equitable estates in Britain, 1660–1830 », dans *European Review of Economic History*, vol. 13, fasc. 1, 2009, p. 5, 27-28 ; HODGSON Geoffrey M., « 1688 and all that: property rights, the Glorious Revolution and the rise of British capitalism », *op. cit.*, p. 87-90.

¹³⁹ NORTH Douglass C. et THOMAS Robert P., *op. cit.*, 1973.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 16-18, 146-156. Pour situer le travail précité dans son contexte historiographique, voir : BARBOT Michela, *op. cit.*, p. 82-83.

¹⁴¹ NORTH Douglass C. et WEINGAST Barry R., « Constitutions and Commitment: The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth-Century England », dans *The Journal of Economic History*, vol. 49, fasc. 4, 1989, p. 803-832.

l'Angleterre après 1688 est réellement au centre de la démonstration. Comme atteintes à la propriété perpétrées par la monarchie avant la révolution et tout particulièrement par Jacques I^{er} et Charles I^{er}, les auteurs relèvent encore une fois la constitution de monopoles sous couvert de brevets récompensant l'innovation, mais aussi la pratique visant à exiger des prêts financiers auprès des créanciers, ce qui ne nécessitait pas l'accord du Parlement ; toutefois, la Couronne ne respectait fréquemment pas les termes du remboursement, par exemple en délayant longuement l'exécution de ce dernier. Par ailleurs, ils expliquent que la Couronne vendait des titres de pairie et de noblesse (diluant ainsi le pouvoir détenu par les pairs préexistants et leur influence au sein de la Chambre des Lords), et mobilisait le privilège de l'approvisionnement (« *purveyance* ») pour réquisitionner des biens, ne les compensant que bien en deçà de leur valeur marchande. Finalement, de simples confiscations avaient aussi lieu ; malheureusement, l'exemple fourni (une confiscation de 130 mille livres de dépôts privés en 1640) se base sur un travail qui ne cite pas de source pour cette information. En l'occurrence, il semblerait qu'il s'agisse plutôt d'un autre prêt forcé, tout du moins sur le papier.¹⁴²

Remarquons que lorsqu'il s'agit de ces cas d'études concrets, North revient à une compréhension des institutions assez proche de celle qui apparaît dans WNF.¹⁴³ Les droits de propriété, ainsi que les moyens de contrôle sur le pouvoir politique, deviennent les éléments les plus importants dans la formation du destin anglais. Par ailleurs, pour des études consacrées à des cas historiques concrets, elles manquent cruellement de preuves empiriques pour soutenir leurs affirmations radicales. Un ou deux exemples de comportement monarchique extractif peuvent certes servir d'illustration, mais difficilement de démonstration.

WNF cite également un livre de Brenner, et même s'il décrit d'importants changements institutionnels en Angleterre, il examine surtout la première moitié du XVII^e siècle et la manière dont la classe marchande londonienne de l'époque évoluait et interagissait avec le pouvoir royal et parlementaire. 1688-1689 ne constitue pas une période pivot dans son œuvre,

¹⁴² *Ibid.*, p. 809-812. La saisie de 130.000 livres par Charles I^{er} à laquelle font référence North et Weingast est rapportée par : HILL Christopher, *The Century of Revolution. 1603-1617*, 2^e éd., Londres/New York, Routledge, 1980, p. 103. Davantage de détails au sujet de cet épisode sont présentés et sourcés dans : GREGG Pauline, *King Charles I*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2001, p. 312-313.

¹⁴³ Un article qui n'a par ailleurs pas été publié offre des détails intéressants sur les points de vue de Robinson, puisqu'il semblerait même qu'il conçoit les changements institutionnels dans le cas anglais comme étant moins concrets que la forme qu'ils prennent dans les écrits de North. Voir : PINCUS Steven C. A. et ROBINSON James A., « What really happened during the Glorious Revolution ? », https://www.nber.org/system/files/working_papers/w17206/w17206.pdf (consulté le 6 août 2023).

et ne soutient donc pas particulièrement les arguments centraux de WNF, tout du moins dans l'établissement de ses priorités chronologiques.¹⁴⁴

Dans un article que Robinson a co-écrit avec Pincus, sur lequel s'appuie également WNF, les auteurs admettent que leur approche se situe en marge du consensus au sujet des transformations institutionnelles en 1688-1689 (y compris en ce qui concerne les droits de propriété), ce que WNF ne nous dit cependant pas.¹⁴⁵ Les réflexions de Hoppit peuvent fournir une illustration du point de vue qui s'oppose à celui de Robinson et Acemoglu. Tandis que WNF considère que l'amélioration de la sécurité des droits de propriété a conduit à une révolution dans le domaine des transports en Angleterre, Hoppit souligne les conséquences néfastes que les projets d'infrastructures de transport adoubés par le Parlement avaient pour les populations locales. La construction de nouvelles routes, l'aménagement de cours d'eau (tels que la Salwarpe) et la construction de canaux, quels que soient leurs bénéfices économiques, pouvaient rarement être considérés comme tenant les droits de propriété en préoccupation première, et les droits des particuliers qui n'étaient pas investis dans le projet (mais dont les terres étaient concernées) étaient globalement ignorés. La généralisation des chemins de fer, au début du XIX^e siècle, a aussi été accompagnée d'une dynamique peu conservatrice en ce qui concerne la propriété, puisque le Parlement avait attribué une autorisation pour les compagnies à contraindre des particuliers à la vente de leurs terres, quand celles-ci se trouvaient sur un chemin propice à la liaison ferroviaire.¹⁴⁶

D'autres objections des historiens qui ont critiqué le NHI et les travaux de North, Thomas et Weingast au sujet des droits de propriété semblent toutefois, par moments, manquer l'idée centrale que ces derniers tentent de véhiculer. Par exemple, Hodgson fait remarquer que malgré tout, les pratiques des rois anglais n'étaient pas particulièrement arbitraires et extractives lorsqu'on les compare à celles d'autres souverains européens, et ce au moins depuis l'influence du Code de Justinien sur le système légal anglais aux XII^e et XIII^e siècles. Cependant, c'est uniquement la situation après 1688 qui devrait servir de point de comparaison, afin de déterminer l'influence que la transformation des droits de propriété a pu avoir sur le développement économique anglais en particulier.¹⁴⁷

¹⁴⁴ Brenner ne mentionne 1688 que dans sa conclusion, en guise d'épilogue, avec certes une lecture qui rejoint WNF. Voir : BRENNER Robert, *Merchants and Revolution. Commercial Change, Political Conflict, and London's Overseas Traders, 1550-1653*, 2^e éd., Londres/New York, Verso, 2003, p. 709-714.

¹⁴⁵ PINCUS Steven C. A. et ROBINSON James A., *op. cit.*.

¹⁴⁶ HOPPIT Julian, « Compulsion, Compensation and Property Rights in Britain, 1688-1833 », *op. cit.*, p. 99-101.

¹⁴⁷ HODGSON Geoffrey M., « 1688 and all that: property rights, the Glorious Revolution and the rise of British capitalism », *op. cit.*, p. 85-86.

Malgré les limites de certaines critiques, les informations que nous fournit WNF (ou celles vers lesquelles le livre nous renvoie) ne sont pas suffisantes pour trancher au sujet du caractère radical de la transformation des droits de propriété spécifiquement après 1688.

Autres changements institutionnels après 1688-1689

Robinson et Acemoglu tiennent pour acquis que le *Bill of Rights* de 1689 a représenté un revirement majeur pour les institutions politiques anglaises, non seulement par le biais de droits de propriété robustes, mais également en entérinant l'ascendant du Parlement sur le monarque (p. 191) et faisant avancer l'Angleterre d'un pas plus que significatif vers des institutions inclusives. Ce n'est, toutefois, pas une observation partagée par l'ensemble des historiens. Ogilvie et Carus considèrent important de préciser que le Parlement avait déjà bien avant 1689 un contrôle important sur les prérogatives du monarque, et la grande majorité des pouvoirs qui lui ont été conférés par le *Bill of Rights* faisaient déjà partie de son arsenal. L'obligation d'avoir le consentement du Parlement pour la levée de nouvelles taxes date par exemple de l'époque médiévale.¹⁴⁸

North et Weingast, sur les travaux desquels repose l'argumentaire de WNF, exposent les guerres menées par la monarchie anglaise comme une source déterminante de son endettement, et de son recours conséquent aux pratiques extractives pour renflouer les caisses.¹⁴⁹ Toutefois, selon Brewer et les recherches de Julian Hoppit qu'il a mobilisées, presque toutes les crises économiques britanniques du XVIII^e siècle ont été liées aux pratiques de la machinerie militaro-fiscale du gouvernement, et ce malgré leur apparente hétérogénéité.¹⁵⁰ Cependant, par opposition aux défauts de paiement fréquents sous régime monarchique, le Parlement était soucieux de faire respecter les termes des emprunts publics et de s'assurer la confiance des crédetes.¹⁵¹ En 1672, Charles II faisait encore défaut en suspendant le remboursement des dettes sous lesquelles croulaient ses finances ; mais après 1688, ce type de pratique avait complètement disparu en Angleterre. En effet, les bons du

¹⁴⁸ OGILVIE Sheilagh et CARUS André W., « Institutions and Economic Growth in Historical Perspective », dans AGHION Philippe et DURLAUF Steven N., *Handbook of Economic Growth*, vol. 2, Amsterdam (e. a.), North Holland, 2014, p. 426-427. Rappelons que Robinson, dans un article non-publié, promeut une compréhension moins concrète du changement institutionnel en 1688-1689. Voir : PINCUS Steven C. A. et ROBINSON James A., *op. cit.*.

¹⁴⁹ NORTH Douglass C. et WEINGAST Barry R., *op. cit.*, p. 809.

¹⁵⁰ Ces crises ont toutefois généralement exercé une faible influence sur l'économie nationale, encore trop peu intégrée pour être entraînée par les difficultés de la haute finance londonienne. Voir : BREWER John, *The Sinews of Power. War, Money and the English State, 1688-1783*, Cambridge, Harvard University Press, 1988, p. 156-157.

¹⁵¹ HOPPIT Julian, « Financial Crises in Eighteenth-Century England », dans *The Economic History Review*, vol. 39, fasc. 1, 1986, p. 42-43.

trésor public sont à terme devenus un investissement sûr présentant un faible taux d'intérêt, et étaient même prisés par investisseurs étrangers.¹⁵² Si les fréquentes crises liées aux finances publiques britanniques ont certainement exercé une influence négative sur le développement économique national, ce dernier a tout de même pris des proportions grandioses malgré elles. La confiance des créanciers envers l'Etat a mis du temps à pleinement se développer, et le système de crédit a été à plusieurs reprises suspecté d'être susceptible de conduire à un défaut, notamment lorsque les guerres que le Royaume-Uni menait ne semblaient pas aller en son sens. Mais dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, après des décennies de croissance de confiance, la sévérité des crises du crédit public a été grandement diminuée.¹⁵³

Ogilvie et Carus offrent une autre hypothèse intéressante concernant les changements institutionnels en Angleterre après 1688, et qui a trait à l'assertion parfois avancée selon laquelle le Parlement a conduit une politique économique particulièrement libérale et inclusive. Selon eux, les politiques économiquement contraignantes (même quand elles étaient adoptées) étaient surtout peu efficaces pour cause d'une faible centralisation bureaucratique de l'Etat, qui empêchait de faire respecter de manière stricte la législation issue de Londres. North et Weingast soulignent d'ailleurs que la guerre civile au milieu du XVII^e siècle a détruit les germes de centralisation qui avaient été développés par la monarchie, et par conséquent, les 50 années précédant 1688 auraient été marquées par une notable absence d'application effective des politiques fiscales et économiques centrales. L'absence de politique économique contraignante ne serait donc pas un phénomène issu des changements institutionnels de 1688-1689.¹⁵⁴ Par conséquent, ce relatif manque d'interventionnisme du Parlement serait plutôt le résultat d'une bureaucratie inefficace, plutôt que d'un pouvoir politique inclusif.

Il en ressort principalement que le Parlement a au moins eu l'avantage d'être très soucieux du remboursement de ses dettes, ce qui à terme a renforcé la confiance des crédateurs. Il s'agit certes en soi d'un indicateur important d'inclusivité ; pour les autres, des recherches additionnelles seraient nécessaires, avec sans doute des fouilles dans les sources d'archives fiscales et législatives de l'époque.

¹⁵² FERGUSON Niall, *The Ascent of Money. Financial History of the World*, New York, Penguin Press, 2008, p.75-76.

¹⁵³ A la place, les crises du crédit privé, issues d'un système de crédit bancaire de plus en plus décentralisé, ont considérablement gagné en importance. Voir : HOPPIT Julian, « Financial Crises in Eighteenth-Century England », *op. cit.*, p. 56-58.

¹⁵⁴ OGILVIE Sheilagh et CARUS André W *op. cit.*, p. 425 ; NORTH Douglass C. et WEINGAST Barry R., *op. cit.*, p. 818.

Changement institutionnel et révolution industrielle

Au-delà du fait de choisir la meilleure désignation pour les réformes menées en Angleterre après 1688, il nous est bien sûr intéressant de déterminer si ces réformes ont, d'une manière ou d'une autre, conduit au succès économique anglais, notamment à travers sa Révolution industrielle. Nous étant déjà suffisamment familiarisés avec les arguments de WNF, nous examinerons surtout dans cette partie les critiques et alternatives à leur théorie.

Critique de la thèse institutionnaliste

WNF considère que les droits de propriété étaient si bien respectés après 1688 (p. 198) qu'ils ont, presque à eux seuls, conduit à une révolution industrielle ; cette analyse ne fait pas consensus. Selon Julian Hoppit, les droits de propriété se seraient même considérablement dégradés avec le gain de pouvoir et la régularité de réunion du Parlement, et la croissance des actes régulant la propriété (dont nous avons traité précédemment) illustrerait avant tout des pratiques extractives, souvent même des confiscations, servant en général des intérêts privés sous couvert peu convainquant d'œuvrer pour le bien commun. En étudiant l'analyse faite par Bogart et Richardson, il apparaît que les nouvelles législations autour des droits de propriété étaient surtout là pour « flexibiliser » un statu quo législatif décrit comme trop contraignant, et même si ces transformations pourraient avoir eu des conséquences économiques positives, elles n'en seraient pas moins peu symbiotiques avec l'assertion de WNF selon laquelle les droits de propriété auraient été mieux sécurisés (p. 198). Soutenir qu'il s'agisse en l'occurrence d'un problème sémantique est compliqué, car sécurisation et libéralisation ont souvent des implications pratiques complètement antagonistes.¹⁵⁵

Hoppit prête également attention à un aspect fondamental des droits de propriété en Angleterre : la perception de ces droits par la population. Cette perception devrait nous intéresser plus encore que les droits eux-mêmes, puisque c'est bien elle qui est censée guider les potentiels entrepreneurs et investisseurs si l'on se fie à WNF et aux « néo-institutionnalistes », mais c'est un aspect qui est malheureusement absent de leur travail.¹⁵⁶

Ogilvie et Carus ont critiqué la thèse (avancée tant par North et Weingast qu'Acemoglu et Robinson) selon laquelle les parlements possédant un fort pouvoir politique, comme celui du Royaume-Uni au cours du XVIII^e siècle, favorisent la bonne santé économique de leur pays.

¹⁵⁵ HOPPIT Julian, « Compulsion, Compensation and Property Rights in Britain, 1688-1833 », *op. cit.*, p. 93-95, 99 ; BOGART Dan et RICHARDSON Gary, « Property Rights and Parliament in Industrializing Britain *op. cit.*, p. 269-270.

¹⁵⁶ HOPPIT Julian, « Compulsion, Compensation and Property Rights in Britain, 1688-1833 », *op. cit.*, p. 99.

Ils citent notamment le cas de la Pologne au cours des Temps Modernes, où le Parlement constitué des riches propriétaires terriens promouvait des politiques qui n'avantageaient pas le développement économique ; un autre exemple de parlement très influent, essentiellement constitué par les élites marchandes de la cité, avait siégé dans l'Etat de Württemberg du XV^e au XIX^e siècle, et pourtant son intervention dans l'économie était avant tout caractérisée par l'établissement constant de monopoles légaux pour différentes guildes et compagnies, de sorte que malgré cette relative inclusivité politique, l'industrialisation a atteint le Württemberg bien en retard, même par rapport aux autres Etats allemands. La Prusse, au régime particulièrement autoritaire, a d'ailleurs aboli le servage et les guildes bien avant le Württemberg, et a profité de davantage de croissance et urbanisation entre 1750 et 1900 ; WNF soutient qu'une bonne croissance est possible dans un régime extractif seulement pour un temps limité, mais 150 ans de performance économique supérieure ne peuvent certainement pas être aussi simplement rejetés, et ce contre-exemple est donc à prendre en considération. La situation aux Pays-Bas est également citée pour mettre à mal North et Weingast. Alors que ses institutions sont restées relativement inchangées entre 1581 et 1795, avec un puissant parlement composé principalement des élites marchandes, son économie est passée de grandement performante à stagnante vers la fin du XVII^e siècle.¹⁵⁷

Ce qui nous intéresse particulièrement dans cette étude est l'une des pistes fournies par Ogilvie et Carus pour expliquer ces dynamiques, qui met en exergue l'importance des différentes configurations que peut prendre l'assemblée représentative au sein du parlement. A plusieurs reprises, dans les régimes suscités, les intérêts des élites terriennes ou commerciales convergeaient, et elles mettaient ainsi en place des politiques qui les favorisaient elles aux dépens de la santé économique globale du pays au long terme. Ces situations tendent à montrer que la représentation d'une vraie pluralité des intérêts n'a rien d'organique à la formation d'un parlement constitué par la fraction la plus affluente du pays. Même pour le cas du Royaume-Uni, l'influence économique des politiques colonialistes et mercantilistes promues par le Parlement fait débat et n'a pas constitué, selon certains historiens, une source efficace d'enrichissement au-delà d'une maigre élite ; les *Corn Laws*, qui taxaient lourdement les importations de grain entre 1815 et 1846, sont l'exemple le plus fréquemment mobilisé du protectionnisme favorisant avant tout les grands propriétaires

¹⁵⁷ OGILVIE Sheilagh et CARUS André W., *op. cit.*, p. 418-423.

terriens qui faisaient valoir leurs propres intérêts au Parlement, sans que ceux-ci ne favorisent ni la croissance globale de l'économie nationale, ni la qualité de vie de la majorité du pays.¹⁵⁸

Alternative culturelle

McCloskey considère quant à elle qu'offrir une explication basée sur les incitations économiques (« *incentives* ») à un évènement aussi dramatiquement particulier que la révolution industrielle est insensé. Selon elle, si là résidait la principale cause du « *Great Enrichment* » qu'a connu le monde occidental à partir des XVIII-XIX^e siècles, il aurait dû y avoir des signes précurseurs dans l'ensemble de l'histoire humaine, durant laquelle les motivations à innover et à entreprendre ont grandement varié (et, selon elle, les droits de propriété dans les sociétés non-occidentales ont souvent été mieux sécurisés qu'en Europe). Mais il n'en serait rien ; une augmentation aussi drastique des capacités de production est parfaitement inégalée. De plus, les institutions n'auraient selon elle pas changé de manière dramatique entre, par exemple, 1630 et 1830 en Angleterre, si ce n'est par un transfert de pouvoir d'un roi corrompu à un Parlement corrompu. L'auteure suggère railleusement qu'une étologie culturelle est à préférer¹⁵⁹ :

In any case it won't suffice, as the World Bank nowadays recommends, to add institutions and stir. You can set up British-like courts of law, and even provide the barristers with wigs, but if the judges are venal and the barrister have no professional pride and if the public disdains them, then the introduction of such an institution will fail to improve the rule of law.

Acemoglu et Robinson répondraient sans doute quant à eux que les institutions extractives marquent les sociétés de manière durable et résiliente, ce pour quoi des cours de justice implantées ex nihilo dans un pays extractif ne pourraient, dès le départ, être aussi fonctionnelles que les cours du Royaume-Uni.

L'article de McCloskey n'est d'ailleurs pas resté sans réponse, mais c'est Greif qui lui a consacré une réplique dans le même journal. Elle nous est cependant apparue comme reposant bien trop sur des arguments aux racines sémantiques, et met avant tout en évidence les incompréhensions trop répandues entre chercheurs pour cause d'une mobilisation

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 423-424. Une récente étude des effets de l'abolition des Corn Laws estime que son effet direct a été une augmentation du niveau de vie de 90% de la population, proportionnelle aux pertes subies par les grands propriétaires terriens qui ont vu la rente de leurs terres diminuer de manière importante. Voir : IRWIN Douglas A. et CHEPELIEV Maksym G., « The Economic Consequences of Sir Robert Peel: A Quantitative Assessment of the Repeal of the Corn Laws », dans *The Economic Journal*, vol. 131, fasc. 640, 2021, p. 3335-3337.

¹⁵⁹ MCCLOSKEY Deirdre, *op. cit.*, p. 1-27.

divergente du vocabulaire pertinent. Comme nous l'avons vu dans le chapitre consacré aux définitions des institutions, Greif propose une définition alternative aux « institutions-règles », et considère ainsi que McCloskey ignore ce pan de l'institutionnalisme dans son argumentation. Pour reprendre ses propres termes¹⁶⁰ :

*[...] Professor McCloskey relies on the definition of institutions she rejects
in evaluating the role of institutions in the Industrial Revolution.*

Landes, dont nous avons parlé précédemment, a bien entendu également discuté des origines de la Révolution industrielle. En ce qui concerne les raisons pour lesquelles l'Angleterre a eu quelques coups d'avance sur le reste de l'Europe, il ne rejette pas les facteurs institutionnels (au sens de WNF) comme le fait McCloskey, et comme le fait également WNF pour les facteurs culturels, mais démontre au contraire qu'une approche qui réconcilie les deux est tout à fait conceptualisable. La société idéale du point de vue de la croissance économique doit selon lui être en mesure de garantir un certain nombre de droits aux particuliers, comme les droits de propriété et la liberté d'entreprise ; le gouvernement ne peut être exclusivement extractif, et doit donc éviter tous les travers associés à ce type de configuration (favoritisme oligarchique, ignorance des soucis de la population, ...). Il considère toutefois que les spécificités de l'Angleterre ne peuvent s'arrêter à un rapprochement de cette maquette institutionnelle modèle. D'une part, ce pays a aussi été l'un des premiers dont les habitants ont développé un sens poussé d'individualisme, et sont en pratique devenus bien plus des citoyens que des sujets de la Couronne ; l'esprit de corps a également émergé pour former les prémisses d'une identité nationale, mais elle se cristallisait avant tout dans la comparaison avec les pays étrangers, perçus comme moins riches et moins libres. D'autre part, ce nationalisme naissant n'a pas entraîné de politique discriminatoire suffisante pour nuire au développement économique (et a même dirigé certaines minorités vers les activités marchandes), justement par sa mise en avant de la liberté, tandis que le reste de l'Europe était en proie aux expulsions de marchands et artisans sur base religieuse. La culture et les mentalités auraient donc également participé à former un environnement favorable au renouveau économique, et par conséquent à la Révolution industrielle. Mais Landes ne présente aucune de ses explications comme une panacée. Au contraire, il incite à prendre en compte une multitude de facteurs, dont certains ont selon lui été longtemps négligés. Parmi eux, il cite même l'amour des Anglais pour les montres et horloges ; il a, selon lui, précipité

¹⁶⁰ GREIF Avner et MOKYR Joel, « Institutions and economic history: a critique of professor McCloskey », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 12, fasc. 1, 2015, p. 33.

le développement d'une culture de l'optimisation et du gain de temps, allant de pair avec l'entrepreneuriat.¹⁶¹

Une telle compréhension est bien sûr très complexe, et difficilement synthétisable, mais c'est peut-être spécifiquement pour cette raison qu'elle se rapproche le plus de la réalité pour un phénomène aussi multiforme que la Révolution industrielle, à défaut de réussir à servir de modèle aisément mobilisable, comme le fait la réduction de tous les facteurs de la croissance aux influences fondamentales des institutions.

¹⁶¹ LANDES David S., *op. cit.*, p. 217-225. Il nous semble utile de préciser que les vues de Landes au sujet de la tolérance anglaise méritent d'être nuancées, car même en ignorant les querelles entre confessions chrétiennes, l'antisémitisme était commun en Angleterre au moins jusqu'au XVII^e siècle, bien qu'un changement notable d'attitude ait eu lieu autour de cette période. Voir : RABB Theodore K., « The Stirrings of the 1590s and the Return of the Jews to England », dans *Transactions & Miscellanies (Jewish Historical Society of England)*, vol. 26, 1974-1978, p. 26-33.

Chapitre 4. Régimes extractifs : défaut d'innovation et instabilité en Union Soviétique et dans l'Empire romain

La longue liste de régimes extractifs que mentionne WNF ne pourrait être étudiée en détail, et nous avons par conséquent dû faire un choix. Aucun Etat extractif ne prend autant de place dans le livre que l'Angleterre le fait parmi les régimes inclusifs ; nous avons ainsi décidé d'étudier deux cas, ceux de l'URSS et l'Empire romain, qui ont tous deux une place dominante dans leurs chapitres respectifs (chap. 5 et 6), et donc dans l'argumentation des auteurs. Ces deux régimes ont été, selon WNF, caractérisés par un cruel manque d'innovation technologique, quoi que pour des raisons quelque peu différentes ; nous essaierons de déterminer, pour l'un comme pour l'autre, si WNF vise juste au sujet des causes et de l'ampleur de ce retard innovatif. Leur caractère extractif aurait également causé, ou tout du moins précipité le désagrègement de leurs empires ; nous commenterons dans les deux cas cette évaluation.

Le choix de ces deux Etats a également l'avantage de nous permettre d'analyser autant la pertinence des arguments que la précision historique de WNF pour des périodes historiques diversifiées. Par exemple, la critique et l'interprétation des sources antiques peut souvent s'avérer difficile même pour des historiens de formation, et nous pourrions ainsi constater la manière dont WNF mobilise les sources de l'époque romaine. C'est principalement pour cette raison que nous avons préféré parler de l'Empire romain en second lieu ; il n'y a pour ainsi dire pas de mobilisation de source par WNF dont la critique soit réellement intéressante dans le cas de l'Union Soviétique, mais c'est bel et bien le cas pour Rome, avec des sources dont l'interprétation est compliquée à établir, et nous pourrions ainsi poursuivre nos analyses de ces sources en achevant le chapitre par une courte mais importante discussion sur la gestion de l'incertitude dans la communication scientifique. Nous débiterons donc avec l'URSS, dans le cas de laquelle les informations sont généralement abondantes et plus facilement vérifiables, mais c'est justement pour cause de leur abondance que leur tri et leur synthèse s'avèrent fréquemment difficiles, et nous tenterons d'évaluer la manière dont WNF se prête à l'exercice.

Innovation technologique en Union Soviétique

Selon WNF, la chute de la croissance soviétique est une conséquence directe de l'impossibilité d'une croissance durable avec des institutions extractives (p. 120). Ces institutions extractives étaient en grande partie la continuité de celles du régime impérial, car soumises à une mainmise oligarchique. Bien qu'inspirés par Marx, les bolchéviques n'ont certainement pas créé un Etat égalitaire, et ont au contraire remplacé l'élite précédente par le Parti, tout aussi oligarchique que ce qui l'a précédé (p. 389, 402). L'économie soviétique n'a pas non plus suivi la trajectoire de libéralisation qui a eu lieu, par exemple, en Corée du Sud pendant la période d'après-guerre, et en conséquence a sensiblement ralenti dans les années 1980, pour s'effondrer durant la décennie suivante (p. 93).

Pour questionner l'analyse promue par WNF, nous allons tenter de répondre à plusieurs questions au sein de cette partie. Tout d'abord, l'innovation technologique soviétique a-t-elle réellement été peu remarquable ? Était-ce dû à des facteurs institutionnels intrinsèques, ou peut-être plutôt à une gestion centrale sous-optimale ? Ensuite, la configuration institutionnelle a-t-elle été aux racines du déclin économique, et éventuellement politique, de l'Etat soviétique ?

L'innovation technologique était-elle en retard ?

Selon WNF, la croissance entre les années 1930 et 1970 illustre que croître est possible dans une économie dirigée et non-inclusive, mais pendant une durée limitée, et sans grande innovation technologique (p. 48). Cette croissance est possible dans des conditions où il y a un grand retard de développement à rattraper (p. 440). A propos de la période allant du premier plan quinquennal de 1928 aux années 1970, WNF dit :

Political and economic institutions were highly extractive, and markets were heavily constrained. Nevertheless, the Soviet Union was able to achieve rapid economic growth because it could use the power of the state to move resources from agriculture, where they were very inefficiently used, into industry. (p. 92)

Les observateurs contemporains au régime relevaient effectivement l'importance qu'a eu la grande disponibilité de main d'œuvre pour la croissance de l'économie soviétique au cours des années 1960 et 1970, et considéraient nécessairement que cette source de dynamisme n'était pas sans limites. Le transfert de travailleurs du secteur agricole à celui de l'industrie

n'est d'ailleurs pas l'unique source de cet atout, comme le sous-entend WNF ; en effet, l'addition des femmes à la force de travail a également joué un rôle déterminant.¹⁶²

Ainsi, la croissance en URSS est comparée par Acemoglu et Robinson aux plantations sucrières des Caraïbes ; même si l'industrialisation est forcée, et qu'elle résulte en une distribution inefficace des ressources, elle permet tout de même de débloquent un certain potentiel de développement pour un pays qui était très majoritairement agricole jusqu'en 1928 (p. 126-127). Toutefois, s'il est possible de forcer la population à effectuer un travail rébarbatif, ce n'est pas une option lorsqu'il s'agit d'innovation. Ainsi, de terribles répressions ont touché les personnes jugées comme évitant le travail, avec 36 millions ayant été désignés coupables entre 1940 et 1955, dont 250.000 ont été abattus (p. 131), sans effet positif sur la configuration peu innovante de l'économie soviétique.

La seule exception de ce manque innovant citée par WNF est l'industrie militaire, bien entendu fortement liée à celle de l'aérospatial. Mais les auteurs jugent que dans ce cas, ce n'est que grâce à de très conséquentes perfusions de fonds que l'URSS put devancer, à plusieurs reprises, les progrès effectués à l'Ouest (p. 94, 128), et que ce fut donc au prix d'une stagnation dans la plupart des autres secteurs de son industrie nationale.

Il y a toutefois des raisons de nuancer les affirmations de WNF, en gardant bien entendu à l'esprit que l'URSS n'ayant pas débuté avec le même niveau de développement que le monde occidental, ce sont plutôt les évolutions que les valeurs absolues qui nous intéressent. Tout d'abord, la recherche fondamentale en URSS dans le domaine des sciences exactes et naturelles est demeurée compétitive à l'international après la Seconde Guerre mondiale, et un réel retard n'a commencé à se faire sentir qu'avec les développements de l'informatique dans les années 1970 et 1980, que l'URSS n'a pas réussi à suivre.¹⁶³

Les sciences appliquées n'étaient pas non plus aussi pauvres en innovation que le suggère WNF. Cooper, spécialiste de l'économie russe et soviétique, écrit en 1986 que le problème de l'URSS n'est pas tant une incompatibilité fondamentale de l'économie planifiée avec l'innovation. Il considère en effet que même durant les années 1980, plusieurs secteurs de l'économie y gardaient un statut de pionnier à l'international au niveau de la recherche et du développement, et ce malgré des projections occidentales qui ne leur prédisaient pas une telle

¹⁶² COOPER Julian, « Scientific and technical change in the USSR », dans *Futures*, vol. 11, fasc. 6, 1979, p. 474.

¹⁶³ A l'exception notable des sciences du vivant, négativement marquées par Lyssenko et son influence au sein de l'Académie des Sciences. Voir : CHAN Chi Ling, « Fallen Behind: Science, Technology, and Soviet Statism », dans *Intersect*, vol. 8, fasc. 3, 2015, <https://ojs.stanford.edu/ojs/index.php/intersect/article/view/691/659> (consulté le 6 juillet 2023).

avance ; contrairement à ce qu'affirme WNF, ces secteurs ne se limitaient d'ailleurs pas à la défense et à l'aérospatial, mais concernaient aussi des industries plus intimement liées à la consommation ordinaire des citoyens, comme l'industrie du transport lourd naval et automobile, de l'énergie nucléaire (l'article est pourtant publié seulement 6 mois après la catastrophe de Tchernobyl), ou encore de la distribution électrique. Une hiérarchie de priorité a en effet été développée dès les années 1930, pour concentrer les meilleures ressources (matérielles et humaines) dans les secteurs considérés comme vitaux au développement de l'économie et à la survie du régime, à savoir le transport, l'énergie, et l'armement. Cooper ne considère pas que l'innovation dans ce système était particulièrement difficile, mais plutôt qu'elle était inhabituellement inégale suivant le secteur, alors que les moyens investis dans la recherche étaient généralement plus répartis dans d'autres pays. En conséquence, beaucoup d'industries avaient un retard parfois ubuesque sur leurs contreparties étrangères, mais cette situation résultait principalement d'une décision délibérée dans la distribution de ressources, qui dans leur ensemble étaient plus limitées qu'à l'Ouest.¹⁶⁴

D'autres chercheurs mettent cependant en évidence des facteurs structurels qui gênaient l'innovation dans un grand nombre d'industries. Richman estimait par exemple que le coût de la réparation d'un appareil désuet dépassait parfois de plusieurs ordres de grandeur le coût de remplacement par un appareil plus moderne (il va même jusqu'à dire que cela peut atteindre 20 fois le prix d'un remplacement), mais la première option demeurait, dans de nombreux cas, préférée par les responsables d'entreprises¹⁶⁵ ; nous reviendrons sur les causes possibles de ce type de prise de décision dans la sous-partie qui suit.

Les secteurs les plus stratégiques ne partageaient pas la tendance à la timidité et l'aversion du risque commun à une part importante des entreprises en URSS ; au contraire, ces secteurs étaient profondément marqués par l'idéologie soviétique, qui chérissait les projets à l'envergure titanesque et paraissant impossibles à réaliser. Les ingénieurs soviétiques ont, pendant plusieurs décennies, songé à détourner de leurs cours des fleuves déversant des dizaines de milliers de m³ par seconde dans l'Arctique, pour alimenter en eau l'Asie centrale. Un projet de creusement d'un canal par des bombes à fusion nucléaire en est même parvenu jusqu'à la première explosion (avant d'être abandonné, notamment par souci environnemental). Le fait que ces projets n'aient pas abouti est d'autant plus révélateur de

¹⁶⁴ COOPER Julian, « Technology in the Soviet Union », dans *Current History*, vol. 85, fasc. 513, 1986, p. 317-320 ; COOPER Julian, « Scientific and technical change in the USSR », *op. cit.*, p. 479.

¹⁶⁵ RICHMAN Barry M., « Innovation Problems in Soviet Industry », dans *Management International*, vol. 3, fasc. 6, 1963, p. 75.

l'absence de peur de prendre de grands risques prometteurs pour certaines causes grandioses. Le contraste de ces expérimentations ampoulées avec les industries qui tentent par-dessus d'éviter toute nouveauté en devient presque comique, et illustre d'une autre manière la grande hétérogénéité dans l'approche à l'innovation en URSS : très limitée pour l'industrie ordinaire, mais résolument déliée pour certains grands programmes d'importance nationale.¹⁶⁶

Quels facteurs ont influé sur l'innovation technologique ?

Les retards, certes inégaux, en ce qui concerne l'innovation soviétique, peuvent être expliqués par une multitude de facteurs. Ceux-ci rejoignent, complètent, ou offrent une alternative aux explications apportées par WNF.

Des spécificités du système soviétique, indépendantes de son caractère extractif ou non, pouvaient gêner le progrès technologique. Parmi elles, l'incapacité du système à se débarrasser des outils obsolescents, qui stimulaient une industrie de la réparation ayant pris des proportions trop conséquentes ; c'est en partie dû au fait que comme nous l'avons mentionné auparavant, la distribution de l'équipement neuf et de bonne qualité suivant les industries est très hétérogène. Additionnellement, de nombreux secteurs industriels favorisés par la distribution des ressources étaient fortement isolés du reste des chaînes de production (possédant même parfois leurs propres structures de raffinement des matières premières), et paradoxalement, le système de planification centralisée était fréquemment un obstacle à la diffusion des progrès technologiques entre différents secteurs. Globalement, Cooper ne considère pas que le mode de fonctionnement de l'URSS est incompatible avec l'innovation, mais qu'il s'agit plutôt d'un problème d'accès aux ressources et d'une gestion inadéquate.¹⁶⁷

Plus problématique encore, les nombreux instituts chargés de travailler à des fins d'innovation étaient très peu coordonnés, aussi paradoxal que cela puisse être pour une économie planifiée et centralisée. Khrouchtchev lui-même releva le problème dans le journal du parti *Pravda* en 1962, en disant globalement que chacun d'entre eux réinvente la roue. Richman relevait en 1963 que selon les témoignages recueillis, ce problème touchait plus encore les secteurs d'outillage industriel que ceux des biens de consommation.¹⁶⁸

¹⁶⁶ CHAN Chi Ling, *op. cit.* ; МИХАИЛОВ Виктор Никитович, *Мирные ядерные взрывы СССР* [Explosions nucléaires pacifiques de l'URSS], t. I, Sarov, VNIIEF, 1997, p. 165-174.

¹⁶⁷ COOPER Julian, « Technology in the Soviet Union », *op. cit.*, p. 318-319, 342. Il serait intéressant de voir si l'analyse de Cooper prendrait aujourd'hui une autre forme ; toutefois, après la chute de l'URSS, ses travaux ont été dédiés aux dépenses militaires russes, sans grandes réflexions historiques au sujet du progrès technologique soviétique. Voir : « Emeritus Professor Julian Cooper », <https://www.birmingham.ac.uk/staff/profiles/gov/cooper-julian.aspx> (consulté le 5 juillet 2023).

¹⁶⁸ RICHMAN Barry M., *op. cit.*, p. 67-70.

Les quotas de production, censés servir de motivation économique avec des bonus mensuels à la clé, avaient eux aussi plusieurs désavantages. WNF examine en détail cette question (p. 129-131). Le livre explique qu'ils décourageaient l'innovation, les ressources y étant investies ne pouvant l'être dans la production pour atteindre un quota fréquemment restreint à une courte période, par exemple mensuelle. De plus, le dépassement d'un quota menait généralement à son augmentation pour le mois suivant, ce qui décourageait bien évidemment à la dépasser, et encore moins de manière importante. Finalement, les quotas devaient être quantifiés, et il y avait souvent des moyens de s'en rapprocher en trichant sur les nombres (faire des objets inutilement plus lourds s'ils sont comptés par tonnes, par exemple).

Ce type de quota, vu son inefficacité, aurait été remplacé dans les années 1940, d'abord par des bonus en fonction des profits, ce qui ne fonctionnait pas non plus très bien vu que les prix étaient décidés centralement, puis par des « bonus d'innovation ». Ces bonus d'innovation avaient déjà été proposés en 1918, mais ils ont été alignés sur la productivité économique de l'innovation à partir de 1956 ; malgré tout, cette productivité étant elle-même déterminée par des prix fixés centralement, elle n'était pas non plus une motivation efficace.

WNF trouve du soutien auprès de Richman, qui considérait que le problème des quotas était une obstruction évidente à la volonté des responsables de sacrifier une partie de la production à court terme pour ne serait-ce qu'organiser une transition de la chaîne de production vers la manufacture d'un produit plus moderne. C'est d'ailleurs aussi l'une des raisons pour lesquelles, selon lui, les outils sur ces chaînes sont généralement réparés et non remplacés, puisque même si faible, le risque qu'un nouvel appareil perturbe sensiblement la production à court terme ne vaut tout simplement pas pour le responsable la chandelle (ou plutôt son absence) associée à un gain de productivité sur le long terme. Il suggérait par conséquent qu'il pourrait s'avérer bénéfique pour le Politburo de développer un système de récompense basé sur des résultats à long terme, plutôt que sur la réalisation de quotas mensuels, mais il admet que la planification d'un tel système est particulièrement complexe dans une économie dirigée.¹⁶⁹

D'autres sources de gêne, non moins handicapantes, ont également obstrué l'enthousiasme des responsables. C'est notamment le cas des difficultés à convaincre la bureaucratie supérieure de l'utilité que des améliorations peuvent avoir lorsque celles-ci augmentent le coût de production, puisqu'elles doivent alors nécessairement impliquer une relecture du

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 67-75.

budget alloué à l'entreprise. Cette relecture est d'autant plus improbable que les prix des biens sont fixés pour de longues périodes, et ne seraient pas revus immédiatement si le produit est amélioré.¹⁷⁰

Finalement, l'innovation a également été limitée par une propension grandissante à chercher à importer et copier les inventions occidentales. Chi Ling Chan expose l'ampleur de ce problème dans le domaine de l'informatique. L'URSS a pendant un moment produit des ordinateurs qui parvenaient à peu près à rivaliser avec les grands producteurs américains, mais les pressions de la direction militaire, qui n'admettait pas qu'un retard de technologie informatique puisse limiter la puissance soviétique, ont conduit les Soviétiques à se détourner de leur industrie nationale pour se doter en machines IBM. Se servir de ces imports pour développer sa propre technologie marche un temps, mais avec les progrès exponentiels réalisés par les ingénieurs américains, l'ingénierie inverse était de plus en plus compliquée. Les retards soviétiques s'accumulaient, tandis que leur industrie périssait, jusqu'à atteindre une dépendance presque totale vis-à-vis de la technologie américaine dans les années 1980 pour les circuits intégrés.¹⁷¹

Quant à l'important investissement de ressources dans le complexe militaro-industriel, il ne semble pas avoir résulté en un ruissellement significatif de l'innovation vers le domaine civil. En effet, le ministère de la Défense, qui était responsable des progrès dans la technologie militaire, ne prenait en règle générale pas l'initiative de déclassifier ses innovations, par peur d'une fuite de l'information vers l'Ouest. Les moyens attribués à la recherche militaire étaient effectivement faramineux, ce qui participait à créer les grandes inégalités dans les dynamiques d'innovation par secteur que nous avons mentionnés précédemment.¹⁷²

Plusieurs freins à l'innovation que mettent en évidence les chercheurs ont, de fait, d'importantes facettes institutionnelles. Les dynamiques de productivité, de renouvellement et de réparation au sein des usines semblent en effet être sensiblement affectées par la configuration économique non-compétitive. Les réorganisations successives du système de quotas n'y ont pas apporté de solution définitive ; on pourrait supposer que la direction économique du pays était chroniquement incompétente, mais il paraît plus raisonnable de postuler que la configuration institutionnelle n'aidait sans doute pas à trouver une alternative adéquate aux motivations du marché.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 70-74.

¹⁷¹ CHAN Chi Ling, *op. cit.*

¹⁷² *Ibid.*

Il y a cependant des éléments suggérant qu'une meilleure coordination entre différents secteurs et leurs avancements technologiques aurait grandement aidé le progrès soviétique ; l'isolation de l'industrie militaire et de ses moyens n'était pas inévitable (tout comme sa dépendance croissante à l'innovation étrangère), et son association à l'industrie civile aurait potentiellement résulté en un gain net pour le régime. Il s'agit bien entendu d'une question complexe qui dépasse le cadre économique et nécessite une discussion stratégique et militaire approfondie pour en déterminer adéquatement les coûts et bénéfices.

Institutions et déclin économique de l'URSS, 1970-1990

WNF mentionne à plusieurs reprises le déclin et l'éventuel effondrement de l'économie soviétique (p. 124, 126, 132), et les associe étroitement au défaut innovatif. Dans cette section, nous souhaitons examiner la pertinence de ces assertions ; d'abord pour le cas du progressif ralentissement de la croissance entre les années 1970 et 1988, relativement complexe et incertain, puis en ce qui concerne les causes de l'effondrement économique à l'aube de l'effondrement politique, qui nous paraissent être les plus facilement nuancables.

Le retard innovatif a-t-il causé un ralentissement économique ?

Comme pour de nombreux événements économiques complexes, d'autant plus lorsqu'ils sont aussi étendus dans le temps que le ralentissement de la croissance soviétique, les causes profondes du déclin économique soviétique sont toujours sujettes à controverses. Il y a de bonnes raisons de croire que cette incertitude perdurera dans un avenir proche ; les causes de la Grande Dépression américaine suscitent également toujours des discussions dynamiques dans le milieu académique, et le caractère cryptique de la documentation soviétique ne rendra sans doute pas cette question plus facile à élucider.¹⁷³

Nous ne pourrions, dans cette brève section, donner tort ou raison à WNF. Nous pouvons toutefois constater que le livre s'inscrit avec cette analyse dans la tradition qui est dominante en économie orthodoxe. Le retard innovatif est tenu pour acquis et intrinsèque au système planifié soviétique, et ses conséquences en découlent naturellement à travers le concept de productivité globale des facteurs (PGF). Dans son cadre conceptuel, la croissance économique dépend de facteurs extensifs, comme le capital, la main d'œuvre, la terre, etc., et de facteurs intensifs, qui désignent au sens large l'innovation technologique. La PGF est le rapport entre la production de biens et services et les facteurs extensifs investis dans cette

¹⁷³ KOTZ David M. et WEIR Fred, *Revolution From Above. The Demise of the Soviet System*, Londres/New York, Routledge, 1997, p. 47-48.

production. Lorsque les facteurs intensifs sont à la traîne, la PGF diminue automatiquement. Cette approche concorde tout à fait avec celle que prend WNF, en considérant que l'URSS s'est butée à ses limites de développement en l'absence d'un changement important dans les moyens d'innovation du régime.¹⁷⁴

Ce schéma analytique ne fait cependant pas tout à fait consensus, et certains auteurs y relèvent des lacunes. En comparant l'évolution de l'investissement et de la PGF en URSS et au Japon, Allen observe des anormalités en les comparant aux prévisions économétriques. Selon lui, l'explication réside non dans un problème de défaut technologique, mais dans une mauvaise gestion du Politburo. Il reprend l'idée selon laquelle les rénovations du matériel ancien, plutôt que l'investissement dans de nouvelles constructions, auraient fini par sensiblement baisser la PGF soviétique. Malgré le cliché de gigantisme associé à l'URSS, leurs usines métallurgiques ne réalisaient par exemple plus les mêmes économies d'échelle que les nouvelles usines japonaises dans les années 1970-1980, qui avaient été construites en fonction des progrès permettant d'agrandir les usines et de les rendre plus performantes. Ces remarques d'Allen mettent essentiellement en lumière le fait que les difficultés rencontrées par les Soviétiques n'étaient pas nécessairement intrinsèques à leur système, comme le suggèrent WNF et la théorie dominante sur l'effondrement de l'URSS, mais qu'une meilleure gestion planifiée aurait au contraire pu être un bon moyen d'adapter leur économie avec prévoyance ; en effet, il n'aborde pas réellement les questions de gestion à petite échelle, qui sont probablement plus résilientes au changement dans un système planifié, mais la grande politique centralisée, qui aurait manqué le coche de l'adaptation économique durant le dernier quart de siècle.¹⁷⁵

WNF aborde ce type d'argumentaire en insistant sur le fait que les plans développés par Gosplan n'ont presque jamais été respectés. Gosplan évitait en fait de prendre des décisions autant que possible, pour ne pas malencontreusement en prendre une mauvaise et causer sa propre perte ; l'organisme se contentait de servir de source d'information sur l'Etat de l'économie soviétique pour Staline (p. 128-129). Cette réplique est toutefois limitée dans la portée qu'elle peut avoir à elle seule, puisque WNF décrit principalement l'état extractif de

¹⁷⁴ РОПОВ Владимир, « Почему снижались темпы роста советской экономики в брежневский период? [Pourquoi la cadence de croissance de l'économie soviétique a-t-elle baissé durant l'ère Brejnev ?] », dans *Неприкосновенный запас*, vol. 52, fasc. 2, 2007, p. 64-76 ; « Multifactor productivity », *U. S. Bureau of Labor Statistics*, <https://www.bls.gov/mfp/> (consulté le 5 décembre 2021).

¹⁷⁵ ALLEN Robert C., « The rise and decline of the Soviet economy », dans *The Canadian Journal of Economics*, vol. 34, fasc. 4, 2001, p. 872-878.

l'URSS durant sa période stalinienne, mais en extrapole le déclin de l'économie entre les années 1970 et 1980.

Malgré tout, le point de vue d'Allen reste marginal, et nonobstant la qualité de ses arguments, il serait difficile d'en déduire que WNF se trompe complètement sur la question du manque innovatif et de ses conséquences pour l'URSS.

Le retard innovatif a-t-il causé l'effondrement économique ?

Malgré la présence de bonnes raisons de considérer que les difficultés d'innovation ont gêné le progrès économique soviétique sur le long terme, la situation est un peu différente pour l'effondrement économique en fin des années 1980. Attribuer une influence trop importante à ce facteur équivaut à ignorer la pléthore de complications politiques qui préparaient le désagrègement de l'Union durant les quelques années précédant sa chute, et qui n'ont pas manqué d'impacter l'économie de nombreuses manières différentes, mais particulièrement percutantes.

Ainsi, les problèmes stochastiques et structurels de l'économie ont été aggravés par de nouveaux troubles, dont la présence n'était pas étonnante pour un régime poussant son rôle d'agonie. L'un d'entre eux était l'accroissement d'importantes tensions commerciales entre les républiques, résultant en premier lieu de tensions politiques ; plusieurs républiques commençaient à refuser le commerce au prix d'Etat, comme il avait été effectué durant des décennies, provoquant de sérieux ébranlements dans les chaînes d'approvisionnement. Une libéralisation partielle de l'économie, débutée en 1988, a également pu participer à la formation d'une spirale inflationniste, aggravant l'état du marché de nombreux biens de consommation.¹⁷⁶

Une autre source de difficultés économiques rencontrée par l'URSS peu avant sa chute est liée à la performance du secteur pétrolier. En effet, le régime avait œuvré afin de garder le prix du pétrole artificiellement bas au sein de l'Union au cours des années 1980, afin de subventionner en quelque sorte les nombreux secteurs industriels qui en dépendaient. Mais une grave pénurie a affecté les champs pétroliers russes à partir de 1988-1989, même si elle avait déjà été préfacée par un ralentissement constant de la production au cours des années précédentes, et la politique tarifaire menée jusqu'alors est devenue intenable vu que la production ne pouvait tout simplement plus suivre la consommation. En outre, l'URSS

¹⁷⁶ SCHLEIFER Andrei et VISHNY Robert W., « Reversing the Soviet Economic Collapse », dans *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1991, fasc. 2, 1991, p. 341-344, 356-357.

exportait aussi son pétrole à tarifs préférentiels pour les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle, et l'impossibilité de poursuivre ces échanges a donc sensiblement affaibli l'influence exercée sur ses satellites. Une mauvaise gestion des puits ou un retard technologique ont pu jouer un certain rôle dans cette baisse des produits d'extraction, mais tout porte à croire que le problème principal était tout simplement les limites naturelles des puits, tandis que d'autres réserves plus jeunes étaient trop excentrées et difficiles d'accès. Toutes les économies au cours du XX^e siècle dépendaient étroitement de la disponibilité du pétrole, qu'elles furent planifiées ou mercantiles, et toutes ont dû s'adapter (généralement non sans difficulté) aux changements de disponibilité de la denrée. Mais en URSS, la dépendance à la production pétrolière domestique et le maintien d'un prix artificiellement bas a empêché le développement progressif de toute adaptation, aggravant ainsi la sévérité du choc économique lorsque la pénurie n'était plus compensable. Il pourrait s'agir, en quelque sorte, d'un *resource curse* aux conséquences délayées, mais dramatiques. Reynolds parle même pour cet épisode de troisième grande crise pétrolière, puisqu'elle aurait été selon lui la principale cause proximale de la chute de l'Union Soviétique. Une analyse économétrique plus récente, que Kolodziej a menée avec l'aide de Reynolds, est venue appuyer l'hypothèse de ce lien causal. Précisons que cette approche n'exclut pas l'innovation et son absence comme facteurs du déclin économique soviétique, mais elle met en évidence qu'elle ne peut expliquer à elle seule un tel effondrement.¹⁷⁷

Pour Allen, le problème pétrolier a en réalité mis en évidence des problèmes importants dans la gestion économique soviétique, qui aurait donc également précipité une crise aigüe et non seulement une diminution latente de la PGF. Visant à tout prix l'autosuffisance énergétique, l'URSS s'est placée dans une situation très compliquée lorsque les puits méridionaux commencèrent à s'assécher, en investissant massivement dans l'aménagement de champs pour les réserves sibériennes. Malgré une augmentation de 242% des fonds investis dans l'exploitation pétrolière entre 1975 et 1985, la production globale du pays continuait de chuter, au moins partiellement pour cause du grand éloignement de ces nouvelles réserves de la plupart des centres urbains et du cruel manque d'infrastructures sur place. Allen suggère également, contrairement à ce que laissait entendre Reynolds, qu'une économie planifiée peut tout à fait s'adapter à l'avance à une chute anticipée de la disponibilité du pétrole, par

¹⁷⁷ REYNOLDS Douglas B., « Soviet economic decline: did an oil crisis cause the transition in the Soviet Union? », dans *The Journal of Energy and Development*, vol. 24, fasc. 1, 1998, p. 65-82 ; REYNOLDS Douglas B. et KOLODZIEJ Marek, « Former Soviet Union oil production and GDP decline: Granger causality and the multi-cycle Hubbert curve », dans *Energy Economics*, vol. 30, fasc. 2, 2008, p. 287-289.

exemple avec un plan central de sauvegarde énergétique, une initiative qui a été prise par de nombreux pays de l'OCDE lorsqu'ils ont traversé leurs propres chocs pétroliers. Le Japon, pauvre en ressources naturelles, a misé dès le départ sur l'import de ressources énergétiques et leur raffinement domestique, ce qui revenait à un prix parfaitement abordable.¹⁷⁸ Le problème pétrolier et sa gestion maladroite nous semblent donc être, en plus d'autres facteurs politiques mentionnés précédemment, particulièrement important pour appréhender la chute abrupte de l'économie soviétique, et WNF fait selon nous une simplification imprudente en associant tous les maux de l'Union aux problèmes structurels de son économie planifiée.

Le manque innovatif et le déclin économique ont-ils causé l'effondrement politique ?

En guise d'épilogue pour cette discussion au sujet de l'URSS : qu'en est-il du lien entre échec économique et échec politique ? Même si cela n'est pas explicitement affirmé au sein du texte, WNF semble lier le ralentissement de la croissance soviétique avec la fin politique du régime. Les auteurs parlent en effet d' « effondrement » pour la croissance au début des années 1990, en sous-entendant que ce n'est que la continuité naturelle du ralentissement économique des années 1980, issue des carences innovatives inhérentes à l'économie planifiée (p. 93, 132). Ailleurs dans le livre, l'échec du système économique est très régulièrement associé à l'échec du système politique (l'inverse étant également vrai), et le titre du livre en témoigne. Par conséquent, le lecteur est également amené à faire ce parallèle pour l'URSS, et ce n'est pas une théorie marginale : la stagnation économique est effectivement classiquement considérée comme étant à l'origine de la fatale crise politique par la plupart des historiens et économistes orthodoxes.¹⁷⁹ Cette idée semble même transparaître du travail d'Allen, pourtant quelque peu en marge de ces économistes.

S'agit-il d'un leurre ? Après tout, une attention trop focalisée sur les aspects économiques peut rapidement prendre la forme d'œillères structuralistes ; les dynamiques sociales sont souvent trop complexes pour y être réduites. L'URSS a traversé des pénuries bien plus importantes que celle qui a marqué le début des années 1990 ; pourtant, à chaque reprise, le régime n'en est ressorti que plus fort, sans aucun réel risque d'effondrement politique. Selon Aron, il faut dans ce cas-ci chercher du côté des idées et des idéaux, notamment promus par le dernier Secrétaire général Gorbatchev. Déçu par ce qu'il percevait être un régime amoral, il entreprit des politiques visant à libéraliser non seulement l'économie, mais aussi la parole,

¹⁷⁸ ALLEN Robert C., *op. cit.*, p. 873-881.

¹⁷⁹ REYNOLDS Douglas B., *op. cit.*, p. 65-67.

ainsi qu'un certain nombre de droits individuels et ethnico-populaires.¹⁸⁰ Par ces démarches, il entraîna la déliquescence du respect autrefois inébranlable que suscitait l'autorité de Moscou, sans quoi aucune forme de ralentissement économique ou de pénurie pétrolière n'aurait pu sérieusement mettre en danger l'intégrité de l'Etat. Paradoxalement, WNF sous-entend aussi une lecture similaire à un autre endroit du texte (p. 132). Gardons simplement à l'esprit que l'économie n'est pas une science holistique, et que d'autres facteurs exercent des influences déterminantes sur le destin des Etats.

Inclusivité et stabilité politique dans le monde antique

Stabilité de la République romaine et de l'Empire romain

Tout comme pour l'URSS, nous souhaitons ici faire une digression en nous écartant de l'histoire économique à proprement parler, pour nous intéresser à la manière dont Acemoglu et Robinson répondent à la question posée dans le titre du livre « *Why Nations Fail* » dans le cas de Rome et de sa chute qu'ils percevaient comme étant inévitable. En parlant conjointement de l'Empire romain et de la civilisation maya, WNF affirme :

[...] fighting to control the all-powerful state is always latent, and it will periodically intensify and bring the undoing of these regimes [...] One implication of this is that even if a society under extractive institutions initially achieves some degree of state centralization, it will not last. (p. 95)

Plus spécifiquement au sujet de l'Empire romain, les auteurs établissent un lien de causalité direct entre changement institutionnel et déclin de l'Etat :

It was this transition from republic to principate, and later naked empire, that laid the seeds of the decline of Rome. (p. 164)

Est-ce raisonnable, pour le monde antique, de considérer que le caractère despotique des différents régimes est une cause fondamentale de leur instabilité ? Malheureusement, WNF ne donne pas d'exemple d'un Etat antique qui serait un modèle d'inclusivité selon ses critères, et dont la stabilité et la pérennité auraient ainsi dû être mieux assurées. Au mieux, nous savons que WNF décrit la République romaine comme relativement pluraliste – ce qui aurait participé à forger son succès (p. 159) – et en tout cas plus inclusive que l'Empire qui lui a

¹⁸⁰ ARON Leon, « The "Mystery" of the Soviet Collapse », dans *Journal of Democracy*, vol. 17, fasc. 2, 2006, p. 21-35.

succédé (p. 179) ; peut-on par la même occasion considérer ce régime comme ayant été politiquement stable ? De nombreux éléments historiques permettent d'en douter.

En effet, les décennies qui ont précédé l'avènement du régime impérial n'ont pas été caractérisées par un climat particulièrement paisible. Au contraire, des ébranlements multiformes troublaient l'ordre interne de l'Etat dans une succession qui aurait pu sembler sans fin. La rébellion des alliés italiens de Rome entre 91 et 88 av. J.-C., vraisemblablement motivée par un mécontentement vis-à-vis de la politique d'octroi de la citoyenneté romaine (et bien entendu des privilèges l'accompagnant), a été suivie de près par la première marche du général Sylla sur Rome en 88 après un autre désaccord au sujet des lois sur la citoyenneté. Elle-même a promptement ouvert la voie à une guerre civile à plusieurs phases, dont Sylla ne sort vainqueur qu'en 82. La guerre de Spartacus a commencé en 73, avant même que la guerre sertorienne, révolte partie d'Espagne peu après la mort de Sylla, ne s'acheva. Plusieurs tentatives de coup d'Etat sont ensuite venues ponctuer la période qui sépare ces événements de la guerre civile enclenchée par Jules César en 49 ; un semblant de stabilité n'est alors retrouvé qu'après 30 av. J.-C., lorsqu'Octave défait décisivement Marc Antoine et Cléopâtre, et ce après 14 ans de combat acharné pour le pouvoir. Strauss estime qu'en plus de toutes les batailles qu'il a dû mener, Octave a également fait tuer près de 100 sénateurs durant cette période, ce qui illustre l'instabilité plus que consécutive du système politique interne.¹⁸¹

Ce tableau est loin d'être idyllique, mais rappelons que WNF n'érige pas la République romaine en exemple d'inclusivité et de stabilité, et dénonce même par moments ses dérives oligarchiques (p. 162-163). Par conséquent, tout ce qui précède ne discrédite pas en soi la théorie selon laquelle la transition vers l'Empire a été une fatale aggravation des tares républicaines. Ce qui est en revanche plus problématique, c'est que WNF ne mentionne pas le fait que l'Empire romain est classiquement décrit comme ayant été à l'origine d'une *Pax Romana*, qui a débuté quelque part entre le règne d'Auguste et celui de Commode (dépendamment d'à quel point on décide d'accepter les écarts à la « paix »), et a duré jusqu'à celui de Marc Aurèle. On pourrait croire qu'il s'agisse d'un mythe perpétué pour mieux

¹⁸¹ Le détail de la suite d'événements qui ont précédé la guerre civile de César peut être retrouvé dans la plupart des synthèses politiques au sujet de l'histoire de la République romaine. Voir notamment : ROSENSTEIN Nathan et MORSTEIN-MARX Robert (éds.), *A Companion to the Roman Republic*, Oxford, Blackwell, 2006, p. 177-210. Pour la venue au pouvoir d'Octave, voir : STRAUSS Barry, *The War That Made the Roman Empire. Antony, Cleopatra, and Octavian at Actium*, New York, Simon & Schuster, 2022, p. 273-290.

mettre en contraste les difficultés rencontrées par l'Empire à partir du III^e siècle,¹⁸² mais Goldsworthy estime que cette période mérite effectivement d'être qualifiée d'inhabituellement paisible et prospère, surtout pour le monde antique.¹⁸³ Malgré des nuances qu'il n'hésite pas à mettre en évidence dans son livre, car Rome a bien entendu avant tout bâti son Empire sur l'agression, son avis sur le rôle pacificateur de Rome est clair¹⁸⁴ :

[...] large parts of the empire experienced no major military activity, let alone open warfare for long periods of time. [...] It is important to remember just how rare this has been in recorded history, most of all in the areas controlled by Rome. At no other period since then has Western Europe, North Africa or the Near East experienced a single century without major conflict, and usually it has been a good deal more common than this.

Outre la paix, l'Empire a également réussi à sécuriser des possessions territoriales particulièrement excentrées, et ce de manière relativement durable. La Bretagne romaine, par exemple, est devenue une province de l'Empire au cours du I^{er} siècle ap. J.-C., et n'a quitté son giron qu'au début du V^e siècle.¹⁸⁵ De manière générale, l'étendue maximale des possessions territoriales de Rome a été atteinte sous le règne de Trajan, en 117 ap. J.-C. (p. 164), près d'un siècle et demi après l'avènement du régime impérial, qui aurait selon WNF été à la source du déclin de Rome. Dans l'histoire européenne, la longévité d'un Etat aussi imposant que l'Empire romain est pour ainsi dire exceptionnelle.

La théorie présentée par WNF, selon laquelle les régimes extractifs favorisent les luttes intestines et mènent inexorablement à l'écroulement du régime, est fondamentalement intéressante, et cette sous-partie n'a pas pour vocation à la discréditer dans son entièreté. Seulement, son application à la comparaison entre la République et l'Empire romain n'est pas nécessairement des plus pertinentes. Les configurations institutionnelles de ces régimes ont très bien pu influencer leur stabilité, mais il semblerait qu'établir une dichotomie simpliste où l'Empire serait l'incarnation de l'extractivité politique et de toutes ses propriétés néfastes ne représenterait pas adéquatement la réalité.

¹⁸² En plus d'être, à l'origine, un outil de propagande associée directement à la figure de l'empereur. Voir : CORNWELL Hannah, *Pax and the Politics of Peace. Republic to Principate*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 195.

¹⁸³ GOLDSWORTHY Adrian, *Pax Romana. War, Peace and Conquest in the Roman World*, New Haven, Yale University Press, 2016, p. 10-15.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 20.

¹⁸⁵ SALWAY Peter, *Roman Britain. A very short introduction*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 97-100.

Stabilité des sociétés antiques « inclusives »

Outre le cas romain, y aurait-il d'autres Etats antiques qui pourraient soutenir WNF dans l'approche suscitée, peut-être des sociétés antiques plus inclusives et par conséquent plus stables ? Un cas intéressant de développement démocratique, à l'époque de la République romaine, a eu lieu dans les cités phéniciennes, qui ont même potentiellement influencé l'expérience ultérieure des cités grecques. La faible quantité de documentation relative à la vie politique de ces entités nous étant parvenue rend difficile l'établissement d'un jugement définitif quant à l'inclusivité de leurs fonctionnements ; il paraît toutefois que ces cités, fondamentalement monarchiques, ont par moments été soumises à des configurations institutionnelles au sein desquelles des assemblées citoyennes exerçaient un pouvoir (ou un contrôle du pouvoir) important, et ce de manière accrue entre les V^e et IV^e siècles av. J.-C.. A l'époque du déclenchement des guerres puniques, Carthage, initialement une colonie de la cité phénicienne de Tyre, semble également avoir été gouvernée par un système électoral, et incluait la possibilité d'avoir recours à la démocratie directe en cas de désaccords irréconciliables parmi les représentants élus.¹⁸⁶

Nous n'avons pas de détails fiables quant au déroulement des élections carthaginoises, mais l'historien grec Polybe, qui a été un témoin direct de la chute définitive de Carthage (à l'issue de son siège par les Romains en 146 av. J.-C.), juge que le système politique punique avait évolué vers une démocratie directe qui le défavorisait par rapport à la République romaine et son Sénat.¹⁸⁷ WNF considère *a contrario* que c'est la relative inclusivité de la République romaine qui lui a permis de gérer un adversaire comme Carthage (p. 167), tandis que l'Empire romain a ultérieurement succombé aux vagues d'incursions barbares. Ne serait-ce pas alors intéressant de relever que l'autre grande puissance qui faisait concurrence à la République romaine dans la Méditerranée a justement décliné en se démocratisant, ou en étant quoi qu'il en soit plus démocratique que son adversaire septentrional, si l'on en croit Polybe ?¹⁸⁸

¹⁸⁶ STOCKWELL Stephen, « Before Athens: Early Popular Government in Phoenicia and Greek City-States », dans ISAKHAN Benjamin et STOCKWELL Stephen (éds.), *The Secret History of Democracy*, New York, Palgrave Macmillan, 2011, p. 35-48.

¹⁸⁷ POLYBE, *Histoires*, livre VI, sec. 51.

¹⁸⁸ Il semblerait que la comparaison des mérites des systèmes politiques de Rome d'une part et de Carthage de l'autre a occupé une grande place dans les discussions politiques romaines du II^e siècle av. J.-C., même si beaucoup de textes associés à ces débats nous sont bien évidemment perdus ; pour cette raison, nous considérons que faire confiance à Polybe au sujet de descriptions globales du système politique carthaginois n'est pas un acte de foi déraisonnable, car ce type d'informations devait certainement être un acquis commun parmi ses contemporains. Voir : FEENEY Denis, « Carthage and Rome : Introduction », dans *Classical Philology*, vol. 112, fasc. 3, 2017, p. 303.

Tout comme le sort des cités phéniciennes (qui ont d'ailleurs été incorporées dans une province romaine au cours du I^{er} siècle av. J.-C.), ou la chute de Carthage, WNF ne mentionne pas non plus l'expérience des cités grecques, et surtout d'Athènes, pourtant classiquement perçue comme étant à l'origine de la démocratie telle qu'on la conçoit. Maria Carugati souligne à quel point le cas d'Athènes est unique, non seulement par le niveau d'inclusivité politique qui y a été atteint à travers sa démocratie hautement participative,¹⁸⁹ mais également par le succès économique et politique rencontré par une cité avec un tel type de gouvernement. Toutefois, elle remarque aussi que le cas d'Athènes contredit une autre hypothèse promue dans WNF, à savoir la nécessité d'avoir un Etat fort et centralisé qui puisse imposer les normes inclusives qu'il promeut ; le livre considère même la centralisation comme un critère de l'inclusivité politique (p. 80-81).¹⁹⁰ Carugati juge au contraire que la décentralisation opérée à Athènes au cours du IV^e siècle av. J.-C. a été bénéfique pour la performance politique et économique du régime¹⁹¹ :

The story of Athens suggests that it is possible to provide basic security of person and property in the absence of strongly centralized institutions. Clear rules, shared principles, accountability, mutual monitoring, and community trust are the key ingredients of the Athenian approach to effective law enforcement.

Outre le fait que la différence de taille d'une cité comme Athènes par rapport à celle de l'Empire romain rend toute comparaison de leur systèmes politiques limitée, il y a un argument à faire valoir en ce qui concerne l'utilité de la démocratisation, et éventuellement de la décentralisation, pour la stabilité interne d'un régime. Au cours du V^e siècle av. J.-C., les Athéniens ont à deux reprises subi un renversement oligarchique, en 411 et 404, mais cette période était bien entendu marquée par un contexte extérieur extrêmement compliqué, et le deuxième épisode étant même instigué par le spartiate Lysandre peu après la défaite

¹⁸⁹ L'inclusivité du système athénien est évidemment à contraster avec les régimes qui lui étaient contemporains ; même les citoyens théoriquement considérés comme politiquement égaux n'avaient pas les mêmes moyens de partager leurs opinions politiques en fonction de leur niveau d'éducation et moyens matériels permettant de s'offrir des services oratoires tiers. Voir : OBER Josiah, *Mass and Elite in Democratic Athens. Rhetoric, Ideology, and the Power of the People*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 293-294.

¹⁹⁰ Nous pensons utile de noter que Carugati a ouvertement ancré son travail dans les cadres de la théorie du développement de North, Wallis et Weingast, et leurs perceptions sur l'importance des institutions et du contrôle politique de la violence participe donc à modeler sa rédaction. Voir : CARUGATI Maria Federica, *In Law We Trust (Each Other). Legal Institutions, Democratic Stability, and Economic Development in Classical Athens*, Université Stanford, 2014-2015 [Thèse de doctorat en Histoire], p. 29-31, 319-336.

¹⁹¹ CARUGATI Maria Federica, *op. cit.*, p. 336.

athénienne après l'achèvement de la guerre du Péloponnèse.¹⁹² Durant la première moitié du IV^e siècle av. J.-C., Athènes et son organisation décentralisée ont été caractérisées par une absence remarquable de tentatives de coup d'Etat, tandis que l'ensemble de la Grèce était soumise à des révolutions et contre-révolutions constantes,¹⁹³ ce qui semble suggérer une bonne résilience de son système politique.

Toutefois, la stabilité interne ne suffisait pas, dans l'Europe antique, pour garantir la pérennité du régime. WNF considère en effet que l'instabilité du régime impérial romain l'a progressivement privé de moyens de défense face aux « barbares », ce qui a ouvert la voie à sa chute (p. 166-167) ; la défense face aux menaces extérieures était donc également vitale. Mais malgré une bonne stabilité politique interne, Athènes s'est retrouvée lors de la seconde moitié du IV^e siècle sous le joug macédonien (une monarchie de longue date), tout comme les cités grecques aux régimes politiques instables.

Ainsi, en examinant quelques exemples d'Etats antiques pouvant être associés à une certaine inclusivité politique, nous avons constaté que la stabilité interne du régime peut effectivement être positivement affectée par son inclusivité. Cependant, ce type de gouvernance ne semble pas avoir eu un avantage particulier en ce qui concerne la compétition avec les menaces extérieures, et éventuellement le conflit et la défense face à celles-ci. Nous regrettons en tout cas l'absence de référence à ces régimes inclusifs dans WNF ; après tout, alors que des comparaisons sont présentées pour le reste des principales périodes étudiées, l'Antiquité fait exception, et le schéma argumentaire du livre basé sur le contraste entre sociétés inclusives et extractives ne tient donc pas si bien pour son étude.

Innovation technologique et destruction créatrice dans l'Empire romain

Une époque de stagnation technologique ?

L'étude de l'innovation technologique durant l'Antiquité, tout particulièrement à l'époque de l'Empire romain, a longtemps très peu intéressé tant les spécialistes de la Rome antique que ceux de l'histoire du progrès technologique. L'une des raisons principales pour ce relatif délaissement est la difficulté associée à l'étude des sources écrites et des traces archéologiques associées à ce sujet. De nombreux textes pertinents sont en effet écrits dans un grec ou latin très technique, et de surcroît ont fréquemment été hautement corrompus lors de leur chaîne de copie et transmission au cours des siècles suivants leur rédaction. Les

¹⁹² KRENTZ Paul, *The Thirty at Athens*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 1980, p. 48-49.

¹⁹³ LINTOTT Andrew, *Violence, Civil Strife and Revolution in the Classical City*, New York, Routledge, 1982, p. 178-179.

vestiges des installations technologiques sont aussi souvent déconcertants à étudier dans leur état de dégradation, surtout si l'on omet les récents progrès dans les techniques de recherche archéologique, qui ne faisaient par conséquent pas partie de l'arsenal pour la recherche archéologique durant la majorité du XX^e siècle.¹⁹⁴

Au milieu du siècle précédent, même les auteurs qui abordaient la question n'avaient généralement pas grand-chose de positif à dire à son propos. Finley, auprès duquel WNF a trouvé de l'inspiration pour les réflexions au sujet de Rome (p. 469, 471), considérait en 1965 que le Bas-Empire a effectivement été caractérisé par un immobilisme technologique généralisé, et surtout qu'aucun chercheur ne contredirait cette description. Il ne nie pas la présence de certains progrès, mais dit qu'ils étaient surtout cantonnés à l'amélioration de techniques préexistantes. Les innovations radicalement nouvelles, comme le moulin à eau ou la moissonneuse mécanique, auraient quant à elles peine à être diffusées, et ce même alors que le ralentissement des conquêtes entraînait une diminution dans l'apport de nouveaux esclaves, et donc de la force de travail humaine.¹⁹⁵

Ainsi, WNF suit ces observations, et affirme que si certains progrès limités ont eu lieu pendant la période de la République, la période de l'Empire a été marquée par une complète stagnation technologique. Le livre reprend l'exemple du moulin à eau, et rajoute que les Romains n'ont pour ainsi dire pas innové du tout dans le domaine naval (p. 170).

Seulement, il serait prudent de ne pas conclure trop vite à ce sujet, faute de quoi nous serions victimes de notre accès extrêmement limité aux sources antiques, et de l'impression de vide qu'elles ont pu créer par le passé.¹⁹⁶ Les derniers développements dans l'édition des sources sur la technologie dans le monde antique rendent possible une réévaluation des affirmations de Finley, et par extension de WNF. La plus récente édition de ces sources introduit son texte en jugeant que même si les Romains étaient avant tout meilleurs à l'adaptation et l'optimisation de techniques préexistantes ou empruntées, ils savaient également faire preuve d'innovation de manière décisive¹⁹⁷ :

¹⁹⁴ WILSON Andrew, « Machines, Power and the Ancient Economy », dans *The Journal of Roman Studies*, vol. 92, 2002, p. 1-2.

¹⁹⁵ FINLEY Moses Israel, « Technical Innovation and Economic Progress in the Ancient World », dans *The Economic History Review*, vol. 18, fasc. 1, 1965, p. 29-45.

¹⁹⁶ WILSON Andrew, *op. cit.*, p. 3.

¹⁹⁷ SHERWOOD Andrew N., NIKOLIC Milorad, HUMPHREY John W. et OLESON John P. (éds.), *Greek and Roman Technology. A Sourcebook of Translated Greek and Roman texts*, 2^e éd., Londres/New York, Routledge, 2020, p. 3.

Military innovations gave them an empire; the development and implementation of the arch, cement, and kiln-baked brick created engineering marvels that inspired subsequent cultures and that stand to this day.

Un cas régulièrement discuté et révisé par les historiens est celui de l'énergie hydraulique. Finley disait que malgré une invention qui date du I^{er} siècle av. J.-C., le moulin à eau n'a commencé à avoir un semblant d'utilité pratique qu'au cours du III^e siècle ap. J.-C., et il a fallu attendre encore 200 à 300 ans pour que son usage se généralise au sein de l'Empire.¹⁹⁸ Cette version des faits a toutefois été remise en question par Wikander dès 1984 ; les découvertes archéologiques qu'il met en évidence font en effet état d'une présence répandue de moulins à eau au sein de l'Empire déjà au II^e siècle ap. J.-C., et contredisent les déductions tirées par Finley de l'absence de sources textuelles. Cette relative absence peut notamment être expliquée par le fait que les provinces qui étaient géographiquement les plus propices à la mise en place de moulins à eau sont celles pour lesquelles peu de documentation écrite a été produite ou conservée pendant la période romaine, comme la Gaule ou l'Allemagne.¹⁹⁹ Des fouilles ultérieures et la découverte de nouvelles données épigraphiques ont permis de faire reculer encore plus la date de la diffusion de l'énergie hydraulique au I^{er} siècle ap. J.-C. (autant à l'ouest qu'à l'est de l'Empire) et son invention au III^e siècle av. J.-C.. Cette innovation a entraîné des conséquences importantes pour la productivité économique, notamment celle des mines espagnoles dont WNF met en avant le pic d'activité autour du I^{er} siècle ap. J.-C., sans bien entendu lier les pics spectaculaires de pollution à l'avènement de l'énergie hydraulique (p. 161). Si les moulins à eau ont réellement été démultipliés durant la période du Haut-Empire, ce qui semble être le cas au vu de connaissances actuelles, cela irait directement à l'encontre du raisonnement d'Acemoglu et Robinson, pour lesquels l'opposition à la destruction créatrice intrinsèque au régime extractif impérial ne permettait pas à l'une des rares inventions datant de la République de se répandre (p. 170). L'absence (pour l'instant) de preuves d'une diffusion étendue de cette technologie au sein de la République pendant deux siècles après son invention (du III^e au I^{er} siècle av. J.-C.), dans un

¹⁹⁸ FINLEY Moses Israel, « Technical Innovation and Economic Progress in the Ancient World », *op. cit.*, p. 35-36.

¹⁹⁹ Nous n'avons pas eu accès à l'article originel de Wikander, mais ses idées ont été suffisamment reprises et développées par d'autres chercheurs pour que nous puissions avoir un bon aperçu de ses principaux apports. Voir notamment : GREENE Kevin, « Perspectives on Roman technology », dans *Oxford Journal of Archeology*, vol. 9, fasc. 1, 1990, p. 214-215.

régime que WNF décrit comme plus inclusif et donc plus ouvert à la destruction créatrice que l'Empire (p. 172), ne sert pas non plus l'argumentation du livre.²⁰⁰

La nouvelle chronologie susmentionnée est aussi celle que retient Ressler pour son cours au sujet des technologies romaines ; ingénieur de formation, il s'intéresse en détail aux spécificités technologiques de leurs appareils hydrauliques, dont il relève l'ingéniosité et la pérennité²⁰¹ :

Ironically, this oldest of all power generation technologies is amazingly similar to the water turbines used in today's state-of-the-art hydroelectric power plants. Indeed, a 4th-century Roman mill at Chemtou, Tunisia—the oldest surviving vertical-shaft installation—is widely regarded as the world's first true turbine engine. This sophisticated machine is a powerful reminder that many technologies we think of as modern are actually products of ancient technology.

En ce qui concerne la technologie navale, nous avons là-encore quelques réserves quant aux assertions de WNF. Acemoglu et Robinson estiment que pratiquement aucun progrès n'a eu lieu pendant la période impériale pour la construction ou le gréement des bateaux (p. 170) ; pourtant, la construction de la coque autour d'une membrure ainsi que l'installation de voiles « latines » sont toutes deux originaires de l'époque impériale. Quant au gouvernail de poupe, le principal élément dont WNF regrette l'absence sur les bateaux romains et qui ne serait apparu qu'au bas Moyen Âge, il semblerait qu'il n'aurait pas représenté un progrès important ; la *Cambridge Ancient History* relève que plusieurs études expérimentales n'ont pas mis en évidence une quelconque supériorité par rapport aux avirons latéraux utilisés par les Romains.²⁰² La mobilisation d'un autre exemple pour le manque d'innovation navale aurait donc été plus adéquat.

Nous pourrions parler longuement d'autres innovations et avancées technologiques durant la période romaine, notamment dans le domaine de l'architecture ou de l'agriculture,²⁰³ mais

²⁰⁰ WIKANDER Örjan, « The water-mill », dans WIKANDER Örjan (éd.), *Technology and Change in History*, t. II : *Handbook of Ancient Water Technology*, Leiden, Brill, 2000, p. 394-398 ; WILSON Andrew, *op. cit.*, p. 1-2, 24-25.

²⁰¹ RESSLER Stephen, *Understanding Greek and Roman Technology. From Catapult to the Pantheon*, Chantilly, The Great Courses, 2014, p. 150, 154.

²⁰² BOWNMAN Alan K., GARNSEY Peter et RATHBONE Dominic, *The Cambridge Ancient History*, 2^e éd., t. XI : *The High Empire, A. D. 70-192*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 756-757.

²⁰³ Un court aperçu (mais bien sourcé) de ces progrès peut être retrouvé dans : GREENE Kevin, « Perspectives on Roman technology », dans *Oxford Journal of Archeology*, vol. 9, fasc. 1, 1990, p. 216.

nous nous éloignerions un peu trop de notre sujet, puisque WNF ne mentionne pas d'autres exemples dans ce cas-ci. Les développements qui précèdent suffisent à démontrer que WNF aurait certainement dû mieux justifier leur thèse d'un Empire opposé à l'innovation. Rickman fait à juste titre remarquer qu'il n'y aurait bien entendu pas lieu de parler d'une première révolution industrielle, ou quoi que ce soit de similaire, au sein de l'Empire romain. Mais l'approche opposée consistant à lui associer une stagnation complète est elle aussi, selon toute vraisemblance, inappropriée.²⁰⁴

Etude de source 1 : Vespasien et l'innovation pour les travaux publics lourds

WNF donne deux exemples (p. 171-172) pour appuyer leur thèse, selon laquelle l'opposition à la destruction créatrice a été un des principaux obstacles à l'innovation technologique durant la période de l'Empire romain.

Le premier exemple est issu d'un recueil de textes de Suétone, *De vita Caesarum*, qui présente les biographies de Jules César ainsi que des 11 premiers empereurs qui l'ont suivi. Suétone y partage l'anecdote suivante : lorsqu'un ingénieur présenta devant Vespasien une invention permettant de déplacer des colonnes de pierre plus efficacement vers le Capitole, en vue de sa rénovation, l'empereur le récompensa généreusement, sans pour autant accepter la mise en place de son idée, et lui rétorquant « permettez-moi de nourrir la plèbe ».²⁰⁵ WNF interprète cet évènement comme étant analogue au sort de William Lee et de sa machine à bas ; Suétone souhaitant éviter l'instabilité qu'aurait causé cette innovation créatrice en mettant des travailleurs au chômage, il l'empêcha de voir le jour. Cette interprétation peut nous paraître tout à fait naturelle, et c'est d'ailleurs celle qui a prévalu depuis des siècles dans les éditions des textes de Suétone.²⁰⁶

D'une part, malgré les sources lui étant disponibles au sujet des Flaviens au moment de la rédaction de son œuvre, qui présentaient cette dynastie en grande partie sous un mauvais jour, Suétone se distança des descriptions peu flatteuses et décrit Vespasien comme un empereur globalement vertueux, aux origines modestes, et soucieux du bien-être de son peuple. Il est

²⁰⁴ RICKMAN Geoffrey Edwin, compte-rendu de « Exploitation of Water-Power or Technological Stagnation? A Reappraisal of the Productive Forces in the Roman Empire » par WINKANDER Örjan, dans *The Classical Review*, vol. 36, fasc. 1, 1986, p. 177-178.

²⁰⁵ « [...] *mechanico quoque grandis columnas exigua impensa perducturum in Capitolium pollicenti praemium pro commento non mediocre optulit, operam remisit praefatus sineret se plebiculam pascere* ». Voir : SUÉTONE, *Vie de Vespasien*, sec. 18.

²⁰⁶ Les traducteurs ont d'ailleurs fréquemment déformé les paroles attribuées à Vespasien, de sorte à les faire correspondre plus intimement à leur compréhension de l'évènement. Voir : CASSON Lionel, « Unemployment, the building trade, and Suetonius, Vesp. 18 », dans *The Bulletin of the American Society of Papyrologists*, vol. 15, fasc. 1-2, 1978, p. 43-44.

donc probable que Suétone n'utilisait pas cet exemple pour moquer l'absurdité du choix de Vespasien ; au contraire, en considérant l'anecdote dans son contexte, il semble la louer, puisqu'il l'entoure de récits de divers actes de bénévolece dont Vespasien avait également fait preuve.²⁰⁷ Cela pourrait soutenir non seulement l'idée selon laquelle le pouvoir impérial était soucieux de conserver la stabilité de l'emploi, mais également que les commentateurs comme Suétone avaient intégré l'aspect positif de ce type d'opposition à l'innovation.

D'autre part, cette version du calcul de Vespasien peut être remise en cause par certains éléments fréquemment négligés. En premier lieu, le terme qu'il utilise pour décrire la plèbe (*plebiculam*) est généralement péjoratif, ou du moins condescendant, ne dénotant pas simplement la « *populace* » comme le formule WNF. Lorsqu'il est utilisé dans d'autres textes, ce n'est pas pour parler d'un ton neutre du peuple, mais plutôt d'une foule pauvre, sale, ou bête, et même s'il n'est pas nécessairement voulu comme une insulte, il semblerait hors de propos pour désigner les travailleurs salariés occupés sur le projet de construction dans le cas présent.²⁰⁸

Mais le problème essentiel, qui peut sérieusement nous amener à douter de l'interprétation de WNF, est que les hommes libres n'étaient d'usage pas employés à de tels travaux de transport et construction lourde, et ces tâches étaient de manière écrasante attribuées à des esclaves. C'est en tout cas ce qu'affirme Finley dans sa synthèse sur l'économie de l'Antiquité, et le fait le plus curieux est que WNF cite précisément ce livre (p. 471) comme base de leur analyse des institutions économiques romaines (l'autre travail cité pour ce sujet, *The Roman Bazaar* de Peter Bang, ne mentionne pas ce passage de Suétone). WNF reprend quelques pages plus loin cette idée pour, comme nous l'avons mentionné précédemment, expliquer l'absence d'innovation au sein de l'Empire,²⁰⁹ et va même jusqu'à affirmer que « *many citizens in Rome did not need to work : they lived off the handouts from the government* » (p. 172). Si tel était réellement le cas, n'est-ce pas un sérieux contre-argument à leur propre interprétation de ce passage de Suétone ?

En réalité, dans sa synthèse, Finley cite spécifiquement le passage pour souligner son aspect inhabituel. Il dit ainsi, à propos de la supposée générosité de Vespasien : « *That is charming, but the large, continuing imperial outlay for the Roman populace went for bread and circuses,*

²⁰⁷ WARDLE David, « Suetonius on Vespasian's Rise to Power Under the Julio-Claudians », dans *Acta Classica*, vol. 53, 2010, p. 101-115 ; SUÉTONE, *op. cit.*, sec. 17-19.

²⁰⁸ CASSON Lionel, *op. cit.*, p. 44.

²⁰⁹ « *In Rome the people doing the producing were slaves and, later, semi-servile coloni [...]* » (p. 172).

not for jobs ». ²¹⁰ En outre, Finley admet dans un de ses articles n'avoir jamais réussi à comprendre cette anecdote, et Casson nous apprend d'ailleurs que Finley était à sa connaissance le seul historien à avoir émis un doute au sujet de son interprétation classique. En se basant additionnellement sur les significations polysémiques de certains termes au sein du passage, comme *commento* pouvant signifier non seulement « invention » mais également « projet », Casson propose une interprétation alternative : l'ingénieur proposa à Vespasien un projet qui exigerait du travail de la part des plébéiens pauvres (dont le terme péjoratif ou diminutif *plebiculam*), en échange des distributions alimentaires en principe gratuites dont bénéficiaient de nombreux Romains. La construction initiale du Capitole a d'ailleurs été réalisée à l'aide de travail imposé aux plébéiens, à l'image du plan que théorise Casson. ²¹¹

Notons toutefois que cette conception, notamment en ce qui concerne les rôles professionnels attribués aux esclaves, ne fait pas consensus ; Temin considère par exemple que Finley, ainsi que de nombreux autres auteurs influents, sous-estiment l'ampleur du travail libre durant la période du Haut Empire, et ce y compris pour des travaux monumentaux tels que la rénovation du Capitole. De manière moins spécifique, Groen-Vallinga estime dans une synthèse très récente sur le travail dans les villes de l'Empire romain que le consensus des historiens tend aujourd'hui à dire que les esclaves et les hommes libres plébéiens avaient généralement des occupations professionnelles similaires. ²¹²

Brunt affirme quant à lui que les travailleurs libres auraient même constitué la majorité des emplois non qualifiés, tels que ceux dont il est question dans *Vie de Vespasien 18*, et semble par ailleurs s'engager dans une bataille frontale face aux arguments de Casson au sujet de l'extrait, bataille qui semble par moments prendre un ton presque personnel. Nous n'avons pas non plus trouvé la théorie proposée par Casson comme étant très convaincante, si ce n'est que parce qu'il semblerait étrange qu'un ingénieur (*mechanicus*, qui n'était pas une profession de rang particulièrement élevé comme le souligne Brunt) puisse proposer à l'empereur un plan qui dépasse largement le cadre de son métier. ²¹³ Une autre théorie, suggérée plus récemment par Bérenger, trouve un compromis qui nous paraît intéressant : elle rappelle que la restauration du Capitole suit sa destruction par les soutiens de Vitellius qui y

²¹⁰ FINLEY Moses Israel, *The Ancient Economy*, 3^e éd., Berkeley (e. a.), University of California Press, 1999, p. 75.

²¹¹ CASSON Lionel, *op. cit.*, p. 45, 48-50.

²¹² TEMIN Peter, « The Labor Market of the Early Roman Empire », dans *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 34, fasc. 4, 2004, p. 513-538 ; GROEN-VALLINGA Miriam J., *Work and Labour in the Cities of Roman Italy*, Liverpool, Liverpool University Press, 2022, p. 272.

²¹³ BRUNT Peter A., « Free Labour and Public Works at Rome », dans *The Journal of Roman Studies*, vol. 70, 1980, p. 81-100.

avaient assiégé le parti de Vespasien durant la guerre civile de l'année précédente, et qu'elle a par conséquent une valeur symbolique conséquente. Vespasien avait d'ailleurs, selon Dion Cassius, entamé la rénovation de ses propres mains ; que l'anecdote soit vraie ou non, elle met en évidence que ces travaux avaient eu une importante portée emblématique. Ainsi, Bérenger évoque la possibilité que Vespasien ait effectivement mis au travail des hommes libres, mais spécifiquement pour renouer un lien avec la plèbe après une année troublée où quatre empereurs se sont succédé à la suite de la déchéance de Néron, et non pour cause d'inquiétudes liées au taux de chômage dans la population.²¹⁴

Rappelons-nous finalement du fait que les biographies rédigées par Suétone ne devraient pas être prises au pied de la lettre. Il a généralement tendance à essentialiser les sujets de ses œuvres, et les actes qu'il attribue aux empereurs sont avant toute chose des manières d'explicitier la nature profonde qu'il leur attribue (en d'autres termes, les vices et vertus dont ils sont fondamentalement dotés). La réputation d'impartialité que la postérité lui a accordée est parfois presque caricaturale d'éloges, et il a certes tenté de donner à son texte une apparence de froide objectivité²¹⁵ ; il semble pourtant qu'il ne s'agisse de rien de plus que d'une apparence, car ses priorités ne se situaient souvent pas au niveau de l'exactitude des faits, comme l'explique Gascou dans son analyse exhaustive des qualités d'historien de Suétone²¹⁶ :

[Suétone] a parfois un goût pour le merveilleux et le romanesque qui le conduit à écarter des versions plus proches de la vérité historique, et l'abus qu'il fait de la généralisation [...] incite le lecteur à se demander fréquemment si l'auteur, lorsqu'il énonce une proposition générale, n'a pas procédé à une extrapolation abusive : et ce soupçon se trouve souvent confirmé.

Le recueil de recherches le plus récent au sujet de Suétone tend également à se méfier d'une interprétation littérale de tous les événements qu'il rapporte, tant son style est essentiel à la compréhension profonde de son corpus.²¹⁷ La portée poétique et symbolique de son œuvre a

²¹⁴ BÉRENGER Agnès, « Le statut de l'invention dans la Rome impériale : entre méfiance et valorisation », dans CORCY Marie-Sophie, DOUYÈRE-DEMEULENAERE Christiane et HILAIRE-PÉREZ Liliane (éds.), *Les archives de l'invention. Ecrits, objets et images de l'activité inventive*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2006, p. 513-518.

²¹⁵ GASCOU Jacques, *Suétone historien*, Rome, Ecole française de Rome, 1984, p. 430-436, 675-676, 685-688.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 347-349.

²¹⁷ POWER Tristan, *Collected Papers on Suetonius*, New York, Routledge, 2021, p. ix-x, 242.

longtemps été sous-estimée ; pourtant, elle a comme conséquence que « *Suetonius' details for history are at times deceptively fictional and untrustworthy* ». ²¹⁸

A ce sujet, nous souhaitons partager la manière dont Bérenger illustre habilement, spécifiquement en ce qui concerne la réception des innovations par les Romains, le rapport de méfiance qu'il serait préférable de maintenir avec ce type de source antique, qui en dit parfois plus sur l'auteur du texte que sur son sujet ²¹⁹ :

[...] les sources romaines se font l'écho du peu de considération que la société romaine apporte aux inventeurs contemporains, qui sont présentés comme des techniciens qui tentent de monnayer leur découverte auprès de l'empereur. Quant à celui-ci, sa réaction, souvent hostile, s'expliquerait par la volonté de préserver les équilibres sociaux et économiques existants. Toutefois, il convient de relativiser cette vision, qui n'est somme toute que le reflet des conceptions des auteurs étudiés. Ceux-ci mettent les anecdotes en question au service d'une plus vaste démonstration visant à faire de tel empereur un tyran ou au contraire à valoriser sa sincère sollicitude envers ses concitoyens les plus humbles. Dans ce contexte, l'invention et son auteur, qui reste cantonné à l'anonymat, ne semblent qu'un prétexte de plus pour illustrer la figure canonique du bon ou du mauvais prince.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons constater que *Vie de Vespasien 18* a été caractérisé par de nettes difficultés d'interprétation par plusieurs historiens. Or, Acemoglu et Robinson n'ont visiblement pas pris connaissance de ces complexités, puisqu'ils ont, pour soutenir leur version, cité Finley, l'un des seuls auteurs qui s'est montré sceptique vis-à-vis de la signification habituellement attribuée à ce passage. Ils ont, qui plus est, accordé une confiance probablement trop importante à l'exactitude et à l'objectivité du récit de Suétone, alors même que de nombreux éléments nous invitent à nous méfier d'une telle approche.

Etude de source 2 : Tibère et le verre incassable

Le deuxième exemple d'opposition à l'innovation par le pouvoir impérial est basé sur un texte de Pline l'Ancien, et présente un comportement autrement moins sympathique que celui de Vespasien. WNF raconte cette fois-ci qu'un homme se serait présenté devant Tibère en lui assurant avoir inventé du verre incassable, espérant sans aucun doute une récompense. Après

²¹⁸ *Ibid.*, p. xi.

²¹⁹ BÉRENGER Agnès, *op. cit.*, p. 524-525.

s'être assuré que l'homme n'avait pas encore révélé son invention à qui que ce soit, il le fit exécuter, « *lest gold be reduced to the value of mud* » (p. 171). WNF place cette citation entre guillemets, et sous-entend qu'elle est directement issue d'un texte de Pline l'Ancien.

En réalité, la source pour WNF a très clairement été le livre de Finley, puisqu'il est à l'origine de la reformulation susmentionnée, qui n'est pas directement issue du texte de Pline ; les guillemets sont donc de trop. Il y a des problèmes plus importants encore. Tout d'abord, Finley exprime lui-même son incertitude quant à la véracité de cet événement : « *I have no opinion about the truth of this story, and it is only a story* ». Pour WNF, l'élément essentiel à relever est l'hostilité de Tibère face à la destruction créatrice ; pour Finley, ce sont les perceptions des écrivains antiques, qui concevaient *a fortiori* comme normal qu'un homme se tourne vers l'empereur plutôt que vers un investisseur privé avec son idée d'invention, ce qui illustre un rapport à l'entrepreneuriat très différent de notre époque.²²⁰

Un autre problème fait surface lorsqu'on consulte *l'Histoire naturelle* de Pline l'Ancien, que WNF semble tenir pour source de cet événement. Pline raconte effectivement une scène fort similaire à celle que présente WNF, même si contrairement à Suétone avec Vespasien, son but premier n'est pas de nous faire part des vertus et vices de Tibère, mais de partager ses connaissances sur la production de verre, dans ce qui s'apparente à une volumineuse encyclopédie scientifique. Toutefois, il ne dit pas que l'inventeur du verre incassable fut tué, mais seulement que sa fabrique fut détruite. Qui plus est, Pline lui-même nous communique que cette histoire relève plus d'une rumeur ayant abondamment circulé que d'un fait bien établi.²²¹ Cette mention nous paraît d'autant plus parlante que Pline ne prend pas toujours ce type de précaution avec des récits qui nous sembleraient autrement plus improbables.²²² Nous pourrions examiner plus en profondeur la crédibilité qui est généralement associée aux écrits de Pline, mais cela ne nous paraît pas nécessaire quand, comme dans le cas présent, l'auteur

²²⁰ Finley précise en effet que cet événement est reconstitué à partir de plusieurs sources, et Pline l'Ancien n'est que l'un d'elles, ce qu'omet de faire WNF. Il n'a par ailleurs pas un point de vue incompatible avec la thèse générale de WNF, et argumente par exemple dans ce chapitre que les attitudes vis-à-vis de l'innovation étaient bien différentes dans l'Empire romain par rapport à notre époque, y compris pour cause de facteurs structurels, mais il utilise tout de même les sources antiques avec plus de méfiance que ne le fait WNF. Voir : FINLEY Moses Israel, *The Ancient Economy*, op. cit., p. 147, 149.

²²¹ « *ferunt Tiberio princeps excogitato vitri temperamento, ut flexile esset, totam officinam artificis eius abolitam, ne aeris, argenti, auri metallis pretia detraherentur, eaque fama crebrior diu quam certior fuit* ». Voir : PLINIE L'ANCIEN, *Histoire naturelle*, livre XXXVI, chap. 66.

²²² L'un de ces récits insolites se situe quelques chapitres seulement après celui au sujet du verre. Pline décrit une scène de conception immaculée à partir d'un organe masculin apparu soudainement dans le foyer et appartenant supposément à un Lare, sans en dire qu'il s'agit d'une rumeur ou d'un mythe. Voir : PLINIE L'ANCIEN, op. cit., livre XXXVI, chap. 70.

lui-même admet que le récit qu'il rapporte a de grandes chances d'être faux, ou tout du moins déformé.

Si Pline l'Ancien n'est pas une source suffisamment fiable pour que WNF puisse se reposer dessus, peut-être existe-t-il en d'autre qui pourraient tout de même étayer cette suite d'évènements ? Il y a au moins une autre œuvre qui prédate l'*Histoire Naturelle* (finalisée en 77 sous le règne de Vespasien),²²³ et conte un récit très similaire : il s'agit du *Satyricon*, roman satirique à l'auteur incertain (classiquement attribué à Pétrone), et qui est généralement daté entre 60 et 61 de notre ère. Le récit est ici une sorte de mise en abyme, dans laquelle un personnage raconte le sort de l'innovateur. Celui-ci est effectivement exécuté par un empereur (qui n'a pas été nommé) pour son invention de verre flexible ; c'est aussi de toute évidence la source de la citation présente au sein de WNF au sujet de la valeur de l'or qui pourrait atteindre celle de la boue. Seulement, il s'agit bien entendu d'une œuvre de fiction.²²⁴ Peut-être que les rumeurs dont parle Pline l'Ancien sont-elles à l'origine issues du *Satyricon*, ou peut-être que le roman s'est inspiré du même mythe populaire auquel fait référence Pline ; nous ne pouvons que spéculer à ce propos.

D'autres sources, largement postérieures au règne de Tibère, mentionnent des évènements très similaires. Compte tenu, toutefois, de ce que nous avons appris au sujet des origines présumées de cette histoire, nous serions avisés de douter qu'ils puissent être factuellement mieux étayés. Ce n'est par exemple probablement pas le cas pour l'*Histoire Romaine* ; Dion Cassius y relate une version quelque peu différente de l'évènement, dans laquelle l'emprise d'une jalousie de longue date sur Tibère aurait été un facteur important dans sa décision de faire exécuter l'inventeur, ce dernier ayant par ailleurs révélé les propriétés de son invention par mégarde et non pas dans l'optique de s'enrichir.²²⁵ Dion Cassius a une propension à généreusement mettre en évidence les vices de caractère des empereurs au sujet desquels il écrit,²²⁶ mais ce passage a potentiellement une signification plus profonde. Le registre de la peur est omniprésent lorsqu'il est question des Julio-Claudiens, et en particulier de Tibère,

²²³ « Natural History. Encyclopedic scientific work by Pliny the Elder », dans *Encyclopaedia Britannica*, <https://www.britannica.com/topic/Natural-History-encyclopedic-scientific-by-Pliny-the-Elder> (consulté le 21 juillet 2023).

²²⁴ PÉTRONE, *Satyricon*, sec. 51 ; VÖLKER Thomas et ROCHMANN Dirk, « Praenomen petronii : the date and author of the *Satyricon* reconsidered », dans *Classical Quarterly*, vol. 61, fasc. 2, 2011, p. 676.

²²⁵ DION CASSIUS, *Histoire Romaine*, livre LVII, sec. 21.

²²⁶ Tibère fait en quelque peu figure d'exception à la manière dont Dion Cassius a pour habitude de critiquer les empereurs. Mallan suggère que l'auteur cherchait par ce biais à le représenter comme une personnalité insaisissable et imprévisible. Voir : MALLAN Christopher Thomas, *A Historical and Historiographical Commentary on Cassius Dio's Roman History book 57.1-17.8*, University of Oxford, 2014-2015 [Thèse de doctorat en Histoire].

dans les écrits de Dion Cassius ; son comportement tyrannique vise à instaurer la crainte auprès de ses sujets, mais met par la même occasion en évidence sa propre inquiétude angoissée à l'égard de ceux qui pourraient, d'une manière ou d'une autre, le concurrencer.²²⁷ Cette histoire, que Cassius Dion a possiblement altéré pour une meilleure symbiose avec la personnalité supposée de Tibère, colle peut-être un peu trop bien à l'archétype construit de l'empereur pour être parfaitement authentique.

WNF a donc commis plusieurs fautes en relayant ce récit, notamment en ce qui concerne la narration des faits en lien avec la source sur laquelle il les base, mais surtout en présentant ce récit qui a l'air d'être parfaitement fictif comme un événement historique avéré.

La gestion de l'incertitude dans la communication et la vulgarisation scientifique

Avant de procéder, dans cette partie, à une discussion de fond, il est utile de rappeler que WNF est assez clairement un livre de vulgarisation, qui ne se présente pas comme étant à l'avant-garde des recherches scientifiques. Dans l'introduction, nous avons attiré l'attention sur la présentation de la première de couverture de l'édition que nous avons utilisée de WNF, et des deux citations qui, à l'anglo-saxonne, en font la promotion : « *Brilliant in simplicity and power* », « *compelling and highly readable* ». Ces qualités sont relevées par un économiste pour les premières, et par un historien pour les secondes. L'édition cherche donc à mettre en avant l'aspect prenant et accessible du livre, mais également en assurant que le fond de cette entreprise de vulgarisation soit validé par des personnes compétentes.

Un autre indicateur de son caractère vulgarisateur est l'absence de notes infrapaginales, ou de renvois spécifiques. D'ailleurs, s'il devait être jugé en tant qu'œuvre d'histoire économique, WNF présenterait alors un défaut majeur par son système de référencement, puisqu'à la place de notes bibliographiques standard, la bibliographie du livre présente chapitre par chapitre les principales ressources qui ont inspiré les auteurs, ou leur ont directement servi pour leur travail. L'exhaustivité n'est pas une priorité, et la précision non plus, vu que beaucoup de travaux sont mentionnés sans pagination. Ces problèmes ont été relevés par la critique.²²⁸ Il n'est par ailleurs pas impossible de rédiger un livre tout à fait présentable pour un public large, tout en s'adonnant à un référencement méticuleux qui serait disponible pour ceux

²²⁷ COWAN Eleanor, « Cassius Dio and the Julio-Claudians: Fear and Loathing in the Early Principate », dans MADSEN Jesper Majbom et SCOTT Andrew G. (éds.), *Brill's Companion to Cassius Dio*, Leyde/Boston, Brill, 2023, p. 276-301.

²²⁸ VRIES Peer, *op. cit.*, p. 77-78.

intéressés par une révision attentive, mais il faut bien admettre que la seule présence de renvois au sein du corps de texte pourrait effrayer plus d'un lecteur.²²⁹

Mais le problème essentiel dans la communication de WNF en tant que livre d'histoire, qu'il soit de vulgarisation ou non, est selon nous son usage relativement naïf et libre des sources historiques. Bien entendu, les discussions alambiquées au sujet de la véracité de l'un ou l'autre évènement rapporté par un auteur antique n'intéresseront pas la plupart des lecteurs d'un livre qui se veut aussi accessible que WNF. Ces discussions sont souvent sémantiques, et en tout cas bien trop techniques. Elles n'ont d'ailleurs même pas eu l'air de particulièrement intéresser les auteurs du livre, qui n'ont visiblement pas cherché à au moins retrouver les sources primaires de plusieurs récits qu'ils ont employés dans le cas de l'Empire romain.

Cependant, WNF fait essentiellement reposer son argumentation sur l'accumulation d'exemples divers issus de notre passé, et si la crédibilité de ces exemples est fragile, alors WNF ne garde que l'apparence d'être solidement soutenu par des faits historiques. Il aurait été possible pour les auteurs de glisser l'un ou l'autre commentaire quant au caractère ténu des preuves avancées pour soutenir leur thèse dans le cas du monde antique, et cela aurait été parfaitement compréhensible et loin d'être condamnable pour ceux au courant de la difficulté à interpréter et critiquer les sources de cette période. Mais peut-être la majorité des lecteurs n'aurait-elle pas été aussi clément à la vue d'incertitudes assumées, alors même que le livre se présente comme étant très catégorique et sûr de soi pour affirmer que les institutions sont peu ou prou l'unique facteur de développement ? Les études qui ont examiné l'effet de l'incertitude dans la communication scientifique l'ont essentiellement fait pour les sciences naturelles et médicales (changement climatique, vaccination, OGM, ...), mais peut-être pouvons-nous en tirer quelques hypothèses pour les sciences sociales.

En supposant que le but d'Acemoglu et Robinson est avant tout de convaincre leurs lecteurs de la véracité de leur thèse, est-ce alors bénéfique d'en extraire toute nuance ? Les études semblent suggérer que communiquer une divergence de points de vue dans la communauté scientifique a généralement des conséquences négatives pour convaincre les lecteurs, mais

²²⁹ Peu après la publication de WNF, Peter Frankopan vendait pourtant plus d'un million de copies de son livre d'histoire mondiale *The Silk Roads*, et ce avec un système de référencement tout à fait classique, ainsi que près de 100 pages de notes. La précision n'est pas nécessairement incompatible avec la perspective d'un grand tirage. Voir : « Frankopan to bring Silk Roads 'up to date' in autumn release », dans *The Bookseller*, <https://www.thebookseller.com/rights/new-frankopan-book-bring-silk-roads-date-824131> (consulté le 23 juillet 2023).

faire part d'une incertitude technique a un effet parfois positif, en augmentant la confiance vis-à-vis des chercheurs et de leur honnêteté.²³⁰ Si l'on extrapole ces constats à WNF, la thèse défendue par le livre perdrait sans doute en crédibilité auprès de beaucoup de lecteurs non-experts s'il rappelait régulièrement que d'autres chercheurs sont en désaccord avec eux, mais elle pourrait en gagner si les auteurs admettaient que certaines données sont approximatives, ou même que l'authenticité de certaines sources est incertaine, bien que l'analogie avec l'incertitude technique en sciences naturelles soit moins évidente à établir pour ce dernier point.

Seulement, WNF n'a pas opté pour cette option. En lieu et place, les auteurs parlent par exemple de « *direct evidence* » pour l'extrait à propos de Vespasien (p. 171). La majorité des chapitres débutent non pas avec un exposé théorique, mais en plongeant le lecteur dans un exemple historique immersif,²³¹ et transmettent donc inconsciemment l'idée que l'analyse qui suit ces exemples est solidement ancrée dans la réalité. Donner l'apparence d'exactitude est sans doute particulièrement néfaste au progrès général de la réflexion sur un sujet, puisqu'un certain nombre d'éléments risquent d'être tenus pour acquis non seulement par un public large, mais également académique, et servir de base incorrecte pour les recherches suivantes. WNF ne peut pas seulement être considéré comme un livre de vulgarisation pour le grand public quand on réalise l'ampleur de sa portée, y compris dans le monde de la recherche. Sur près de 15.000 travaux publiés qui ont cité WNF, plus d'un ont pris le livre plus au sérieux qu'ils n'auraient dû le faire et l'ont considéré plus méticuleux qu'il ne l'est. Nous avons vu en amont les exemples de Susskind et de Frey, qui reprenaient tel quel l'exemple de William Lee, et il ne s'agit certainement pas d'une exception. De fait, notre travail met en évidence que même dans le milieu académique, la popularité n'est certainement pas synonyme de fiabilité.

²³⁰ Bien entendu, les attitudes face aux incertitudes varient fortement suivant les individus, et il s'agit avant tout de tendances générales. Nous nous basons sur les observations de Gustafson et Rice, qui ont mené plusieurs expériences de communication scientifique, et ont également fourni une méta-analyse de ce pan de la recherche en 2020. Voir : GUSTAFSON Abel et RICE Abel E., « The Effects of Uncertainty Frames in Three Science Communication Topics », dans *Science Communication*, vol. 41, fasc. 6, 2019, p. 679-706 ; GUSTAFSON Abel et RICE Abel E., « A review of the effects of uncertainty in public science communication », dans *Public Understanding of Science*, vol. 29, fasc. 6, 2020, p. 614-633.

²³¹ Une des manières les plus efficaces pour le livre de parvenir à un cadre immersif est l'inclusion de récits qui mettent en avant les expériences et le témoignage direct de personnes ordinaires, comme la discussion issue de la réunification de deux frères vivant en Corée du Sud et du Nord (p. 70-71), ou le sort étonnamment positif qu'a réservé l'émigration vers l'Australie à une famille de condamnés (p. 274-276). WNF stimule un engagement émotionnel avec les acteurs du récit, et donc une expérience d'immersion historique plus complète.

Conclusion

Nous avons étudié dans ce travail les arguments principaux avancés au sein de *Why Nations Fail*, un livre de vulgarisation aux répercussions académiques considérables, dont le sujet central est l'importance des institutions dans le développement économique. Nous avons, par la même occasion, tenté de resituer et contextualiser ce livre par rapport à plusieurs traditions intellectuelles en sciences sociales.

En premier lieu, nous avons éclairci les discussions souvent complexes, si ce n'est alambiquées, au sujet du sens que le mot « institutions » peut prendre en sciences sociales. Son sens académique s'est progressivement éloigné de sa signification vernaculaire, avec une évolution en embranchements qui reflète en partie la diversification des paradigmes d'étude des phénomènes sociaux. Les débats autour de ce terme et de son usage continuent d'agiter la communauté scientifique, incarnée notamment par l'opposition entre les institutions-règles et les institutions-équilibre, mais les développements les plus récents ne semblent pas avoir affecté outre-mesure le fond argumentaire de WNF. Une autre dualité est plus importante au sein du livre : celle entre institutions inclusives et exclusives. A cet égard, nous avons constaté que WNF manque de clarté et de précision, ce qui peut lui permettre de camoufler certaines imprécisions dans ses observations.

Nous avons ensuite examiné les courants économiques habituellement qualifiés d'institutionnalistes. A la fois diversifiés, mais aussi imbriqués ou complémentaires sur bien des aspects, certaines de leurs influences sur les raisonnements qui ont mené à l'élaboration des thèses d'Acemoglu et Robinson ont pu être mises en évidence. Nous avons également tracé les origines de ces courants, et avons ainsi pu exposer leurs interactions complexes avec la théorie néoclassique, le marxisme, ou encore la *Nationalökonomie* allemande. En dégagant les caractéristiques fondamentales des différents courants institutionnalistes, nous avons remarqué qu'il y avait peut-être plus de bénéfices à ne pas viser à tout prix un découpage trop schématique du paysage intellectuel, qui pourrait nous enfermer dans des considérations à la fois abstraites et caricaturales au sujet d'individus et de courants en évolution intellectuelle constante. Nous avons toutefois pu remarquer que WNF se rapproche de fait tout particulièrement de l'institutionnalisme de Douglas North, en servant par ailleurs de truchement relativement unique entre l'économie et l'histoire par le biais de son approche institutionnaliste.

Dans le deuxième chapitre, nous avons examiné quelques-unes des principales grandes théories qui peuvent servir d'alternative à l'institutionnalisme dans l'étude des inégalités globales. Nous avons reconstitué leurs principales origines, qui nous ont fréquemment paru inélégantes par leur essentialisme. Que ce soit le déterminisme climatique, culturel, et surtout génétique, tous ont pu servir à justifier des attitudes condescendantes, ou même xénophobes, qui étaient encore omniprésentes dans le milieu académique au début du XX^e siècle.

Leur évolution contemporaine n'est pas nécessairement marquée par ces désinvoltures. Jared Diamond, dans son *Guns, Germs, and Steel*, a exercé un rôle prépondérant dans la renaissance de l'approche géographique ; tout comme WNF, ce livre puise des exemples aux quatre coins du globe, et illustre la manière dont les voies naturelles de communication, la diversité végétale, ou encore la présence de certains animaux, ont pu être déterminantes dans le développement économique initial des sociétés. Son tableau est en outre complété par l'étude du *resource curse*, qui examine l'envers de l'abondance, et expose la manière a priori paradoxale dont l'accès à certaines ressources peut jouer en défaveur du développement, plutôt qu'à son avantage. Pour l'approche culturelle, c'est avant tout Landes qui a joui d'une importante popularité durant les dernières décennies. Ses thèses sont particulièrement multifactorielles, et ne se résument d'ailleurs pas aux explications culturelles, même s'il a remis au goût du jour l'intérêt pour l'examen de certaines caractéristiques des valeurs occidentales. Fondamentalement difficile à résumer, son ouvrage est peut-être à l'image des facteurs complexes qui influencent le développement économique.

WNF rejette en majeure partie ces théories, n'accordant que peu d'intérêt aux facteurs qu'elles mettent en évidence. Nous avons toutefois pu constater qu'il n'y a souvent pas d'incompatibilité fondamentale entre ces approches et l'institutionnalisme, mais qu'elles peuvent au contraire se compléter afin de construire un récit plus exhaustif du développement à différents époques et en différents lieux. Même la houleuse approche (épi)génétique pourrait apporter sa pierre à l'édifice ; ses théories sont aujourd'hui encore loin d'avoir trouvé un appui empirique suffisant, mais un changement d'attitude vis-à-vis des différences ethniques humaines peut permettre à cette orientation de la recherche de subsister au XXI^e siècle.

Les deux derniers chapitres ont été dédiés à une inspection approfondie des arguments et exemples historiques mobilisés dans WNF. En examinant le cas anglais, nous avons pu témoigner d'une transformation non négligeable de son paysage institutionnel entre le XVII^e

et le XVIII^e siècles. Elle nous est toutefois apparue quelque peu moins radicale que ne la présente WNF, et moins ancrée à l'épisode spécifique de la Glorieuse Révolution. Les restrictions liées à la gestion des terres ont continué à prendre une place considérable dans l'activité législative au moins jusqu'au début du XIX^e siècle, et la préoccupation pour l'emploi qui pouvait s'opposer à la destruction créatrice n'était pas non plus absente du Parlement. Les changements institutionnels ont visiblement été très progressifs, et même si leur associer comme source le *Bill of Rights* de 1689 n'est pas dépourvu de sens, la causalité est moins évidente qu'il n'y paraît. Il en est de même pour le lien entre les institutions et la Révolution industrielle, que nous avons nuancé sans pour autant le rejeter entièrement.

Dans le cas soviétique, nous avons constaté que l'absence d'innovation soulevée par WNF était peut-être plus un déséquilibre d'innovation conséquent, qui touchait certains domaines de recherche et certaines industries beaucoup plus que d'autres. Nous avons cependant détaillé les différents facteurs, structurels ou non, qui ont pu provoquer des retards dans la dynamique d'innovation de plusieurs secteurs. Au-delà des caractéristiques inhérentes à une économie planifiée, qui peut par exemple peiner à trouver des alternatives aux quotas de production ou à la raideur bureaucratique, certaines lignes directrices de la planification centrale auraient pu être revues ; l'amélioration de la cohésion des différentes industries entre elles, et surtout avec le complexe militaro-industriel, est l'une des pistes qui ont été suggérées. Dans un deuxième temps, nous avons réévalué le lien entre retard innovatif et déclin économique, qui paraît relativement robuste à long terme (bien qu'avec certaines nuances intéressantes proposées par Allen), mais beaucoup moins pour l'effondrement économique à court terme, au tournant des années 1990, où des facteurs politiques et de gestion des hydrocarbures ont certainement joué un rôle bien plus décisif. Nous avons finalement relevé les limites d'un raisonnement purement économique lorsqu'il s'agit d'étudier l'échec de l'Etat soviétique dans son ensemble.

Pour le monde antique, nous avons exposé la fragilité du lien entre le caractère extractif d'un régime et sa stabilité, qui ne repose pas sur suffisamment de preuves empiriques, même si la logique sous-jacente est intéressante. Les Etats les plus inclusifs n'ont pas été les plus durables, et même la République romaine, décrite comme plus inclusive que l'Empire, a vu sa fin arriver de très loin à travers des décennies de luttes internes interminables. L'Empire, quant à lui, a rapidement donné lieu à une période relativement pacifiée, et a consolidé une étendue territoriale conséquente pour un Etat supposément en déclin dès sa fondation. L'association d'une stagnation technologique intégrale à l'Empire ne semble pas non plus

adéquate ; en tout cas, les exemples et arguments apportés par WNF ne prennent pas en compte les développements les plus récents en science historique, et sont donc clairement insuffisants pour soutenir leurs analyses.

En discutant de ces problèmes de fond, nous avons également pu examiner plusieurs utilisations de sources historiques par WNF, et avons constaté de sérieux problèmes avec la méthode des auteurs, qui ne semblent pas enclins à vérifier la provenance des informations qu'ils récoltent, et attribuent une confiance aveugle à des relais qui ne la méritent pas forcément. Ils ont également tendance à opter pour des interprétations qui ne vont pas seulement dans leur sens, mais qui y courent, quitte à ignorer d'importants soucis de cohérence historique qui peuvent en émerger. Ils affichent clairement une démarche qui s'apparente au biais de confirmation et au dogmatisme, puisque les faits sont sélectionnés et interprétés pour servir une vérité presque transcendante (principalement l'opposition à l'innovation dans certains régimes), qui ne dépend plus de l'observation. Par ces méthodes, associées qui plus est à sa tendance à rejeter les théories alternatives, WNF apparaît inévitablement comme un livre à thèse. Nous avons initié une discussion au sujet de la manière dont un livre de vulgarisation peut être présenté, et il semblerait que l'aveu d'incertitude n'est pas nécessairement un ennemi de l'accessibilité, mais il s'agit d'une discussion complexe, non seulement de déontologie mais aussi de psychologie et de marketing, qui reste encore ouverte.

Une des limitations essentielles de ce travail est son ancrage assumé dans le cadre intellectuel occidental, si ce n'est même anglo-saxon, pour la grande majorité des études qui lui servent de référence. L'économiste Milanovic formule ainsi son scepticisme vis-à-vis de l'eurocentrisme en histoire globale²³² :

However, one could also argue that the seemingly objective criterion that is being used (has the society overcome the level of physiological subsistence for its members?) is itself Eurocentric insofar as the objective of economic growth was born with economic growth itself. The yardstick that we claim to be universal is, on the contrary, a product of a specific era—the Age of Enlightenment and the European Industrial Revolution.

²³² MILANOVIC Branco, « On Eurocentrism in Economics », dans *Global Policy*, <https://www.globalpolicyjournal.com/blog/03/08/2021/eurocentrism-economics> (consulté le 2 août 2023).

Il y aurait sans doute de quoi nuancer l'affirmation selon laquelle la préoccupation pour la croissance (pas dans sa dimension conceptuelle, mais en tant que fait concret) soit si récente – il pourrait même s'agir d'un sujet de recherche intéressant, à la lisière entre histoire économique et histoire des mentalités. Il est en tout cas parfaitement clair que faire de la croissance un graal n'a rien d'un impératif économique universel ; aujourd'hui plus que jamais, de multiples facettes de l'inquiétude environnementale appellent à revoir ce paradigme. Toutefois, ces réflexions sont encore, il faut bien le reconnaître, essentiellement cantonnées à une négligeable minorité, qui plus est occidentale. Acemoglu et Robinson sont certainement deux des économistes les plus influents de la planète, et l'examen des meilleures manières de stimuler la croissance économique est une priorité qui demeure, à très peu d'exceptions près, inébranlable.

Critiquer le travail d'économistes préoccupés par ces questions est une tâche essentielle afin de pouvoir juger de la manière dont il peut être mobilisé – ou non – à des fins pratiques. Par exemple, c'est en comprenant en profondeur les exemples historiques concrets d'opposition à la destruction créatrice que nous pourrions former une base solide pour juger de ses conséquences souhaitables et néfastes avec discernement. Dans WNF, les pertes d'emploi qu'elle provoque sont perçues avec la plus grande distance, parfois même comme un barrage tenace à la marche unidirectionnelle du progrès. Ce sont des perceptions qui ont été remises en question il y a des siècles de cela, peut-être même des millénaires s'il y a un grain de vérité dans les sources antiques qui les mentionnent, et ce type de questionnement refait régulièrement surface, dans des versions actualisées et adaptées au monde contemporain.²³³

Notre travail n'a en lui-même aucune vocation prescriptive ou normative, mais il peut aider à mieux accorder les principes qui nous tiennent à cœur avec la réalité économique que l'on construit. Réexaminer les bases de notre eurocentrisme et de ses ambassadeurs est, nous pensons, une étape élémentaire pour nous ouvrir à ses alternatives. Plus encore, ce réexamen gagnerait à être régulièrement actualisé, tant il est aisé de se complaire dans ses acquis et être hypnotisé par des couronnes de lauriers.

²³³ Voir notamment le paradoxe d'Easterlin et ses développements les plus récents : EASTERLIN Richard A., « Foreword: Happiness or GDP ? », dans ROJAS Mariano (éd.), *The Economics of Happiness. How the Easterlin Paradox Transformed our Understanding of Well-Being and Progress*, Chan, Springer, 2019, p. v-viii.

Sources

Antiques

ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, livre X, sec. 9.

CASSIUS DION, *Histoire Romaine*, livre LVII, sec. 21.

PÉTRONE, *Satyricon*, sec. 51.

PLINE L'ANCIEN, *Histoire naturelle*, livre XXXVI, chap. 66, 70.

POLYBE, *Histoires*, livre VI, sec. 51.

SHERWOOD Andrew N., NIKOLIC Milorad, HUMPHREY John W. et OLESON John P. (éds.), *Greek and Roman Technology. A Sourcebook of Translated Greek and Roman texts*, 2^e éd., Londres/New York, Routledge, 2020.

SUÉTONE, *Vie de Vespasien*, sec. 18.

Contemporaines

COMMONS John R., *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, vol. II, New York, MacMillan, 1934.

COMMONS John R., *Races and Immigrants in America*, Londres, MacMillan, 1907.

HENSON Gravenor, *The Civil, Political, and Mechanical History of the Framework-Knitters, in Europe and America*, vol. I, Nottingham, Richard Sutton, 1831.

MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois*, t. II, s. l., Garnier, 1777.

SCHMOLLER Gustav von, *Grundriß der Allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1900.

SMITH Adam, *The Wealth of Nations - An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, éd. Edwin CANNAN, Chicago, University of Chicago Press, 1977.

VEBLEN Thorstein, « Gustav Schmoller's Economics », dans *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 16, fasc. 1, 1901, p. 69-93.

Bibliographie

Général

Communication scientifique

GUSTAFSON Abel et RICE Abel E., « A review of the effects of uncertainty in public science communication », dans *Public Understanding of Science*, vol. 29, fasc. 6, 2020, p. 614-633.

GUSTAFSON Abel et RICE Abel E., « The Effects of Uncertainty Frames in Three Science Communication Topics », dans *Science Communication*, vol. 41, fasc. 6, 2019, p. 679-706.

MARTIN-MARTIN Alberto (e. a.), « Does Google Scholar contain all highly cited documents (1950-2013) ? », https://www.researchgate.net/publication/267627332_Does_Google_Scholar_contain_all_highly_cited_documents_1950-2013 (consulté le 11 juin 2022).

Economie

KANG Woo Chang, LEE Jae Seung et SONG B. K., « Envy and Pride: How Economic Inequality Deepens Happiness Inequality in South Korea », dans *Social Indicators Research*, vol. 150, 2020, p. 617-637.

KIM Jiyoung, « Foreign Aid and Economic Development: The Success Story of South Korea », dans *Pacific Focus*, vol. 26, fasc. 2, 2011, p.264-265.

SORENSEN Clark, « Success and Education in South Korea », dans *Comparative Education Review*, vol. 38, fasc. 1, 1994, p. 29.

Histoire de l'économie

BARBOT Michela, « When the History of Property Rights Encounters the Economics of Convention. Some Open Questions Starting from European History », dans *Historische Sozialforschung*, vol. 40, fasc. 1, 2015, p. 78-93.

BISHOP John K., « Adam Smith's Invisible Hand Argument », dans *Journal of Business Ethics*, vol. 14, 1995, p. 165-180.

DMITRIEV Sviatoslav, « The rise and quick fall of the theory of ancient economic imperialism », dans *The Economic History Review*, vol. 62, fasc. 4, 2009, p. 785-801.

EASTERLIN Richard A., « Foreword: Happiness or GDP ? », dans ROJAS Mariano (éd.), *The Economics of Happiness. How the Easterlin Paradox Transformed our Understanding of Well-Being and Progress*, Chan, Springer, 2019, p. v-viii.

HARVEY David, « Neoliberalism as Creative Destruction », dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 610, 2007, p. 22-44.

HUTCHINSON Terrence, « Adam Smith and The Wealth of Nations », dans *The Journal of Law & Economics*, vol. 19, fasc. 3, 1976, p. 507-528.

MILANOVIC Branco, « On Eurocentrism in Economics », dans *Global Policy*, <https://www.globalpolicyjournal.com/blog/03/08/2021/eurocentrism-economics> (consulté le 2 août 2023).

Synthèses globales du développement

ACEMOGLU Daron, JOHNSON Simon et ROBINSON James A., « The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation », dans *The American Economic Review*, vol. 91, fasc. 5, 2001, p. 1369-1401.

CLARK Gregory, *A Farewell to Alms. A Brief Economic History of the World*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2007.

JONES Eric, *The European Miracle. Environments, Economies and Geopolitics in the History of Europe and Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

KENNEDY Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Londres, Unwin Hyman, 1988.

NORTH Douglass C. et THOMAS Robert P., *The Rise of the Western World. A New Economic History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

POMERANZ Kenneth, *The Great Divergence. China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

SPOLAORE Enrico et WACZIARG Romain, « How Deep are the Roots of Economic Development? », dans *Journal of Economic Literature*, vol. 51, fasc. 2, 2013, p. 325-369.

Chap. 1. Institutionnalisme (développement théoriques)

BODNIEKS Valerijs, « The New Institutionalism: A tool for analysing defence and security institutions », dans *Security and Defense Quarterly*, vol. 32, fasc. 5, 2020, p. 83-94.

CALVERT Randall L., « Rational Actors, Equilibrium, and Social Institutions », dans KNIGHT Jack et SENED Itai, *Explaining Social Institutions*, Ann Harbor, University of Michigan Press, 1995, p. 57-94.

COASE Ronald H., « The New Institutional Economics », dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, vol. 140, fasc. 1, 1984, p. 229-331.

CRESPO Ricardo F., « Aristotle on the Economy », dans *Philosophia*, s. v., 2010, p. 39-68, <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/4970318.pdf> (consulté le 27 juillet 2023).

DEQUECH David, « The Demarcation between the "Old" and the "New" Institutional Economics: Recent Complications », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 36, fasc. 2, 2002, p. 565-572.

DUGGER William M. et SHERMAN Howard T., « Comparison of Marxism and Institutionalism », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 28, fasc. 1, 1994, p. 101-127.

ELSNER Wolfram, « Adam Smith's Model of the Origins and Emergence of Institutions: The Modern Findings of the Classical Approach », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 23, fasc. 1, 1989, p. 189-213.

GREIF Avner et KINGSTON Christopher, « Institutions : Rules or Equilibria ? », dans SCHOFIELD Norman et CABALLERO Gonzalo (éds.), *Political Economy of Institutions, Democracy and Voting*, Berlin, Springer, 2011, p. 13-44.

GREIF Avner et MOKYR Joel, « Institutions and economic history: a critique of professor McCloskey », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 12, fasc. 1, 2015, p. 29-41.

GRINBERG Nicolas, « Institutions and Capitalist Development: A Critique of the New Institutional Economics », dans *Science & Society*, vol. 82, fasc. 2, 2018, p. 203-233.

GUALA Francesco, *Understanding Institutions. The Science and Philosophy of Living Together*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2016.

HARDIN Garrett, « The Tragedy of the Commons », dans *Science*, vol. 162, fasc. 3859, 1968, p. 1243-1248.

HODGSON Geoffrey M., « On defining institutions : rules versus equilibria », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 11, fasc. 3, 2015, p. 497-505.

KLEIN Peter G., « New Institutional Economics », dans BOUCKAERT Boudewijn et DE GEEST Gerrit, *Encyclopedia of Law & Economics*, Cheltenham, Edward Elgar, 2000, p. 456-489.

LUZ Manuel Ramon Souza, « Are We Forgetting Something? Remarks on the Connections Between Douglass North's Contributions and Original Institutional Economics », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 52, fasc. 2, 2018, p. 589-599.

MAYHEW Anne, « The Beginnings of Institutionalism », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 21, fasc. 3, 1987, p. 971-988.

MCCLOSKEY Deirdre, « Max U versus Humanomics: a critique of neo-institutionalism », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 12, fasc. 1, 2015, p. 1-27.

MERAMVELIOTAKIS Giorgos, « New Institutional Economics: A Critique of Fundamentals & Broad Strokes Towards an Alternative Theoretical Framework for the Analysis of Institutions », dans *Asian Journal of Social Science Studies*, vol. 3, fasc. 2, 2018, p. 50-64.

MIDDENDORF Stephanie, SCHULZ Ulrike et UNGER Corinna R., « Institutional History Rediscovered: Observing Organizations' Behavior in Times of Change », dans *Zeitschrift für Globalgeschichte und vergleichende Gesellschaftsforschung*, vol. 24, fasc. 1, 2014, p. 8-17.

NEGRU Ioana, « Revisiting the Concept of Schools of Thought in Economics: The Example of the Austrian School », dans *The American Journal of Economics and Sociology*, vol. 72, fasc. 4, 2013, p. 989-1008.

NORTH Douglass C., « Institutions », dans *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, fasc. 1, 1991, p. 97-112.

OBIŃSKA-WAJDA Emilia, « The new institutional economics - main theories », dans *Financial Internet Quarterly*, vol. 12, fasc. 1, 2016, p. 78-85.

OSTROM Elinor, *Understanding Institutional Diversity*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2005.

PÉNARD Thierry, « Game Theory and Institutions », dans PÉNARD Thierry (éd.), *New Institutional Economics. A Handbook*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 158-179.

PETERS Guy B., *Institutional Theory. Problems and Prospects*, Vienne, Institut für Höhere Studien, 2000.

RABINOWICZ Wlodek, « Are Institutions Rules in Equilibrium? Comments on Guala's *Understanding Institutions* », dans *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 48, fasc. 6, 2018, p. 569-584.

RICHTER Rudolf, « Bridging Old and New Institutional Economics: Gustav Schmoller, the Leader of the Younger German Historical School, Seen With Neoinstitutionalists' Eyes », dans *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, vol. 152, fasc. 4, 1996, p. 567-592.

RICHTER Rudolf, « The New Institutional Economics : its Start, its Meaning, its Prospects », dans *European Business Organization Law Review*, vol. 6, 2005, p. 161-200.

SELZNICK Philip, « Institutionalism "Old" and "New" », dans *Administrative Science Quarterly*, vol. 41, fasc. 2, 1996, p. 270-277.

SOBEL Irvin, « Adam Smith: What Kind of Institutionalism Was He? », dans *Journal of Economic Issues*, vol. 13, fasc. 2, 1979, p. 347-368.

SÖDERBAUM Peter, « Neoclassical and institutional approaches to development and the environment », dans *Ecological Economics*, vol. 5, 1992, p. 127-144.

STANDFIELD James Ronald, *Economics, Power and Culture. Essays in the Development of Radical Institutionalism*, New York, Palgrave Macmillan, 1995.

STEINMO Sven, THELEN Kathleen et LONGSTRETH Frank (éds.), *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 3-4.

TAJIMA Keigo, « The theory of institutions and collective action in Adam Smith's Theory of Moral Sentiments », dans *The Journal of Socio-Economics*, vol. 36, 2007, p. 578-594.

VROMEN Jack J., *Economic Evolution. An Enquiry into the Foundations of New Institutional Economics*, Londres/New York, Routledge, 1995.

Chap. 2. Théories alternatives

Théories géographiques

BRESSER-PEREIRA Luiz Carlos, « The Dutch disease and its neutralization: a Ricardian approach », dans *Brazilian Journal of Political Economy*, vol. 28, fasc. 1, 2008, <https://www.scielo.br/j/rep/a/XB87TMrKyHHSrR4RhJdd5Bt/> (consulté le 30 juillet 2023).

CORREIA David, « F***k Jared Diamond », dans *Capitalism Nature Socialism*, vol. 24, fasc. 4, 2013, p. 1-6.

DIAMOND Jared, *Guns, Germs, and Steel. The Fate of Human Societies*, New York/Londres, W. W. Norton & Company, 1999.

FOURNIER Patrick, « Les médecins et la médiatisation de la "théorie des climats" dans la France des Lumières », dans *Le Temps des Médias*, vol. 25, fasc. 2, 2015, p. 18-33.

GALLUP John et SACHS Jeffrey David, « Geography and Economic Development », dans *International Regional Science Review*, vol. 2, fasc. 2, 1999, p. 179-232.

PINNA Mario, « Un aperçu historique de "la théorie des climats" », dans *Annales de géographie*, vol. 547, 1989, p. 322-325.

ROSS Michael L., « What Have We Learned about the Resource Curse ? », dans *Annual Review of Political Science*, vol. 18, 2015, p. 239-259.

SACHS Jeffrey D. et WARNER Andrew M., *Natural Resource Abundance and Economic Growth*, Cambridge, Nation Bureau of Economic Research, 1995, https://www.nber.org/system/files/working_papers/w5398/w5398.pdf (consulté le 30 juillet 2023).

SHACKLETON Robert, « The Evolution of Montesquieu's Theory of Climate », dans *Revue Internationale de Philosophie*, vol. 9, fasc. 3/4, 1955, p. 317-329.

UMAI Kunihiko et KHAWAR Mariam, « Geography, culture, institutions, and economy : effects on democracy », dans *International Journal on World Peace*, vol. 36, fasc. 2, 2019, p. 61-98.

Théories culturelles

KROEBER A. L. et KLUCKHOHN Clyde, *Culture. A critical review of concepts and definitions*, New York, Vintage Books, 1967.

KRUGMAN Paul, « The Trouble with History », <http://web.mit.edu/krugman/www/yergin.html> (consulté le 13 juillet 2023).

JONES Harold B. Jr., « The Protestant Ethic: Weber's Model and the Empirical Literature », dans *Human Relations*, vol. 50, fasc. 7, 1997, p. 757-778.

LANDES David S., *The Wealth and Poverty of Nations. Why some are rich and some are poor*, New York/Londres, W. W. Norton & Company, 1998.

VATIKIOTIS Panayiotis Jerasimof, *Islam and the State*, Londres (e. a.), Croom Helm, 1987.

Théories (épi)génétiqes

ASHRAF Quamrul et GALOR Oded, « The 'Out of Africa' Hypothesis, Human Genetic Diversity, and Comparative Economic Development », dans *American Economic Review*, vol. 103, fasc. 1, 2013, p. 1-46.

CHERRY Robert, « Racial thought and the early economics profession », dans *Review of Social Economy*, vol. 34, fasc. 2, 1976, p. 147-162.

GALOR Oded et MOAV Omer, « Natural Selection and the Origin of Economic Growth », dans *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 117, fasc. 4, 2002, p. 1133-1191.

PROVENZI Livio et MONTIROSSO Rosario, *Developmental Human Behavioral Epigenetics. Principles, Methods, Evidence, and Future Directions*, Londres (e. a.), Elsevier, 2021.

STORHAUG Christian Løvold, FOSSE Svein Kjetil et FADNES Lars T., « Country, regional, and global estimates for lactose malabsorption in adults: a systematic review and meta-analysis », dans *The Lancet. Gastroenterology and Hepatology*, vol. 2, fasc. 10, 2017, p. 738-746.

Chap. 3. Angleterre

AFZAL Aqdas, « Revisiting the Glorious Revolution : property rights, economic institutions and the developing world », dans *International Journal of Pluralism and Economics Education*, vol. 8, fasc. 4, 2017, p. 378-388.

BOGART Dan, « Did the Glorious Revolution contribute to the transport revolution? Evidence from investment in roads and rivers », dans *The Economic History Review*, vol. 64, fasc. 4, 2011, p. 1073-1112.

BOGART Dan et RICHARDSON Gary, « Making property productive : reorganizing rights to real and equitable estates in Britain, 1660–1830 », dans *European Review of Economic History*, vol. 13, fasc. 1, 2009, p. 3-30.

BOGART Dan et RICHARDSON Gary, « Property Rights and Parliament in Industrializing Britain », dans *The Journal of Law & Economics*, vol. 54, fasc. 2, 2011, p. 241-274.

BRENNER Robert, *Merchants and Revolution. Commercial Change, Political Conflict, and London's Overseas Traders, 1550-1653*, 2^e éd., Londres/New York, Verso, 2003.

BREWER John, *The Sinews of Power. War, Money and the English State, 1688-1783*, Cambridge, Harvard University Press, 1988.

FERGUSON Niall, *The Ascent of Money. Financial History of the World*, New York, Penguin Press, 2008.

GREGG Pauline, *King Charles I*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2001.

HILL Christopher, *The Century of Revolution. 1603-1617*, 2^e éd., Londres/New York, Routledge, 1980.

HILLS Richard L., « William Lee and his knitting machine », dans *Journal of the Textile Institute*, vol. 80, fasc. 2, 1989, p. 169-184.

HODGSON Geoffrey M., « 1688 and all that: property rights, the Glorious Revolution and the rise of British capitalism », dans *Journal of Institutional Economics*, vol. 13, fasc. 1, 2016, p. 79-107.

HOPPIT Julian, « Compulsion, Compensation and Property Rights in Britain, 1688-1833 », dans *Past & Present*, fasc. 210, 2011, p. 93-128.

HOPPIT Julian, « Financial Crises in Eighteenth-Century England », dans *The Economic History Review*, vol. 39, fasc. 1, 1986, p. 39-58.

MACLEOD Christine, *Inventing the Industrial Revolution. The English Patent System, 1660-1800*, Cambridge (e. a.), University of Cambridge Press, 1988.

NORTH Douglas C., *Structure and Change in Economic History*, New York/Londres, W. W. Norton & Company, 1981.

NORTH Douglass C. et WEINGAST Barry R., « Constitutions and Commitment: The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth-Century England », dans *The Journal of Economic History*, vol. 49, fasc. 4, 1989, p. 803-832.

OGILVIE Sheilagh et CARUS André W., « Institutions and Economic Growth in Historical Perspective », dans AGHION Philippe et DURLAUF Steven N., *Handbook of Economic Growth*, vol. 2, Amsterdam (e. a.), North Holland, 2014, p. 403-490.

PINCUS Steven C. A. et ROBINSON James A., « What really happened during the Glorious Revolution ? », https://www.nber.org/system/files/working_papers/w17206/w17206.pdf (consulté le 6 août 2023).

POLLARD Albert F., *The Evolution of Parliament*, 2^e éd., Londres/New York, Longmans Green & Co, 1926.

RABB Theodore K., « The Stirrings of the 1590s and the Return of the Jews to England », dans *Transactions & Miscellanies (Jewish Historical Society of England)*, vol. 26, 1974-1978, p. 26-33.

WILLIAN Thomas S., « The River Navigation and Trade of the Severn Valley, 1600-1750 », dans *The Economic History Review*, vol. 8, fasc. 1, 1937, p. 68-79.

Chap. 4.a. Union Soviétique

ALLEN Robert C., « The rise and decline of the Soviet economy », dans *The Canadian Journal of Economics*, vol. 34, fasc. 4, 2001, p. 859-881.

ARON Leon, « The "Mystery" of the Soviet Collapse », dans *Journal of Democracy*, vol. 17, fasc. 2, 2006, p. 21-35.

CHAN Chi Ling, « Fallen Behind: Science, Technology, and Soviet Statism », dans *Intersect*, vol. 8, fasc. 3, 2015, <https://ojs.stanford.edu/ojs/index.php/intersect/article/view/691/659> (consulté le 6 juillet 2023).

COOPER Julian, « Scientific and technical change in the USSR », dans *Futures*, vol. 11, fasc. 6, 1979, p. 471-481.

COOPER Julian, « Technology in the Soviet Union », dans *Current History*, vol. 85, fasc. 513, 1986, p. 317-320, 340-342.

KOTZ David M. et WEIR Fred, *Revolution From Above. The Demise of the Soviet System*, Londres/New York, Routledge, 1997.

МИХАИЛОВ Виктор Никитович, *Мирные ядерные взрывы СССР* [Explosions nucléaires pacifiques de l'URSS], t. I, Sarov, VNIIEF, 1997.

« Multifactor productivity », U. S. Bureau of Labor Statistics, <https://www.bls.gov/mfp/> (consulté le 5 décembre 2021).

ПОРОВ Vladimir, « Почему снижались темпы роста советской экономики в брежневский период? [Pourquoi la cadence de croissance de l'économie soviétique a-t-elle baissé durant l'ère Brejnev ?] », dans *Неприкосновенный запас*, vol. 52, fasc. 2, 2007, p. 64-76.

REYNOLDS Douglas B., « Soviet economic decline: did an oil crisis cause the transition in the Soviet Union? », dans *The Journal of Energy and Development*, vol. 24, fasc. 1, 1998, p. 65-82.

REYNOLDS Douglas B. et KOLODZIEJ Marek, « Former Soviet Union oil production and GDP decline: Granger causality and the multi-cycle Hubbert curve », dans *Energy Economics*, vol. 30, fasc. 2, 2008, p. 271-289.

RICHMAN Barry M., « Innovation Problems in Soviet Industry », dans *Management International*, vol. 3, fasc. 6, 1963, p. 67-79.

SCHLEIFER Andrei et VISHNY Robert W., « Reversing the Soviet Economic Collapse », dans *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1991, fasc. 2, 1991, p. 341-360.

Chap. 4.b. Monde antique

BÉRENGER Agnès, « Le statut de l'invention dans la Rome impériale : entre méfiance et valorisation », dans CORCY Marie-Sophie, DOUYÈRE-DEMEULENAERE Christiane et HILAIRE-PÉREZ Liliane (éds.), *Les archives de l'invention. Ecrits, objets et images de l'activité inventive*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2006, p. 513-525.

BOWNMAN Alan K., GARNSEY Peter et RATHBONE Dominic, *The Cambridge Ancient History*, 2^e éd., t. XI : *The High Empire, A. D. 70-192*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

BRUNT Peter A., « Free Labour and Public Works at Rome », dans *The Journal of Roman Studies*, vol. 70, 1980, p. 81-100.

CARUGATI Maria Federica, *In Law We Trust (Each Other). Legal Institutions, Democratic Stability, and Economic Development in Classical Athens*, Université Stanford, 2014-2015 [Thèse de doctorat en Histoire].

CASSON Lionel, « Unemployment, the building trade, and Suetonius, Vesp. 18 », dans *The Bulletin of the American Society of Papyrologists*, vol. 15, fasc. 1-2, 1978, p. 43-51.

CORNWELL Hannah, *Pax and the Politics of Peace. Republic to Principate*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

COWAN Eleanor, « Cassius Dio and the Julio-Claudians: Fear and Loathing in the Early Principate », dans MADSEN Jesper Majbom et SCOTT Andrew G. (éds.), *Brill's Companion to Cassius Dio*, Leyde/Boston, Brill, 2023, p. 276-301.

FEENEY Denis, « Carthage and Rome : Introduction », dans *Classical Philology*, vol. 112, fasc. 3, 2017, p. 301-311.

FINLEY Moses Israel, « Technical Innovation and Economic Progress in the Ancient World », dans *The Economic History Review*, vol. 18, fasc. 1, 1965, p. 29-45.

FINLEY Moses Israel, *The Ancient Economy*, 3^e éd., Berkeley (e. a.), University of California Press, 1999.

GASCOU Jacques, *Suétone historien*, Rome, Ecole française de Rome, 1984.

GOLDSWORTHY Adrian, *Pax Romana. War, Peace and Conquest in the Roman World*, New Haven, Yale University Press, 2016.

GREENE Kevin, « Perspectives on Roman technology », dans *Oxford Journal of Archeology*, vol. 9, fasc. 1, 1990, p. 209-219.

GROEN-VALLINGA Miriam J., *Work and Labour in the Cities of Roman Italy*, Liverpool, Liverpool University Press, 2022.

ISAKHAN Benjamin et STOCKWELL Stephen (éds.), *The Secret History of Democracy*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

KRENTZ Paul, *The Thirty at Athens*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 1980.

LINTOTT Andrew, *Violence, Civil Strife and Revolution in the Classical City*, New York, Routledge, 1982.

MALLAN Christopher Thomas, *A Historical and Historiographical Commentary on Cassius Dio's Roman History book 57.1-17.8*, University of Oxford, 2014-2015 [Thèse de doctorat en Histoire].

« Natural History. Encyclopedic scientific work by Pliny the Elder », dans *Encyclopaedia Britannica*, <https://www.britannica.com/topic/Natural-History-encyclopedic-scientific-by-Pliny-the-Elder> (consulté le 21 juillet 2023).

OBER Josiah, *Mass and Elite in Democratic Athens. Rhetoric, Ideology, and the Power of the People*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

POWER Tristan, *Collected Papers on Suetonius*, New York, Routledge, 2021.

ROSENSTEIN Nathan et MORSTEIN-MARX Robert (éds.), *A Companion to the Roman Republic*, Oxford, Blackwell, 2006.

SALWAY Peter, *Roman Britain. A very short introduction*, 2^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2015.

STRAUSS Barry, *The War That Made the Roman Empire. Antony, Cleopatra, and Octavian at Actium*, New York, Simon & Schuster, 2022.

TEMIN Peter, « The Labor Market of the Early Roman Empire », dans *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 34, fasc. 4, 2004, p. 513-538.

VÖLKER Thomas et ROCHMANN Dirk, « Praenomen petronii : the date and author of the Satyricon reconsidered », dans *Classical Quarterly*, vol. 61, fasc. 2, 2011, p. 660-676.

WARDLE David, « Suetonius on Vespasian's Rise to Power Under the Julio-Claudians », dans *Acta Classica*, vol. 53, 2010, p. 101-115.

WIKANDER Örjan, « The water-mill », dans WIKANDER Örjan (éd.), *Technology and Change in History*, t. II : *Handbook of Ancient Water Technology*, Leiden, Brill, 2000, p. 371-400.

WILSON Andrew, « Machines, Power and the Ancient Economy », dans *The Journal of Roman Studies*, vol. 92, 2002, p. 1-32.

Comptes rendus

Why Nations Fail

BOLDWIN Michele, LEVINE David K. et MODICA Salvatore, compte rendu de WNF, <http://www.dklevine.com/general/aandrreview.pdf> (consulté le 17 mai 2023).

DIAMOND Jared, « What Makes Countries Rich or Poor? 'Why Nations Fail' by Daron Acemoglu and James A. Robinson », dans *The New York Review*, <https://www.nybooks.com/articles/2012/06/07/what-makes-countries-rich-or-poor/> (consulté le 26 juin 2023).

MURADOVA Lala, compte rendu de WNF, dans *Revista Española de Ciencia Política*, vol. 39, 2015, p. 313-319.

VRIES Peer, « Does wealth entirely depend on inclusive institutions and pluralist politics? », dans *Tijdschrift voor Sociale en Economische Geschiedenis*, vol. 9, fasc. 3, 2012, p. 74-92.

Autres

BACEVITCH Andrew, compte-rendu de *The Wealth and Poverty of Nations* par LANDES David, dans *The Wilson Quarterly*, vol. 22, fasc. 2, 1998, p. 96-98.

CLAGHORN Kate Holladay, compte-rendu de *Races and Immigrants in America* par COMMONS John R., dans *Political Science quarterly*, vol. 24, fasc. 1, 1909, p. 135-137.

ELLWOOD Charles, compte-rendu de *Races and Immigrants in America* par COMMONS John R., dans *American Journal of Sociology*, vol. 13, fasc. 4, 1908, p. 561-562.

GOLDSTONE Jack, compte-rendu de *The Wealth and Poverty of Nations. Why some are rich and some are poor*, dans *Journal of World History*, vol. 11, fasc. 1, 2000, p. 105-111.

KRUGMAN Paul, « The Trouble with History », <http://web.mit.edu/krugman/www/yergin.html> (consulté le 13 juillet 2023).

MANGOLD George B., compte-rendu de *Races and Immigrants in America* par COMMONS John R., dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 31, fasc. 2, 1908, p. 516-517.

MARSHALL L. C., compte-rendu de *Races and Immigrants in America* par COMMONS John R., dans *Journal of Political Economy*, vol. 16, fasc. 1, 1908, p. 46-47.

RICKMAN Geoffrey Edwin, compte-rendu de « Exploitation of Water-Power or Technological Stagnation? A Reappraisal of the Productive Forces in the Roman Empire » par WINKANDER Örjan, dans *The Classical Review*, vol. 36, fasc. 1, 1986, p. 177-178.

ROSE-ACKERMAN Susan, compte-rendu de *The Wealth and Poverty of Nations. Why some are rich and some are poor* par LANDES David S., dans *Political Science Quarterly*, vol. 114, fasc. 1, 1999, p. 167-168.

ROSEN George, compte-rendu de *The Wealth and Poverty of Nations* par LANDES David, dans *Journal of Economic Issues*, vol. 33, fasc. 1, 1999, p. 189-191.

SELIGMAN Edwin R. A., compte-rendu de *Grundriss der Allgemeinen Volkswirtschaftslehre* par SCHMOLLER Gustav von, dans *Political Science Quarterly*, vol. 15, fasc. 4, 1900, p. 728-732.

SHERMAN Howard J., compte-rendu de *Marx, Veblen and Contemporary Institutional Political Economy. Principles and Unstable Dynamics of Capitalism* par O'HARA Phillip Anthony, dans *Review of Social Economy*, vol. 60, fasc. 4, 2002, p. 603-608.

Annexes

Tableau 1 : Liste des synthèses récentes d'histoire des inégalités globales avec leur nombre de citations tierces répertoriées sur Google Scholar (en date du 12 juin 2022)

Auteurs	Date	Titre	Citations
ACEMOGLU et ROBINSON	2012	Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty	13.440
ALLEN	2011	Global Economic History. A very short introduction	460
BERNSTEIN et GARDNER	2004	The Birth of Plenty. How the Prosperity of the Modern World was Created	2.017
BESSLEY et PERSSON	2011	Pillars of Prosperity. The Political Economics of Development Clusters	1.265
CLARK	2008	A Farewell to Alms. A Brief Economic History of the World	2.815
MCNEILL	2013	The Pursuit of Power. Technology, Armed Force, and Society since AD 1000	2.198
DIAMOND	1997	Guns, Germs, and Steel. The Fates of Human Societies	15.184
FERGUSON	2011	Civilization. The West and the Rest	1.569
FINDLAY et O'ROURKE	2007	Power and Plenty. Trade, War, and the World Economy in the Second Millennium	1.523
HOFFMAN	2015	Why did Europe Conquer the World ?	288
JONES	1981	The European Miracle. Environments, Economies and Geopolitics in the History of Europe and Asia	2.588
KENNEDY	1987	The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000	10.656
LANDES	1998	The Wealth and Poverty of Nations. Why some are so rich and some so poor	7.380
MARKS	2019	The Origins of the Modern World. A global and environmental narrative from the fifteenth to the twenty-first century	452
MORRIS	2010	Why the West Rules – for Now. The patterns of history and what they reveal about the future	1.175
PARKER	1996	The Military Revolution. Military Innovation and the Rise of the West, 1500–1800	2.303
PARTHASARATHI	2011	Why Europe Grew Rich and Asia did not. Global economic divergence, 1600–1850	554
POMERANZ	2000	The Great Divergence. China, Europe, and the Making of the Modern World Economy	5.732

